

**RAPPORT DU CONSEIL**  
**DE L'UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 31 (A/35/31)



**NATIONS UNIES**

New York, 1980

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
RAPPORT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES .....	1
ANNEXES	
I. Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies .....	13
II. Rapport du Recteur au Conseil de l'Université des Nations Unies (juillet 1979-juin 1980) .....	19
III. Membres des comités consultatifs des programmes, coordonnateurs des programmes et projets et membres du personnel de l'Université des Nations Unies .....	88
IV. Réseaux des programmes de l'Université des Nations Unies .....	97

## RAPPORT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES

1. Par sa résolution 2951 (XXVII) du 11 décembre 1972, l'Assemblée générale a décidé de créer l'Université des Nations Unies et, par sa résolution 3081 (XXVIII) du 6 décembre 1973, elle a adopté la Charte de l'Université (A/9149/Add.2) un an plus tard. L'année 1980 a marqué le cinquième anniversaire de l'ouverture du siège de l'Université à Tokyo en septembre 1975. C'est pour cette raison que le Conseil commence ce rapport annuel par un tour d'horizon sur les cinq premières années de l'Université.

2. Le présent rapport passe en outre en revue la période allant de juillet 1979 à juin 1980. Comme l'Assemblée générale l'a demandé au paragraphe 6 de sa résolution 34/112, adoptée le 14 décembre 1979, le présent rapport contient aussi l'opinion et les conclusions du Conseil sur les suggestions et recommandations précieuses contenues dans la note du Secrétaire général sur les appels de fonds pour l'Université des Nations Unies (A/34/654, en date du 16 novembre 1979), transmises par le Secrétaire général et par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à l'Assemblée générale. Les paragraphes 46 à 52 ci-après portent directement sur les suggestions et recommandations ayant trait aux possibilités de financement évoquées dans cette note.

### A. Les cinq premières années

3. Le Conseil a noté les progrès satisfaisants accomplis par l'Université des Nations Unies pendant la brève période correspondant au mandat du premier recteur, H. James H. Hester : l'Université est désormais une institution effectivement en état de fonctionner, dotée d'un centre et d'un système international étendu de 18 réseaux de chercheurs et d'établissements, orientée vers la résolution de problèmes donnés, et consacrée à la recherche, la formation avancée et la dissémination des connaissances; l'Université est parvenue à des résultats tangibles dans ses programmes qui retiennent pour thème certains des problèmes mondiaux les plus pressants et bénéficient du concours de nombreux chercheurs et institutions des pays en développement comme des pays industrialisés, représentatifs d'écoles de pensée et de traditions culturelles diverses; en dehors de son centre situé à Tokyo, où les effectifs sont d'environ 100 personnes, l'Université a constitué une organisation sur le terrain, réunissant 25 établissements associés et près de 100 unités de recherche et de formation dans le monde entier; près de 500 chercheurs et hommes de science ont collaboré à ses activités de recherche et de formation avancée; l'Université a mobilisé un nombre croissant de savants des pays en développement, conformément à la Charte qui lui prescrit de constituer avec eux une communauté universitaire internationale qui aidera à aborder les "problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité" (A/9149/Add.2, art. I, par. 2); l'Université a désormais 240 boursiers, qui ont reçu ou reçoivent une formation multidisciplinaire à la recherche et à la gestion dans ses établissements associés de façon à être mieux en mesure de mieux remplir leur fonction dans leur établissement d'origine et leur pays; l'Université a publié environ 140 ouvrages, y compris deux périodiques scientifiques. Le Fonds



de dotation de l'Université se monte environ à 140 millions de dollars des Etats-Unis, généreusement versés ou promis par les Etats membres, à la tête desquels se trouve le Japon, qui contribue à assurer la viabilité financière à venir et à protéger l'autonomie de l'Université; celle-ci a commencé une collaboration féconde avec le Siège des Nations Unies, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et d'autres agences du système des Nations Unies, ainsi qu'avec plusieurs organisations scientifiques.

4. C'est persuadée que la tâche est toujours ardue que l'Université examine de façon critique son développement immédiatement à venir, à la faveur d'un examen attentif de son travail et à la lumière des nouvelles possibilités offertes par un monde en mutation rapide.

#### B. Sessions du Conseil

5. Le Conseil de l'Université des Nations Unies s'est réuni trois fois au cours de 1979/80 : la treizième session a eu lieu à Genève du 3 au 10 octobre 1979, la quatorzième à Tokyo du 3 au 7 décembre 1979 et la quinzième, également à Tokyo, du 23 au 27 juin 1980. Au cours de ces trois sessions, le Conseil a passé en revue les progrès accomplis par l'Université, examiné comment elle pourrait faire mieux connaître et comprendre sa nature et ses programmes, et rendre plus efficace l'exercice d'appel de fonds; il a adopté le budget pour 1980 et mis en route le processus de planification à moyen terme.

#### C. Nomination d'un nouveau recteur

6. A sa treizième session, le Conseil avait élaboré une liste de candidats possibles à la succession de M. James M. Hester, dont le mandat de premier recteur venait à expiration en août 1980. Dans cette liste, le Secrétaire général des Nations Unies, après consultation du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et en accord avec lui, a nommé M. Soedjatmoko, éminent spécialiste indonésien du développement international, au poste de recteur; il prendra ses fonctions le 1er septembre 1980.

#### D. Election du bureau

7. A sa quatorzième session, le Conseil a réélu Mme Ines Wesley Tanaskovic comme présidente, et Mme Estefania Aldaba-Lim et M. Carlos Chagas comme vice-présidents. Il a élu M. Shams E. EL-Wakil, M. Jean Coulomb et M. Malu wa Kalenga comme vice-présidents pour un premier mandat. Il a également élu M. Abdelsalam Majali président du comité des questions financières et budgétaires. A sa quinzième session, le Conseil a élu M. Reimut Jochimsen comme président du comité des programmes et des relations institutionnelles, ainsi que les membres du comité des questions financières et budgétaires; le Conseil a procédé à ces élections pour un mandat s'achevant au 31 décembre 1980.

#### E. Nomination de nouveaux membres du Conseil

8. En mai et en juin 1980, le Secrétaire général des Nations Unies, en coopération avec le Directeur général de l'UNESCO, et en consultation avec plusieurs institutions intéressées, notamment l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), a nommé 13 nouveaux membres du Conseil, qui remplaceront 12 membres dont le mandat arrivait à expiration le 2 mai 1980 et d'un membre qui avait démissionné (on trouvera une liste des membres du Conseil, de son bureau et de ses comités à l'annexe I).

#### F. Examen d'ensemble par le Recteur des cinq années écoulées

9. A la quinzième session, en juin 1980, le recteur, H. Hester, a passé en revue l'évolution de l'Université au cours des cinq années de son mandat de recteur, a énuméré ce qui selon lui avait été les principaux résultats accomplis jusqu'ici, les questions en suspens, les difficultés rencontrées et les possibilités de croissance et le développement. Après cet examen, le Conseil a adopté unanimement une résolution attestant son appréciation de la direction de M. Hester. Dans cette résolution, le Conseil a souligné que le premier recteur "en tant que principal fonctionnaire académique et administratif et en tant que membre du Conseil, avait dirigé l'Université avec beaucoup de talent depuis sa création en 1975" et a exprimé "sa profonde gratitude pour sa précieuse contribution à l'organisation et au développement de l'Université au cours de ses premières années, sa plus haute estime pour la manière dévouée et dynamique dont il a dirigé l'Université, et ses meilleurs vœux de succès dans ses entreprises futures".

#### G. Résultats accomplis en 1979/80

10. Commentant le rapport du Recteur au Conseil (annexe II), le Conseil a une fois de plus attiré l'attention sur les progrès réalisés par l'Université au cours de l'année écoulée : des activités des programmes se sont étendues, les relations entre ceux-ci se sont étoffées et les sommes versées au Fonds de dotation se sont accrues. Plus précisément, en 1979/80 :

a) Deux autres établissements d'enseignement supérieur se sont associés à l'Université, pour des recherches et de la formation avancée, portant ainsi le nombre des établissements associés à 25. Dix-sept sont situés dans des pays en développement et huit dans des pays industrialisés. A ce sujet, le Recteur a indiqué au Conseil qu'il se rendrait à Pékin au début de juillet 1980 pour signer l'accord général de coopération entre l'Université et l'Académie chinoise des sciences. Le Conseil a aussi approuvé l'association avec deux autres établissements.

b) Près de 1 370 hommes de science, chercheurs et hauts fonctionnaires ont participé aux 78 séminaires, réunions scientifiques et journées d'étude organisés par les programmes de l'Université.

c) Le programme de formation de boursiers s'est substantiellement étoffé. Soixante boursiers de l'Université ont terminé leur formation pendant l'année, portant ainsi le total cumulé à 110. Une étude faite récemment montre qu'une grande majorité d'entre eux travaillent désormais dans leur établissement d'origine ou dans

d'autres administrations ou organes scientifiques de leur pays. A la fin juin 1980, 80 boursiers de l'Université recevaient une formation et entreprenaient des recherches dans les établissements associés à l'Université, ou étaient sur le point de commencer. Cinquante bourses spéciales ont été accordées.

d) L'interaction entre les trois programmes de l'Université s'est concrétisée par :

- i) Une étude du rôle des femmes dans la conservation des aliments après les récoltes, organisée par le Programme mondial contre la faim et par le Programme de développement humain et social, par le biais d'une série de journées d'étude et d'études de cas dans cinq pays;
- ii) Une analyse des techniques nécessaires au développement rural, à la faveur d'une série de réunions scientifiques organisées par le Programme de développement humain et social et par le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles;
- iii) Une analyse de l'état des travaux dans le domaine de l'éducation au service du développement, au cours d'une réunion organisée en septembre 1979 par les trois programmes, pour servir de base à l'activité de l'Université dans ce domaine;
- iv) La poursuite des activités de recherche et de formation dans le domaine de la conversion microbiologique des résidus organiques pour les communautés rurales, organisée conjointement par le Programme mondial contre la faim et par le Programme sur les ressources naturelles.

Au cours de la troisième réunion commune des comités consultatifs des programmes, tenue à Tokyo en janvier 1980, on a étudié les possibilités futures d'activités communes à plusieurs programmes, notamment sur la faim dans le monde et le nouvel ordre économique international, et sur l'énergie et l'écodéveloppement.

e) Deux nouveaux réseaux de recherche et de formation se sont ajoutés aux réseaux existants, portant leur nombre à 18 : quatre dans le Programme mondial contre la faim, cinq dans le Programme de développement humain et social, et neuf dans celui sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles.

f) A mesure que les résultats des recherches entreprises dans les programmes sont devenus disponibles au cours de l'année, le nombre des publications s'est fortement accru. L'Université a publié en 1977/80, 115 ouvrages, périodiques et documents : 4 numéros du Food and Nutrition Bulletin, 11 d'ASSET : Abstracts of Selected Solar Energy Technologies, 6 publications techniques sur l'étude et la gestion des terres arides, sur la conservation des sols, les besoins protido-énergétiques, la conversion microbiologique, les relations entre agriculture,

nutrition, science de l'alimentation, les perspectives sur les énergies renouvelables, etc., 92 rapports de recherche et 2 publications internes des programmes 1/.

#### H. Les trois programmes

11. Le Conseil a noté les développements intervenus dans chaque programme et attiré l'attention sur les principaux problèmes étudiés et sur les connaissances et perspectives sur les problèmes mondiaux et la situation mondiale qui se dégagent des recherches multidisciplinaires qu'entreprend l'Université directement ou en coopération avec d'autres.

##### 1. Programme mondial contre la faim

12. Le Programme mondial contre la faim a commencé à fonctionner en 1976. En juin 1980, 11 établissements lui étaient associés: des accords d'association ont été signés au cours de l'année avec l'Université del Valle, à Cali (Colombie) et avec l'Institut de nutrition de l'Université Mahidol de Bangkok (Thaïlande).

13. Soixante-quatre boursiers recevaient une formation en juin 1980 ou commenceront très bientôt. Le nombre cumulé de boursiers ordinaires atteint 190. Il convient d'y ajouter 50 boursiers spéciaux, dont 19 ont déjà mené à bien leur formation. Des bourses communes au Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles ont été créées; d'autres, avec le Programme de développement humain et social, sont à l'étude.

14. Les activités de recherche et de formation ont trait aux objectifs alimentaires et nutritionnels dans la planification et le développement national, dans 8 pays, à la conversation post-culturelle des aliments dans 9 pays, aux besoins protido-énergétiques dans les pays en développement dans 15 pays, et à la prévention de l'anémie ferriprive dans 3 pays. (Voir annexe IV où on trouvera une liste complète de ces pays). Onze séries de journées d'étude scientifiques ont été organisées, réunissant environ 500 chercheurs.

15. Une coopération étroite se poursuit avec la FAO, l'OMS, l'UNESCO et le FISE. Un accord de coopération a été signé avec l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le développement social et avec l'Institut international des politiques de l'alimentation (IFPI). Une réunion commune à l'UNU, l'OMS et la FAO, conçue pour réexaminer les normes mondiales en matière de besoins protido-énergétiques sera organisée en 1981.

---

1/ On trouvera un catalogue complet des publications de l'Université à l'heure actuelle dans le rapport du Recteur au Conseil à l'annexe II, dans les chapitres traitant du Programme mondial contre la faim, par. 77, du Programme de développement humain et social, par. 119 et du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles, par. 186.

16. Le Programme mondial contre la faim continue de participer pleinement aux travaux du sous-comité sur la nutrition du Comité administratif de coordination des Nations Unies. Pendant l'année écoulée, le programme a organisé plusieurs missions en Afrique pour le sous-comité afin de déterminer les besoins de formation administrative dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition au Soudan, en Ethiopie, en Tanzanie et au Kenya: on lui a également demandé d'organiser des missions similaires au Sénégal, en République-Unie du Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Zaïre, en Angola et au Mozambique.

17. Enfin, le programme a organisé à Bellagio (Italie) du 28 avril au 2 mai 1980 des journées d'étude sur sa propre base conceptuelle. Les participants sont convenus qu'il fallait envisager la faim non seulement comme un problème biologique et technique mais aussi comme un problème social, culturel, économique et politique.

18. Les recherches menées dans le domaine des besoins nutritionnels, avec le concours de l'Université des Nations Unies, revêtent une importance particulière; elles s'appuient sur une méthodologie proposée par un groupe de travail de l'Union internationale des sciences de la nutrition que soutient activement l'Université. Un réseau d'unités situées dans 11 pays en développement permet de collecter des données en vue d'une révision des recommandations actuelles de l'OIS/FAO en matière de besoins protido-énergétiques, qui aura lieu en 1981 avec la participation de l'Université. Les résultats donnent à penser que l'estimation actuelle de l'allocation protidique de sécurité pour les adultes est insuffisante pour le maintien en bonne santé, à long terme, d'une forte proportion de la population adulte mondiale. En outre, la méthode biologique actuellement retenue pour la correction des disparités qualitatives dans le calcul des besoins protidiques tend à sous-estimer le besoin de protéines en cas de régimes alimentaires peu nutritifs. Dans le cas des enfants, un séminaire organisé par l'Université a permis de rassembler des données originales faisant apparaître que les allocations actuelles de protéines et d'énergie ne répondent pas aux besoins de la croissance de rattrapage après la période de convalescence. Ces résultats importants seront publiés sous forme de monographies.

19. Avec le concours de l'OMS, de l'Université et d'autres agences, les établissements associés à l'Université ont été à l'avant-garde de la recherche tendant à démontrer que la carence de fer réduit la capacité de travailler, amoindrit les réponses immunitaires à l'infection médiatisées par la cellule, et affecte les résultats obtenus aux tests scolaires. Des recherches bénéficiant du concours de l'UNU menées à l'Institut vénézuélien de la recherche scientifique et à l'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires du Chili portent sur les moyens pratiques de prévenir la carence de fer par un enrichissement des produits alimentaires de base. Une méthode prometteuse - utilisant une forme stable de fer, dépourvue de saveur, connue sous le nom de fer EDTA, ajoutée au sucre - fait actuellement l'objet de tests à grande échelle sur le terrain, sous les auspices de l'Institut de la nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP) au Guatemala.

## 2. Programme de développement humain et social

20. Le Programme de développement humain et social, qui est dans sa quatrième année, reste organisé autour de deux principaux sous-programmes : problématique du développement et technique et développement. Ce programme fait fonction de tribune critique où diverses écoles de pensée peuvent entrer en interaction pour analyser les forces économiques, sociales, politiques et culturelles qui affectent le processus de développement, de façon à élaborer d'autres conceptions du développement.

21. Les travaux se sont poursuivis dans les cinq principaux projets. La recherche sur les objectifs, processus et indicateurs du développement a lieu dans 19 pays, celle sur les alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation, dans 17 pays, celle sur les techniques traditionnelles dans 7 pays, celle sur les systèmes de recherche et développement en milieu rural dans 4 pays, et celle sur l'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie, au Japon. (Voir annexe II où se trouve une liste des pays intéressés.) Le Programme a organisé 28 réunions et séminaires scientifiques dans le cadre des cinq projets en cours, qui ont réuni environ 420 chercheurs. Un groupe de travail, dans le monde arabe, a adopté pour thème principal l'étude de divers futurs possibles; une proposition détaillée de projet sera présentée au Conseil à sa seizième session, en décembre 1980. Une réunion d'un groupe de travail régional sur les conceptions latino-américaines du nouvel ordre économique international s'est déroulée à La Havane, du 2 au 6 juin 1980. Le Programme étudie la possibilité d'organiser des réunions régionales du même type en Afrique et en Chine dans un proche avenir.

22. Le Programme a continué d'entretenir des liens étroits de coopération avec d'autres organisations des Nations Unies, y compris l'UNESCO, l'UITAR, l'OIMS, la FAO, le PNUE et l'Institut de recherche sur le développement social (UIRISD). Un mécanisme de consultation a été établi entre l'Université et le secteur des sciences sociales de l'UNESCO; une première réunion a eu lieu à Paris les 28 et 29 avril 1980. Un séminaire sur le rôle des nouvelles conceptions théoriques sur le processus de développement sera organisé conjointement par l'Université et par l'UNESCO à Oulan Bator (République populaire de Mongolie) du 19 au 23 août.

23. Les projets menés dans le cadre du sous-programme sur la technique et le développement prennent pour objet l'examen et la réévaluation des conceptions actuellement prédominantes sur le développement technique, qui repose principalement sur le transfert des techniques des pays industrialisés aux pays en développement.

24. Le projet sur les systèmes de recherche et de développement en milieu rural est l'occasion d'élaborer une méthodologie permettant d'identifier les composantes de recherche-développement dans la résolution des problèmes des communautés rurales à la faveur d'une interaction entre les spécialistes des sciences exactes et des sciences sociales et les agriculteurs. On a pu ainsi établir de nouveaux résultats sur les conditions socio-économiques qui s'opposent à la participation de ces derniers au choix des techniques dans leurs propres communautés.

25. Le projet sur l'échange et les techniques traditionnelles remet en question l'hypothèse selon laquelle les techniques modernes sont les seuls instruments du développement, étudie comment les techniques traditionnelles sont devenues suboptimales sous l'effet des techniques modernes et des influences culturelles, et cherche à déterminer les conditions préalables à l'échange et à l'amélioration des techniques traditionnelles. On y étudie par exemple le rôle positif des techniques traditionnelles de pêche, à rapprocher des effets écologiques causés par les gros bateaux de pêche modernes, ainsi que l'intérêt écologique des conceptions architecturales traditionnelles par opposition aux conceptions modernes qui sont peu sensibles aux conditions climatiques et au coût des matériaux de construction.

26. Les chercheurs du projet sur l'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie étudient les modalités de l'intégration de la technologie transférée et adaptée au contexte culturel, économique et institutionnel du Japon, et étudient comment les techniques ont affecté la créativité locale. Un résultat important est que dans certains cas, alors que la technologie lourde était importée de l'Occident, les Japonais n'ont pas adopté le même degré de division du travail que dans les pays occidentaux : dans l'industrie horlogère par exemple.

27. Le sous-programme sur la problématique du développement passe en revue les théories existantes et en propose de nouvelles susceptibles de conduire à des stratégies différentes de développement. Ses deux projets ont déjà abouti à certaines propositions et à une série d'études de cas examinant les hypothèses prépondérantes sous-jacentes à la méthodologie actuelle de la planification du développement.

28. Le projet sur les objectifs, processus et indicateurs du développement s'emploie, entre autres problèmes, à déterminer les paramètres de la "recherche sur les besoins" (nouveau domaine conçu pour répondre à l'intérêt que portent de plus en plus les planificateurs du développement à cette question), et à développer le cadre conceptuel d'une analyse comparée des problèmes de la qualité de la vie, des modes de vie différents, et de plusieurs autres concepts essentiels de l'étude et de la planification du développement.

29. Le projet sur les alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation a abouti à plusieurs études de cas sur les conditions de l'épanouissement de la créativité intellectuelle endogène dans les pays non occidentaux.

30. Plusieurs réunions ont été tenues pour organiser des projets futurs : sur l'éducation au service du développement, sur les droits de l'homme dans le contexte du développement, sur la paix et le développement; il y a eu en outre deux réunions sur les perspectives régionales sur le nouvel ordre économique international.

### 3. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

31. Le Programme sur les ressources naturelles, qui est à l'oeuvre depuis trois ans, prend pour objet la base écologique du développement rural dans les régions tropicales humides, l'évaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides, et l'énergie pour les communautés rurales.

32. Des activités de recherche et de formation ont trait à des projets énergétiques intégrés dans deux pays, et ultérieurement dans trois autres, sur l'énergie géothermique dans deux pays, sur le bois combustible dans deux pays, sur les terres arides dans quatre pays, et ultérieurement dans un autre, sur les systèmes agro-aquatiques dans quatre pays avec des activités projetées dans deux autres, sur les systèmes de ressources côtières dans deux pays, et plus tard dans deux autres, et enfin sur la théorie et la méthodologie des systèmes de ressources dans deux pays. (Activités projetées dans trois autres) (Voir annexe IV où l'on trouvera une liste complète des pays intéressés.)

33. Le Programme fait état de progrès importants dans la réalisation des projets de recherche, dans la formation de boursiers, et dans le domaine des publications. Le travail entrepris en coopération avec neuf établissements associés (auxquels s'ajoutera l'Académie chinoise des sciences, à Pékin, en juillet 1980) est désormais pleinement opérationnel, certains des projets de recherche atteignant la fin de leur première phase. Sur un total de 45 boursiers, 36 ont terminé leur formation au cours de l'année tandis que 16 la poursuivent (juin 1980). Seize séminaires ont été organisés, avec la participation de 350 chercheurs.

34. Huit ouvrages principaux ont été publiés; ASSET : Abstracts of Selected Solar Energy Technologies est distribué gratuitement dans les pays en développement et par souscription dans les pays industrialisés.

35. Le Programme travaille en coopération avec l'UNESCO, la FAO, le PNUD, le PNUE, le Bureau soudano-sahélien (UNSO) ainsi qu'avec d'autres organes tels que l'Union internationale des organismes de recherches forestières, l'Union géographique internationale, et le Comité scientifique sur les problèmes de l'environnement du Conseil international des unions scientifiques.

36. Dans le domaine de l'agro-sylviculture, des journées d'étude et des travaux de recherche ont conduit à une réévaluation des systèmes anciens d'utilisation des sols, naguère considérés comme "primitifs" mais qui en fait paraissent très propices à une production plus élevée, de façon durable. Les travaux entrepris par l'Université des Nations Unies en Afrique centrale et en Asie sont complétés par une activité de formation, de façon à permettre la diffusion des systèmes agro-sylvicoles dans les nombreux pays qui pourraient tirer parti de ces nouvelles méthodes.

37. La première phase du projet entrepris au Népal sur la cartographie des risques naturels (glissements de terrain, inondations, érosion, etc.) a été menée à bien et a permis pour la première fois une étude intégrée de la perception par les habitants des risques naturels. Les cartes ainsi produites fourniront une base scientifique à l'aménagement du territoire ainsi qu'un prototype original pour le traitement des risques similaires dans d'autres pays en développement.

38. Les travaux sur les systèmes agro-aquatiques ont démontré l'intérêt notamment écologique, du système des "tambak" (bassins piscicoles d'eau saumâtre), qui sont un moyen d'accroître la quantité de protéines disponibles dans les zones rurales. On cherche par ces travaux à mieux comprendre ces systèmes traditionnels pour améliorer leur gestion et les adapter aux conditions qui prévalent dans d'autres pays.



39. Le sous-programme sur l'énergie est axé surtout sur la recherche sur les besoins et perspectives énergétiques des zones rurales. On a d'abord accordé un concours technique pour les recherches ayant trait à la construction, par le Gouvernement algérien, d'un village dont les besoins énergétiques seront couverts par l'environnement naturel (soleil, vent, déchets organiques, etc.). Le but poursuivi est d'étudier les meilleures méthodes du développement et de l'introduction dans les communautés rurales des systèmes énergétiques intégrés, décentralisés et autosuffisants, qui soient fiables et qui puissent être mis en place et actionnés entièrement avec des matériaux locaux et par des agents locaux. Des études détaillées analysant les approvisionnements énergétiques et les modes de consommation actuels dans les régions tropicales humides soulignent l'écrasante dépendance des populations à l'égard du bois combustible dans les régions rurales comme dans les régions urbaines et la fragilité de l'environnement dans ces zones fortement dépendantes du bois.

40. Dans le sous-programme sur les terres arides, plusieurs importantes études d'évaluation ont été publiées ou sont sous presse. Elles démontrent que pour résoudre les problèmes de la désertification, la perception de ceux-ci, l'acceptation des solutions envisagées par les populations affectées, les carences administratives ou le défaut de planification important plus que la simple connaissance, déjà existante, des conditions de la préservation de l'environnement.

41. Les travaux sur la conversion microbiologique, entrepris avec le Programme mondial contre la faim, soulignent la nécessité d'utiliser les déchets organiques, actuellement mis au rebut, engendrés lors de la production d'aliments ou de fibres : il y a là une ressource potentielle, aussi bien pour l'énergie que pour l'alimentation animale. Deux importantes études sur l'état des travaux ont été publiées et les travaux en cours devraient conduire à des résultats nouveaux méritant d'être diffusés et mis à l'épreuve du milieu rural. On projette d'étudier, afin de les renforcer, les liens entre les systèmes de décision au niveau du village et au niveau national.

42. Enfin, sur l'ensemble des ressources naturelles, un important travail de synthèse des connaissances actuelles, l'étude de M. K. Ruddle et de W. Manshard, "Renewable Natural Resources and Environment : Pressing Problems in the Developing World" vient d'être terminé.

### I. Cohérence des programmes et interactions

43. Le Conseil estime que bien que des progrès aient été réalisés dans l'interaction des trois programmes de l'Université au cours des deux dernières années, il reste beaucoup à faire. Le Conseil attache une grande importance à l'établissement de relations entre les programmes et les sous-programmes de l'Université afin de parvenir à des connaissances plus complètes et à dégager des perspectives plus larges sur les problèmes mondiaux qu'aborde l'Université conformément à l'article I de sa charte. Le Conseil estime qu'un haut degré de cohérence et une importance accrue donnée à l'approfondissement de l'impact méthodologique de programmes et de réseaux qui ont pour thèmes des problèmes donnés sont une condition essentielle de son efficacité.

## J. Financement et appels de fonds

44. Le Conseil a noté l'accroissement de 15,6 millions de dollars du Fonds de dotation et du Fonds des opérations courantes au cours de l'année sous revue, grâce aux versements effectués par le Japon (10 millions de dollars), par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2,3 millions de dollars), par la République fédérale d'Allemagne (1,1 million de dollars) et par l'Arabie saoudite (1 million de dollars). Le Conseil a noté également que les nouvelles annonces de contribution au Fonds de dotation et au Fonds des opérations courantes, pendant la période, se montaient à 326 039 dollars. Jusqu'ici, 29 Etats membres seulement ont apporté un concours financier à l'Université.

45. A la fin de 1980, le Fonds de dotation de l'Université atteignait 139 169 082 dollars dont 105 036 189 avaient déjà été versés. En outre, un total de 2 936 896 dollars avaient été annoncés ou versés au Fonds des opérations courantes par plusieurs pays et 378 980 dollars, venant d'autres sources pour des projets particuliers. L'Université a participé à des consultations approfondies sur le Fonds intérimaire pour la science et la technique au service du développement afin d'obtenir des concours qui permettraient une extension du programme de formation de boursiers.

46. Lors de la plupart de ses sessions, le Conseil s'est penché sur la question du financement et des appels de fonds. Le Conseil a, par conséquent, accueilli avec faveur le fait que l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session tenue en 1978, avait adopté une résolution (33/108, en date du 18 décembre 1978) aux termes de laquelle : "L'Assemblée générale ... note que les appels de fonds n'ont pas donné des résultats suffisants pour assurer le soutien des programmes de l'Université des Nations Unies et prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, agissant en consultation avec le Recteur et le Conseil de l'Université, de rechercher les moyens de susciter une plus grande prise de conscience et une meilleure compréhension des programmes et activités de l'Université de façon à créer une situation financière plus stable et à renforcer ainsi l'Université, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-quatrième session". Pendant sa treizième session, à Genève, en octobre 1979, le Conseil a rencontré le consultant du Secrétaire général, M. George Davidson (ancien Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion) et celui du Directeur général, H. Maheshwar Dayal (conseiller du Ministère de la science et de la technique de l'Inde) alors qu'ils recueillaient des informations pour l'étude qu'il leur avait été demandé d'entreprendre en réponse à la résolution de l'Assemblée générale.

47. De même, le Conseil a accueilli avec faveur l'invitation que lui a adressée l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session d'étudier les précieuses suggestions et recommandations contenues dans la note du Secrétaire général sur les appels de fonds pour l'Université des Nations Unies (A/34/654) et de faire part de ses conclusions et, le cas échéant, de ses observations, à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session pour plus ample examen. Le Conseil a étudié de façon approfondie la note du Secrétaire général, en gardant à l'esprit le fait que le mandat des consultants nommés par le Secrétaire général et par le Directeur

général de l'UNESCO, conduisant à cette étude, était d'"étudier ... les moyens d'assurer à l'Université des Nations Unies un financement suffisant à l'Université," ... "de suggérer différents moyens" à cette fin et "d'étudier les moyens de susciter une plus grande prise de conscience des objectifs de l'Université de la part des gouvernements, au sein de la communauté universitaire internationale et dans d'autres milieux, tant à l'intérieur qu'en dehors du système des Nations Unies" (A/34/654, annexe, par. 4). Le Conseil est reconnaissant aux deux consultants de leur analyse - telle que définie dans leur mandat - des problèmes que rencontrent l'Université et ses organisations parentes.

48. En particulier, le Conseil accueille avec faveur les éléments contenus dans le paragraphe 39 du rapport du Secrétaire général sur les appels de fonds pour l'Université des Nations Unies 2/ et des possibilités de financement contenues dans le paragraphe 40 du rapport 3/ auxquelles ont souscrit, dans des termes

---

2/ "39. Il faut reconnaître que le Recteur de l'Université et le Vice-Recteur chargé du développement n'ont épargné aucun effort pour tenter de réunir des fonds pour l'Université par des moyens de ce genre. Ces activités sont tout à leur honneur elles leur ont demandé un travail physique et intellectuel énorme et les ont obligés à consacrer à la collecte de fonds une part démesurée de leur temps et de leur énergie, qu'ils auraient pu réserver aux tâches administratives et universitaires qu'impliquent leurs importantes fonctions. Il n'est guère juste, ni raisonnable de laisser les deux principaux responsables de l'Université prendre presque totalement à leur charge la mobilisation des fonds dont l'Université a besoin pour fonctionner. Il n'est pas plus indiqué que ce soin incombe aux membres du Conseil de l'Université, à qui l'on a demandé d'y siéger essentiellement pour leur prestige universitaire, non pour leur aptitude à réunir des fonds. De fait, il ne devrait pas être nécessaire de faire de tels efforts de "publicité" pour persuader les gouvernements, en particulier ceux qui ont voté pour la création de l'Université, d'apporter au moins une contribution initiale à l'appui du vote par lequel ils avaient manifesté leur confiance et leur soutien au projet d'une Université placée sous les auspices des Nations Unies. Ces contributions initiales sont nécessaires pour faire démarrer l'Université et lui donner la possibilité de montrer ce dont elle est capable. Les réalisations et les résultats tangibles à mettre à son actif devraient ensuite déterminer la décision à prendre en ce qui concerne les contributions ultérieures."

3/ Pour la commodité du lecteur, on résume ci-après les suggestions faites sur les possibilités de financement évoquées au paragraphe 40 : a) calcul, par l'Assemblée générale, de contributions obligatoires régulières des Etats membres, b) évaluation d'une proportion, versée en une fois, du Fonds de dotation (100 millions de dollars, 200 millions de dollars ou plus), c) inclusion de sommes modestes dans les budgets de l'ONU et de l'UNESCO chaque année, d) engagement par les gouvernements de verser annuellement l'équivalent de l'intérêt (10 p. 100) qu'aurait produit leur part du Fonds de dotation, e) émissions par les Etats d'obligations perpétuelles à affectation spéciale correspondant à leur part du Fonds de dotation, avec seul versement des intérêts, f) emploi des obligations émises par les Nations Unies pour le financement des opérations du Congo (les Nations Unies versent actuellement 8,5 millions par an pour leur remboursement

(Suite de la note page suivante)

généraux, le Secrétaire général et le Directeur général au paragraphe 11 de la note du Secrétaire général qui précède le rapport. Les suggestions présentées aux alinéas d), e) et f) du paragraphe 40 semblent constituer des moyens novateurs que les Etats membres pourraient retenir pour collecter des fonds en faveur de l'Université des Nations Unies, à la condition que leur mise en oeuvre se traduise par des contributions directes au Fonds de dotation de l'Université et ne mette pas, par conséquent, en cause sa liberté académique et son autonomie. Le Conseil est enclin à croire que les suggestions contenues au paragraphe 38 offrent la base d'un échange de vues entre les Etats membres propice à un accroissement du Fonds de dotation de l'Université.

49. Cependant, le Conseil émet l'opinion que certaines suggestions contenues dans le paragraphe 40 risquent de ne pas être compatibles avec les dispositions de la Charte de l'Université sur la liberté académique et l'autonomie, comme le reconnaissent le Secrétaire général et le Directeur général au paragraphe 11 de la note. Le Conseil estime également que le moment n'est pas venu d'appliquer les suggestions contenues dans les alinéas a) et b). Il estime que les contributions au financement de l'Université doivent être de nature volontaire.

50. Enfin, le Conseil déclare qu'il a déjà adopté les principes mêmes des éléments contenus dans les alinéas g), h), i) et j).

51. Au paragraphe 4 de sa résolution 34/112, l'Assemblée générale notait que "si des progrès encourageants ont été réalisés durant l'année écoulée en ce qui concerne les appels de fonds, les résultats ne sont pas encore suffisants pour apporter aux programmes de l'Université des Nations Unies un appui adéquat". C'est là le problème fondamental que les organisations parentes et l'Université doivent résoudre. La plupart des Etats membres n'ont pas encore apporté leur concours financier à l'Université alors qu'une majorité d'entre eux avaient voté sa création. Le Conseil apprécie pleinement la préoccupation de l'Assemblée générale et l'heureuse intention illustrées dans l'étude des consultants et invite les organisations parentes de l'Université à répondre positivement aux suggestions mentionnées au paragraphe 48 ci-dessus, auxquelles le Conseil souscrit. Il espère également que les Etats Membres des Nations Unies répondront favorablement à l'appel

---

(Suite de la note 3/)

qui sera terminé en 1990), g) utilisation de moyens de financement affectés par les gouvernements à la coopération pour le développement, h) assistance financière émanant d'agences intergouvernementales, notamment pour les bourses de formation, i) soutien apporté par des fondations, universités, instituts de recherche, et particuliers (des établissements pourraient détacher à l'Université des membres de leur personnel enseignant ou certains de leurs chercheurs), j) participation à l'utilisation du fonds de 250 millions de dollars pour la science et la technique, créé par la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.

de l'Assemblée générale contenu dans la résolution "pour qu'ils versent des contributions importantes au Fonds de dotation ou à des programmes déterminés de l'Université afin d'assurer que ses travaux continuent à progresser régulièrement" (résolution 34/112, par. 8).

52. En ce qui concerne l'Université des Nations Unies elle-même, il faut bien voir qu'outre sa profonde préoccupation à l'égard de l'appel de fonds, elle est pleinement consciente de la nécessité de faire mieux connaître et comprendre sa nature et ses travaux aux autorités nationales et à la communauté universitaire mondiale, et fait de son mieux pour cela. A cet égard, elle a étendu ses réseaux thématiques et tenu une série de réunions scientifiques. Elle a aussi beaucoup étoffé son programme de publications (voir par. 10 ci-dessus).

#### K. Début de l'exercice de planification à moyen terme

53. Au cours de l'année écoulée, le Conseil a mis en route le processus de planification à moyen terme. A sa quinzième session, il s'est penché sur un "rapport sur l'élaboration d'un plan à moyen terme de l'Université des Nations Unies" préparé par un comité spécial du Conseil. Selon lui, le principal objectif de la planification à moyen terme est de dégager des principes directeurs régissant de façon complète et efficace les orientations prises par l'Université, fondés sur un examen systématique de ses activités conformément à la Charte et aux objectifs des programmes.

54. En raison de la nomination du nouveau recteur, M. Soedjatmoko, ainsi que de 13 nouveaux membres du Conseil, et pour permettre au nouveau Recteur de prendre en charge le processus de planification, le Conseil a décidé de reprendre l'examen de l'exercice de planification à moyen terme à sa seizième session en décembre 1980.

Membres du Conseil de l'Université des Nations UniesComposition au 30 juin 1980Membres nommés

- Mme Ines Wesley Tanascovic, Commission nationale yougoslave de l'UNESCO, professeur d'informatique à l'académie de médecine de Belgrade, Yougoslavie, (présidente du Conseil)
- Mme Estefania Aldaba-Lim, ancienne représentante spéciale pour l'Année internationale de l'enfant, FISE, New York; ancien ministre des services sociaux et du développement des Philippines, ancienne vice-présidente de l'Université féminine des Philippines (vice-présidente)
- M. Ungku Abdul Aziz, vice-chancelier et professeur d'économie, Université de Malaisie, Kuala Lumpur, Malaisie
- M. Daniel Adzei Bekoe, vice-chancelier de l'Université du Ghana, Legon, Accra, Ghana
- Mme Elise Boulding, professeur, présidente du département de sociologie, Dartmouth College, Hanover, New Hampshire, Etats-Unis
- M. Pawel Bozyk, professeur d'économie, Ecole centrale de planification et des statistiques, Varsovie, Pologne
- M. Carlos Chagas, directeur de l'Institut de biophysique, Université fédérale de Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, Brésil (vice-président)
- M. Wilbert Kumalija Chagula, ambassadeur et Représentant permanent de la Tanzanie aux Nations Unies à Genève, ancien principal du University College, Dar es-Salam, Tanzanie
- M. Satish Chandra, président de la Commission des bourses universitaires, New Delhi, Inde, professeur et ancien doyen de l'Ecole des sciences sociales, Université Jawaharlal Nehru
- M. Jean Coulomb, ancien président de l'Académie des sciences, Paris, France (vice-président)
- M. Valy Charles Diarrassouba, recteur de l'Université nationale de Côte d'Ivoire, Abidjan, Côte d'Ivoire
- M. Shams E. El-Wakil, ambassadeur et délégué permanent de la République arabe d'Egypte à l'UNESCO, Paris, France; ancien président de l'Université arabe de Beyrouth (vice-président)
- M. Dennis H. Irvine, vice-chancelier et principal de l'Université de Guyane, Georgetown, Guyane
- M. André Louis Jaumotte, professeur, président du Conseil de l'Université libre de Bruxelles

M. Reimut Jochimsen, ministre de l'économie et des transports du Land de Rhénanie-Westphalie, Düsseldorf; professeur d'économie à l'Université de Kiel; ancien ministre de la science et de la recherche de la République fédérale d'Allemagne; ancien membre du Conseil de l'Université des Nations Unies (1974-1977) (président du Comité des programmes et des relations institutionnelles)

M. F.S.C.P. Kalpage, secrétaire général du Ministère de l'enseignement supérieur, président de la Commission des bourses universitaires; vice-président du Conseil national de la science, Colombo, Sri Lanka

M. Kari Eric Knutsson, secrétaire général de l'Agence suédoise pour la recherche et la coopération avec les pays en développement (SAREC), professeur à l'Université de Stockholm, Stockholm, Suède

Sir John Kendrew, secrétaire général du Conseil international des unions scientifiques, Paris, France; lauréat du Prix Nobel de Chimie, 1962

M. Felipe E. McGregor, Rector Emeritus, professeur d'éthique, Université catholique de Lima, Pérou

M. Abdelsalam Majali, membre du Conseil de l'Université de Jordanie, ancien professeur et président de l'Université de Jordanie; ancien ministre d'Etat, de l'éducation et de la santé, Amman, Jordanie (président du Comité des questions financières et budgétaires)

M. Malu wa Kalenga, commissaire pour les sciences nucléaires, directeur du Centre régional d'études nucléaires de Kinshasa, Université nationale du Zaïre, Kinshasa, Zaïre (vice-président)

M. Shizuo Saito, membre du Conseil de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), membre de la Commission nationale pour l'UNESCO, président du Centre de la presse étrangère, Tokyo, Japon

M. Victor Urquidi, président, El Colegio de Mexico, Mexico, Mexique, ancien membre du Conseil de l'Université des Nations Unies (1974-1977)

M. Stephan Verosta, professeur de droit international, de jurisprudence et de relations internationales, Université de Vienne, Vienne, Autriche.

### Recteur

M. James M. Hester

### Membres de droit

M. Kurt Waldheim, secrétaire général, Organisation des Nations Unies, New York, Etats-Unis d'Amérique

M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris, France

M. Davidson Nicol, directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, New York, Etats-Unis d'Amérique

Membres dont le mandat expirait le 2 mai 1980

- M. Jacob Festus Ade-Ajayi, vice-chancelier de l'Université de Lagos, Lagos, Nigéria, et ancien président du Conseil de l'Université des Nations Unies (1976-1977)
- Lord Briggs, principal de Worcester College de l'Université d'Oxford, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
- M. Roger Gaudry, président de l'Association internationale des universités, Montréal (Canada), ancien recteur de l'Université de Montréal et ancien président du Conseil de l'Université des Nations Unies (1974-1975)
- M. Hans Löwbeer, chancelier des universités suédoises, Stockholm, Suède
- M. Yoshinori Maeda, ancien président de la société de radiodiffusion japonaise, Tokyo, Japon
- M. Antonio E. Marussi, professeur de géodésie, Institut de géodésie et de géophysique, Université de Trieste, Trieste, Italie
- M. Majid Rahnema, conseiller spécial auprès du Premier Ministre et de l'Organisation impériale des services sociaux, membre du Conseil exécutif de l'UNESCO, et ancien ministre de la science et de l'enseignement supérieur, Téhéran, Iran
- M. Marcel Roche, Investigador Titular, et ancien directeur de l'Institut vénézuélien de recherche scientifique, Caracas, Venezuela
- M. Seydou Madani Sy, recteur de l'Université de Dakar, Dakar, Sénégal (vice-président)
- M. Edward W. Weidner, chancelier de l'Université du Wisconsin, Green Bay, Wisconsin, Etats-Unis d'Amérique
- Mlle Keniz Fatima Yusuf, ancienne secrétaire du Conseil national de l'éducation, Ministère de l'éducation, Islamabad, Pakistan

Bureau du Conseil

- Mme Ines Wesley Tanascovic, présidente du Conseil
- Mme Estefania Aldaba-Lim, vice-présidente du Conseil
- M. Carlos Chagas, vice-président du Conseil
- M. Jean Coulomb, vice-président du Conseil
- M. Shams E. El-Wakil, vice-président du Conseil
- M. Malu wa Kalenga, vice-président du Conseil
- M. Abdelsalam Majali, président du Comité des questions financières et budgétaires
- M. Reimut Jochimsen, président du Comité des programmes et des relations institutionnelles
- M. James M. Hester, recteur
- M. Kurt Waldheim, membre de droit
- M. Amadou Mahtar M'Bow, membre de droit



Comité des questions financières et budgétaires

M. Abdelsalam Majali, président du Comité  
M. Unçku Abdul Aziz, membre  
M. Daniel Adzei Bekoe, membre  
M. Pavel Bozyk, membre  
M. Karl Eric Knutsson, membre  
M. Shizuo Saito, membre

Comité des programmes et des relations institutionnelles

M. Reimut Jochimsen, président du Comité  
Tous les membres du Conseil font partie de ce comité

Comité spécial des travaux préparatoires d'un plan à moyen terme

M. Hans Löwbeer, président du Comité  
M. Felipe E. McGregor, membre  
M. Malu wa Kalenga, membre  
M. Edward W. Weidener, membre  
Mme Ines Wesley Tanascovic, présidente du Conseil  
M. James M. Hester, recteur  
M. Henri Durand, représentant le Secrétaire général  
H. René Ochs, représentant le Directeur général

Secrétaire du Conseil

M. Jose V. Abueva

ANNEXE II

Rapport du Recteur au Conseil de l'Université  
des Nations Unies (juillet 1979-juin 1980)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
I. L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES : RESEAUX DE RECHERCHE, FORMATION AVANCEE ET DISSEMINATION DES CONNAISSANCES	1 - 26	20
II. PROGRAMME MONDIAL CONTRE LA FAIM .....	27 - 77	25
III. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL .....	78 - 120	38
IV. PROGRAMME SUR L'UTILISATION ET LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES .....	121 - 186	55
V. ACTIVITES INTERPROGRAMMES .....	187 - 200	71
VI. ACTIVITES DE SOUTIEN DES PROGRAMMES .....	201 - 240	73
VII. APPELS DE FONDS, FINANCEMENT ET BUDGET .....	241 - 265	80

## I. L'UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES : RÉSEAUX DE RECHERCHE, FORMATION AVANCÉE ET DISSÉMINATION DES CONNAISSANCES

1. L'Université des Nations Unies a été créée pour consacrer ses activités à des travaux internationaux de recherche "sur les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité" (A/9149/Add.2, art. I, par. 2) -- problèmes qui affectent la vie quotidienne des habitants du monde entier. Du fait de l'interdépendance de celui-ci, toutes les sociétés ont, aujourd'hui, à gagner à la découverte de solutions.
2. Si ces problèmes apparaissent de la façon la plus manifeste dans les pays en développement, il est possible de remonter à leur cause dans toutes les parties du monde, et leur effet se fait sentir partout. Pour les résoudre, il importe de mieux comprendre les liens qu'entretiennent les facteurs économiques, culturels, sociaux et politiques qui s'opposent à un développement humain équitable dans le monde industrialisé comme dans le monde en développement. Il faut pour cela intégrer des perspectives propres à des cultures ou des régions différentes, et c'est là l'une des tâches principales de l'Université des Nations Unies.
3. L'élaboration des programmes de l'Université a procédé de la reconnaissance du fait qu'en tentant d'aborder ces préoccupations globales, la nouvelle institution devait faire face à trois nécessités urgentes :
  - 1) La nécessité de connaître de façon plus approfondie les problèmes et les aspirations des peuples des pays en développement;
  - 2) Le besoin, dans les pays en développement, d'un personnel qualifié qui comprenne bien le caractère multidisciplinaire des problèmes complexes qui s'y posent, et
  - 3) La nécessité d'une meilleure diffusion du savoir auprès des hommes de science et des hommes d'Etat du monde entier, par un flux plus important de connaissance entre pays en développement, par un meilleur accès des pays en développement aux connaissances créées dans les pays industrialisés, et par une plus large dissémination, dans le monde industrialisé, des connaissances et des perspectives élaborées dans les régions en développement.
4. Les besoins ont déterminé la façon dont l'Université a tenté de répondre à ce que lui prescrit sa Charte, c'est-à-dire consacrer ses activités à la recherche, la formation post-universitaire et la diffusion du savoir. Ses réseaux s'étendent dans plus de 60 pays.
5. L'université arrive désormais au terme d'une première période de cinq ans. C'est là certes une période courte dans la vie d'une institution, mais cela constitue un terme qui se prête à un examen des premiers travaux entrepris. Les sections ultérieures de ce rapport contiennent un compte rendu détaillé des diverses activités des programmes.

## A. Recherche

6. L'activité de recherche de l'Université se développe grâce à ses réseaux mondiaux d'établissements de recherche et de chercheurs isolés. Dix-neuf réseaux ont actuellement été mis en place, prenant chacun pour objet des problèmes précis. La recherche est conçue non seulement pour dégager des solutions techniques mais également de façon à respecter les valeurs humaines sociales, culturelles et écologiques.

7. L'axe principal des recherches de l'Université des Nations Unies est la tentative de mieux comprendre les facteurs qui s'opposent au développement dans les régions rurales pauvres du tiers monde. Soixante pour cent environ des 4 milliards d'habitants de la planète vivent dans les régions rurales, surtout dans les pays en développement. Nombreux sont ceux qui survivent à peine, et pour qui une mauvaise récolte soudaine ou une catastrophe naturelle peut représenter la différence entre la vie et la mort. Les dimensions réelles des problèmes et des aspirations des masses rurales pauvres et les moyens par lesquels elles pourraient aider à les résoudre sont encore mal perçus. Les méthodes de recherche mises au point par l'Université, par le truchement de ses réseaux de chercheurs qui travaillent ensemble, reposent sur l'hypothèse selon laquelle sans ce type de perception aucun apport financier ou technique externe, quel qu'en soit le volume ne peut être couronné de succès.

8. Cinquante-deux pour cent des crédits actuellement affectés par l'Université aux programmes vont à la recherche (34 p. 100 à la formation et 11 p. 100 à la dissémination des connaissances). Quatre-vingts pour cent environ des crédits de recherche sont dépensés dans les pays en développement mêmes. Le reste va surtout à la recherche sur des problèmes d'un intérêt direct pour le monde en développement -- comme par exemple les études sur l'expérience japonaise en matière de modernisation (voir par. 111 à 115 ci-après) -- qui cherchent à dégager des enseignements dont les planificateurs du développement, dans le reste du monde, pourraient tirer parti.

9. La recherche est également un élément essentiel de la formation dispensée aux boursiers de l'Université. Les projets de recherche de chacun d'eux sont adaptés spécifiquement aux besoins de leur pays, mais constituent aussi un apport au travail qui se fait dans les réseaux. Les recherches effectuées par quelques boursiers du Programme mondial contre la faim, par exemple, ont dégagé des informations précieuses, pour les réseaux dont l'objet est l'étude des besoins nutritionnels humains dans les régions tropicales. Les recherches sur les besoins protido-énergétiques dans les pays en développement ont permis d'arriver à des informations nouvelles, importantes, dans ce domaine jusqu'ici négligé.

10. Le Programme de développement humain et social présente un type différent de recherche : un réexamen général des concepts, des stratégies et des choix de développement, fait par des chercheurs appartenant à des cultures différentes, travaillant dans des disciplines diverses, ou représentatifs d'écoles de pensée différentes. L'objectif poursuivi est d'aider à formuler des politiques de développement plus efficaces que celles retenues dans le passé. Le programme a mis en route un dialogue systématique sur les problèmes de développement, dans lequel s'expriment des chercheurs ayant des expériences et des points de vue différents. C'est là une tâche difficile, mais le processus a permis de dégager de nombreuses vues précieuses. Dans ce programme, on entreprend également des recherches sur les

problèmes des liens entre technologie et développement, dans le cadre de plusieurs projets de recherche pratiques, menés dans des milieux ruraux. Par exemple, les méthodes permettant d'améliorer les techniques traditionnelles, par un apport scientifique moderne, font l'objet de recherches dans le cadre d'un réseau regroupant des unités de recherche dans 23 villages de huit pays d'Asie.

11. Le travail fait dans les réseaux de recherche du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles porte déjà des fruits pour de nombreux chercheurs ou établissements dont l'activité porte sur les problèmes météorologiques et énergétiques. Le programme contribue très activement à la dissémination mondiale des connaissances sur l'application des techniques énergétiques solaires adaptées aux villages des pays en développement. La méthode de recherche est fondée sur le concept de système de ressources, qui suscite un intérêt intense, qui a amené à étendre les recherches du programme des régions tropicales humides aux régions tempérées, comme par exemple la République populaire de Chine.

### B. Formation avancée

12. Le besoin d'un personnel hautement qualifié plus nombreux dans les pays en développement, qui s'efforcent de parvenir à une autonomie réelle, est largement reconnu depuis de nombreuses années. Ce qui n'a pas été clairement perçu, par contre, est le besoin d'une formation non seulement spécialisée mais aussi multidisciplinaire. Les problèmes tels que la malnutrition, la pauvreté et la dégradation de l'environnement présentent des dimensions économiques, politiques, sociales et culturelles larges qui doivent être comprises globalement pour que les politiques élaborées soient efficaces. Les activités de formation avancée de l'Université reposent sur la reconnaissance de cette imbrication des problèmes de développement, ce qui a conduit à mettre en avant des méthodes multidisciplinaires.

13. Jusqu'ici, 190 bourses de l'Université ont été accordées, 145 au titre du Programme mondial contre la faim et 45 au titre du Programme sur les ressources naturelles, qui a mis en route cette activité de formation un an plus tard. Au cours de l'année écoulée, 60 boursiers de l'Université ont terminé leur formation. En outre, 50 bourses spéciales ont été accordées au titre du Programme mondial contre la faim. Le Programme de développement humain et social mettra en route, l'an prochain, un échange de chercheurs entre ses réseaux afin d'élargir les perspectives de ses chercheurs.

14. Les boursiers de l'Université sont choisis en vue d'une formation avancée multidisciplinaire de nature appliquée, en vue de contribuer à satisfaire les besoins de leur établissement et les besoins nationaux. Leur âge varie entre moins de 30 ans et un peu plus de 40, et la plupart d'entre eux ont déjà une fonction d'enseignement supérieur et de recherche. Certains autres occupent déjà des fonctions administratives relativement élevées. La plupart ont au moins un diplôme de maîtrise et plus de la moitié ont un doctorat.

15. Parmi les bourses accordées, 30 l'ont été à des fermes. L'identification des candidats et la sélection de boursiers sont effectuées avec soin, à la fois par l'Université des Nations Unies et par l'établissement où travaille le candidat. On s'assure que le boursier sera employé dans l'établissement en question après sa période de formation. Il importe aussi que le boursier puisse, à son retour,

contribuer de façon potentielle aux décisions propres à influencer sur la politique élaborée. La plupart des boursiers de l'Université seront amenés à assurer un enseignement au personnel des établissements de recherche de leur pays, accroissant par là les ressources intellectuelles de ceux-ci.

16. La plupart des boursiers reçoivent leur formation dans des établissements d'autres pays en développement, avec lesquels l'Université a des liens d'association. D'autres, cependant, reçoivent leur formation dans des établissements de pays industrialisés dotés d'équipements propres à satisfaire les besoins particuliers de la formation dispensée.

17. L'efficacité des bourses de l'Université est déjà établie. La première évaluation complète de l'expérience acquise par les boursiers au titre du Programme mondial contre la faim ayant mené à bien leur formation montre qu'ils considèrent que leur capacité de contribuer à la résolution des problèmes de leur pays a été accrue sensiblement à la faveur de leur formation. Trois quarts des boursiers ayant terminé occupent déjà des postes où ils peuvent influencer sur les politiques alimentaires et nutritionnelles de leur pays.

### C. Dissémination des connaissances

18. Cette fonction de l'Université est définie dans sa Charte : "renforcer l'interaction dynamique au sein de la communauté mondiale du savoir et de la recherche" (art. I, par. 4). L'accomplissement de cette fonction ne pouvait, nécessairement, avoir lieu qu'après que les recherches eussent donné des résultats, et, au cours de l'année écoulée, le nombre de publications s'est fortement accru.

19. L'Université publie désormais deux périodiques, tous deux conçus pour répondre à des besoins spécifiques, dans deux domaines. Le Food and Nutrition Bulletin est un périodique trimestriel du Programme mondial contre la faim, en collaboration avec le Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination (CAC), qui coordonne les activités de tout le système des Nations Unies dans le domaine de la nutrition. Ce périodique aborde tous les aspects de la question de la nutrition et contient des informations spécialisées sur la faim dans le monde à l'intention des chercheurs dans ce domaine.

20. ASSET (Abstracts of Selected Solar Energy Technology) est un périodique mensuel publié par le Programme sur les ressources naturelles. Il est distribué gratuitement aux chercheurs et aux ingénieurs des pays en développement travaillant dans le domaine de la technologie de l'énergie solaire, de façon qu'ils puissent accéder à une information à jour sur les énergies renouvelables, applicable localement. Quelque 550 chercheurs et ingénieurs de 80 pays en développement reçoivent désormais ASSET. En retour, ils font connaître leurs propres travaux scientifiques aux services d'ASSET, où ils sont résumés et publiés, et ceci contribue à entretenir le mouvement d'information dans le réseau.

21. De nombreuses autres publications techniques et rapports de recherche paraissent désormais (on trouvera à la section de ce rapport traitant de chacun des programmes la liste complète des publications - voir par. 77, 119 et 186 ci-après). La large gamme de thèmes de ces publications reflète la diversité des activités menées au titre des programmes de l'Université, qui sont désormais bien lancés et produisent des connaissances nouvelles sur les grands problèmes mondiaux.

22. Une étape importante a été franchie, dans l'effort de dissémination des connaissances mené par l'Université, quand celle-ci est l'an dernier, devenue coéditeur de Forum du développement, seule publication régulière du système des Nations Unies dans le domaine du développement économique et social. Forum du développement s'est acquis une certaine renommée dans la communauté internationale par une communication directe et claire avec une catégorie variée de lecteurs, sur les questions du développement. L'association de l'Université à Forum du développement devrait beaucoup contribuer au flux d'informations allant des réseaux de chercheurs et d'établissements de recherche de l'Université aux responsables et à la presse.

23. L'effort de dissémination des connaissances de l'Université ne se limite pas aux publications. Les nombreux colloques, journées d'étude et autres réunions que l'Université organise dans le monde entier sont également propices à la formation et la dissémination d'informations précieuses. Au cours de l'année écoulée, 78 réunions ont eu lieu, ce qui représente la participation d'environ 1 370 chercheurs, hommes de science et hauts fonctionnaires.

\* \* \* \* \*

24. D'emblée, l'Université a encouragé l'interaction entre ses trois programmes. Bien que les premières phases de plusieurs projets interprogrammes aient été encourageantes, une recherche interdisciplinaire authentique est difficile à mettre en route. Cela est déjà vrai dans des établissements nationaux, et l'est encore plus si l'on veut obtenir le concours de chercheurs représentatifs de cultures et d'écoles de pensée très différentes. Les progrès dans ce domaine ont été plus lents que dans chacun des programmes.

25. Les réunions annuelles communes aux comités consultatifs des trois programmes ont contribué à engendrer un enthousiasme intellectuel qui a suscité la mise en route de projets communs à plusieurs programmes, comme les études sur la conversion microbiologique entreprise en commun par le Programme mondial contre la faim et celui sur les ressources naturelles, ou sur le rôle des femmes dans la conservation des aliments après les récoltes, par les Programmes mondial contre la faim et de développement humain et social. Une activité commune aux trois programmes sur "l'Education au service du développement" est également à l'étude.

26. La difficulté de faire mieux connaître cette nouvelle institution, son objet et ses travaux, au niveau international, a été l'un des motifs de déception au cours des cinq premières années d'activité. Le caractère inhabituel de la structure et des méthodes de fonctionnement de l'Université et les dimensions relativement faibles de ses activités en cette première phase expliquent qu'il était difficile d'avoir un impact important sur l'opinion publique. Néanmoins, la voix de l'Université est désormais entendue dans de nombreuses parties du système des Nations Unies. Il est progressivement admis qu'elle représente un rameau intellectuel du système. Bien que l'Université soit encore toute nouvelle, sur la scène intellectuelle internationale, elle peut revendiquer un rôle de plus en plus important en réunissant les conditions d'une collaboration scientifique internationale durable et pratique sur des problèmes bien précis qui préoccupent profondément toute l'humanité, pour le présent et pour l'avenir.

## II. PROGRAMME MONDIAL CONTRE LA FAIM

### A. Introduction

27. L'hypothèse sur laquelle repose le Programme mondial contre la faim est que pour contribuer à résoudre les problèmes alimentaires et nutritionnels qui empêchent le plein épanouissement des êtres humains, il est nécessaire de mieux comprendre les questions relatives aux politiques qui affectent, globalement et localement, les approvisionnements, la distribution et la consommation des produits alimentaires. Le programme a ainsi pour but de combler de graves lacunes du savoir, des capacités techniques et des ressources de recherche et de formation, qui s'opposent aux efforts faits par les pays en développement pour éliminer la faim et la malnutrition.

28. La dimension mondiale de la malnutrition est généralement assez bien connue : une personne sur quatre, selon certaines estimations, survit aujourd'hui avec un régime alimentaire dont les carences affectent sa santé ou son travail. Ce qu'on sait moins, cependant, est que l'une des principales causes de la faim et de la malnutrition, dans le monde actuel, est la mauvaise répartition de la consommation des aliments. Pour mieux comprendre les raisons complexes de cette mauvaise répartition, il faut procéder à une analyse plus approfondie des questions que soulèvent les politiques alimentaires et nutritionnelles et leur planification. C'est là un aspect du problème de la faim dans le monde qui, selon les spécialistes qui ont conçu le programme, n'est pas à l'heure actuelle suffisamment abordé par d'autres agences ou organisations. Et c'est un élément essentiel de l'activité de recherche et de formation du Programme mondial contre la faim.

### B. Résumé des activités de l'année

29. Au 30 juin 1980, 64 boursiers, recevaient une formation ou étaient juste sur le point de commencer. Près de 200 candidatures sont à l'étude. Trente-quatre boursiers ont terminé leur formation au cours de l'année écoulée, portant ainsi le nombre cumulé de boursiers à 81 au titre du Programme. Il y a en outre 50 boursiers spéciaux, dont 19 ont terminé leur formation. Au cours de l'année le Programme a organisé plusieurs missions en Afrique pour le Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination des Nations Unies afin de déterminer les besoins de formation administrative dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition au Soudan, en Ethiopie, en Tanzanie et au Kenya; on lui a également demandé d'organiser des missions similaires au Sénégal, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Zaïre, en Angola et au Mozambique.

30. Pendant l'année écoulée, les établissements associés situés au Canada, au Japon et au Royaume-Uni ont commencé la formation de premiers boursiers. Des accords d'association ont été signés avec l'Université del Valle, à Cali (Colombie) et avec l'Institut de nutrition de l'Université Mahidol de Bangkok (Thaïlande). Le Conseil a approuvé l'association avec l'Université des Indes occidentales, qui a des établissements à la Jamaïque, à la Trinité et à la Barbade.

31. Le Programme mondial contre la faim est désormais associé aux 11 établissements suivants :

- L'Institut central de recherche sur les techniques alimentaires de Mysore (Inde)
- Le Centre de recherches en nutrition de l'Université Laval, Québec (Canada)



- Le Département de la nutrition et des sciences de l'alimentation de l'Université du Ghana, Legon (Ghana)
- L'Institut de la nutrition de l'Université Mahidol, Bangkok (Thaïlande) (liens établis cette année)
- L'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, Guatemala City (Guatemala)
- L'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires de l'Université du Chili, Santiago (Chili)
- Le Programme international sur les politiques de l'alimentation et de la nutrition, de l'Institut de technologie du Massachusetts et de la "Harvard School of Public Health", Cambridge Massachusetts (Etats-Unis)
- Le Centre philippin de la nutrition, Makati (Philippines)
- L'Institut des produits tropicaux de Londres (Royaume-Uni)
- L'Université del Valle, Cali (Colombie) (liens établis cette année)
- L'Institut vénézuélien de recherche scientifique, Caracas (Venezuela)

32. L'Institut national de recherche alimentaire de Tsukuba (Japon) assure, pour le Programme mondial contre la faim, la formation de boursiers au titre du sous-programme sur la conservation des aliments après les récoltes.

### C. Perspectives et activités des sous-programmes

33. Le Programme mondial contre la faim est organisé en trois sous-programmes qui sont étroitement intégrés. Le sous-programme sur la planification des programmes et des politiques alimentaires et nutritionnelles intègre les recherches et les activités de formation menées dans les deux autres sous-programmes, sur la conservation des aliments après les récoltes et sur les besoins nutritionnels humains et leur satisfaction par les régimes alimentaires locaux, mais a aussi ses activités propres de recherche et de formation.

#### 1. Sous-programme sur la planification des programmes et des politiques alimentaires et nutritionnelles

34. Dans les économies de marché et dans le secteur commercialisé des économies de subsistance, l'écart entre la demande effective de produits alimentaires et les besoins alimentaires réels peut être réduit de plusieurs manières différentes. Les achats de produits alimentaires peuvent être accrus si les prix sont abaissés (par un contrôle des prix, par des subventions, par un abaissement des coûts de distribution par exemple) ou si le pouvoir d'achat est accru (par de meilleures possibilités d'emploi, la fixation d'un salaire minimum, la réduction des prélèvements fiscaux, etc.). Pour certains ménages, un accroissement de l'auto-consommation peut contribuer à réduire l'écart. Mais en dehors de leurs avantages, chacune de ces mesures présente des limites ou des inconvénients dont les planificateurs doivent tenir compte.

35. Les carences nutritionnelles peuvent également être parfois partiellement atténuées par une amélioration de la valeur nutritive des aliments, par exemple par l'iodisation du sel ou l'enrichissement en fer ou en vitamine de certains aliments. Des distributions gratuites ou fortement subventionnées de produits alimentaires peuvent aussi aider les plus pauvres ou les individus les plus vulnérables. Les responsables de la conception des politiques alimentaires et nutritionnelles et de la politique de développement se trouvent donc devant des choix nombreux, dont ils doivent peser avec soin les implications.

36. Dans ce sous-programme, on cherche à comprendre les processus responsables de la faim et de la malnutrition, de façon à identifier les actions nécessaires et réalisables visant à les éliminer. Il faut pour cela une approche multidisciplinaire du problème, comprenant un examen des contraintes politiques et économiques et des possibilités de chaque pays. En cherchant à mieux comprendre les relations qu'entretiennent les nombreux facteurs qui entrent en jeu dans la lutte contre la faim et la malnutrition, les activités de recherche et de formation au titre de ce sous-programme font appel à des disciplines très diverses, l'économie, la science politique, l'anthropologie, la sociologie et l'analyse des systèmes, qui viennent s'ajouter à la médecine, la diététique et l'agronomie.

37. Cinq problèmes précis ayant trait aux politiques alimentaires et nutritionnelles ont été identifiés, pour un examen immédiat :

a) Les implications, notamment économiques et nutritionnelles, au niveau de la macro-analyse et de la micro-analyse, des mesures visant à subventionner, au niveau national, la consommation alimentaire, par opposition aux mesures visant des objectifs plus circonscrits (par exemple, une tranche d'âge particulière);

b) Les conséquences, notamment financières et aussi au regard de l'efficacité de la politique alimentaire, de la mise en place d'organisations communautaires. Il faut pour cela procéder à des études comparées des résultats obtenus par chaque pays;

c) Analyse comparée de l'efficacité des programmes d'intervention dans le domaine de la santé et/ou de la nutrition, dans divers pays, en mettant en particulier l'accent sur l'évaluation des méthodologies adaptées aux conditions locales et à l'analyse des facteurs qui ont déterminé "le succès" ou "l'échec";

d) Analyse des effets sur la consommation alimentaire de ce qu'on pourrait appeler des "influences ou des forces globales", qui échappent largement au contrôle de chaque pays en développement, telles que les pratiques qui régissent le commerce des céréales, les flux de capitaux ou les prix de l'énergie;

e) Evaluation des données existantes dans l'optique de l'analyse des politiques de l'alimentation et de la nutrition. Il y a lieu d'évaluer les diverses méthodologies possibles, et de déterminer quelle base de données minimale est nécessaire pour l'analyse de ces politiques, selon les situations.

38. Pour la formation, dans ce sous-programme, les premiers établissements associés sont l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP) au Guatemala, le Centre philippin de la nutrition, et le Programme international sur les politiques alimentaires et nutritionnelles (PIPAN), entreprise menée en coopération par deux établissements américains, l'Institut de technologie du Massachusetts et la "Harvard School of Public Health". L'Université Laval au Canada et l'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires du Chili dispensent également une formation au titre de ce sous-programme.

39. Certains boursiers ayant reçu une formation dans le cadre du PIPAN ont ensuite effectué des travaux sur le terrain, à titre d'application, au Centre philippin de la nutrition. A l'avenir, les boursiers se rendront dans d'autres établissements associés, dans les pays en développement. La formation commencera aussi à l'automne 1980 à l'Université du Ghana et à l'Université del Valle, à Cali (Colombie).

40. On prévoit de signer bientôt un accord d'association avec l'Université des Indes occidentales, à la Jamaïque, à la Barbade et à la Trinité. L'objectif du travail envisagé dans cet établissement est d'assurer une formation à un niveau élevé sur les aspects socio-économiques et techniques des liens entre agriculture, science de l'alimentation, diététique humaine et, dans le même temps, d'étudier l'importance que présentent ces liens conceptuels pour la planification des politiques de l'alimentation et de la nutrition, aux niveaux national et régional. C'est le seul établissement avec lequel est envisagé, jusqu'ici, un lien d'association au titre de ce sous-programme qui ait un personnel enseignant suffisamment étoffé dans le domaine de l'agronomie. Cette association pourrait contribuer à la formation de boursiers venant d'Afrique anglophone ainsi que de la région des Caraïbes.

41. Une visite préliminaire a été effectuée à l'Institut de la nutrition de l'Université de Pernambouc, à Recife, au Brésil, en vue d'étudier la possibilité d'une association, au titre de ce premier sous-programme et aussi du sous-programme sur les besoins nutritionnels humains. Le programme de formation envisagé sera approfondi, avant qu'un lien formel d'association soit étudié. Cependant, on admet qu'un programme de formation dans cet établissement pourrait être utile à des boursiers venus d'Afrique d'expression portugaise jusqu'à ce que les possibilités de formation et de recherche dans les pays africains d'expression portugaise soient clairement établies et que des liens soient noués avec eux.

42. Pendant l'année écoulée, 6 projets de recherche bénéficiant du concours de l'Université des Nations Unies ont été mis en route dans ce sous-programme. Deux en Colombie : l'un sur l'étude des systèmes de production des petites exploitations, l'autre sur l'étude de l'intérêt d'un modèle mathématique pour la planification du développement, utilisant comme indicateur l'état nutritionnel. Deux au Chili : l'un étudiant les moyens d'encourager l'allaitement maternel en milieu rural pauvre et l'autre sur le pouvoir d'achat des ménages urbains à faible revenu au Chili. Un projet de recherche, au Venezuela, a trait à la prévention, dans plusieurs pays d'Amérique latine, de la carence de fer par un enrichissement des aliments de base. Un autre projet, dans ce domaine, porte sur l'analyse multidisciplinaire des systèmes alimentaires et de la sécurité alimentaire dans l'est de l'Inde, dans le cadre d'une étude internationale sur "les systèmes alimentaires et les sociétés" entreprise par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le développement social.

43. Les travaux du Séminaire de 1978 sur les liens entre politiques des prix et alimentation en Amérique latine sont en cours de publication et seront diffusés à ceux qui travaillent directement sur ce thème. On envisage de présenter certains des résultats contenus dans ces travaux à l'intention des responsables de la planification et de la formulation des politiques alimentaires.

44. Quatre séries de journées d'étude ont été organisées cette année au titre de ce sous-programme :

a) Problèmes posés par les liens entre la politique nutritionnelle et son application, Cambridge (Massachusetts, États-Unis), novembre 1979. Des spécialistes de la politique de l'alimentation et de la nutrition se sont réunis et les travaux de ces journées d'étude seront publiés et diffusés aussi largement que possible aux responsables des politiques alimentaires.

b) L'état nutritionnel des populations rurales dans le Sahel, Paris (France), avril 1980. Ces journées d'étude ont permis de passer en revue les informations disponibles sur les carences nutritionnelles chroniques et périodiques dans différentes zones des régions tropicales semi-arides, de cerner des problèmes alimentaires propres au Sahel, et de formuler des recommandations en vue de programmes futurs d'action des agences multilatérales et bilatérales dans les régions tropicales semi-arides.

c) L'état nutritionnel des populations pauvres en Amérique latine, Santiago (Chili), mai 1980. Les journées d'étude ont permis d'analyser l'évolution des revenus dans les milieux urbains et ruraux pauvres d'Amérique latine et l'incidence de diverses politiques des revenus sur la situation alimentaire et nutritionnelle actuelle. L'accent a été mis sur les aspects de la politique des revenus qui sont le plus propres à améliorer l'état nutritionnel des populations pauvres.

d) L'utilisation des estimations des besoins nutritionnels dans la planification économique et la politique agricole, Cambridge, Massachusetts, États-Unis, mai 1980. Les journées d'étude, communes à ce sous-programme et au sous-programme sur les besoins nutritionnels humains, ont permis d'avancer des principes directeurs sur l'utilisation des recommandations en matière de besoins énergétiques et protidiques, à l'intention des responsables et des planificateurs, notamment les économistes et les agronomes. Les débats ont porté sur les conclusions des journées d'étude sur les besoins protido-énergétiques. Ces conclusions étaient elles-mêmes fondées largement sur les résultats obtenus dans les recherches du réseau du Programme mondial contre la faim sur les besoins protido-énergétiques.

45. Le petit nombre d'établissements des pays en développement capables d'assurer la formation voulue dans ce sous-programme représente l'une des difficultés de la poursuite de ces objectifs. Avec l'addition d'un établissement associé en Colombie et le début de la formation dispensée à l'établissement associé à l'Université au Ghana, le sous-programme étend ses activités dans les pays les moins développés et elles seront poursuivies dans ce sens. Le prochain lien d'association envisagé, au titre de ce sous-programme, le sera avec l'Université des Indes occidentales, particulièrement bien équipée pour la formation de spécialistes venant des pays africains anglophones.

46. Une autre difficulté tient au petit nombre de propositions de recherche reçues des pays en développement en réponse au choix des cinq domaines prioritaires de recherche. Certaines des propositions reçues ne sont pas d'une qualité qui justifie le soutien de l'Université, et dans certains des domaines choisis, aucune proposition n'a été reçue jusqu'ici. Cela est dû en partie au trop petit nombre de chercheurs travaillant dans ce domaine d'étude, et aussi peut-être aux ressources trop limitées que l'Université peut fournir pour encourager ces recherches.

## 2. Conservation des aliments après les récoltes

47. Dans les pays en développement, les pertes post-culturelles atteignent 20 à 40 p. 100 des quantités récoltées; cette proportion est même plus élevée pour les fruits et les légumes dans certains pays tropicaux. Quelle que soit la proportion

exacte, ces pertes peuvent affecter gravement l'état nutritionnel des agriculteurs de subsistance et des habitants des régions rurales souffrant de pénuries alimentaires. Jusqu'à une date récente, on ne s'était guère intéressé à ce problème, et les efforts actuellement en cours sont dus, au moins en partie, à l'impulsion donnée par le Programme mondial contre la faim.

48. Les pertes post-culturelles sont de divers types : perte brute en poids, diminution de valeur nutritive, altération du goût ou de l'odeur, et perte des propriétés culinaires. Chacun de ces types de perte réduit la quantité consommable ou la valeur nutritive. Les causes de ces pertes sont notamment le pourrissement, la mauvaise manutention, les insectes, les rongeurs et les moisissures.

49. L'objectif de ce sous-programme est d'améliorer les moyens de conserver, en quantité et en qualité, les aliments produits, pour accroître les approvisionnements et la valeur nutritive, par le biais de la mise au point et de l'application des techniques voulues. On s'emploie surtout à améliorer les modalités d'utilisation des denrées récoltées. La viande et le poisson sont également inclus dans ces efforts.

50. Le sous-programme couvre toutes les phases allant de la production à la consommation - c'est-à-dire la manutention, le stockage, le traitement, le conditionnement, le transport, la distribution, la commercialisation et l'utilisation finale par les ménages.

51. On accorde une grande place, dans ce sous-programme, à la nécessité d'identifier et de comprendre les nombreuses techniques traditionnelles actuellement employées pour conserver les aliments, afin éventuellement de les améliorer et de les transformer pour en accroître l'efficacité. Dans la plupart des cas, ces techniques doivent être celles qui sont les plus appropriées du point de vue social et écologique, et mieux acceptées par les consommateurs. Il faut pour cela un effort multidisciplinaire. Il faut bien comprendre que les techniques qui sont efficaces dans les pays développés peuvent être sans intérêt, mal acceptées ou même néfastes dans les pays en développement. L'accent est mis sur les techniques simples, facilement utilisables et disponibles, pouvant être développées par des activités de formation et de recherche ayant fait défaut jusqu'ici.

52. La formation occupe la place principale dans ce sous-programme - dont l'objet est de doter les pays en développement d'un supplément de ressources en personnel dans leurs propres établissements, de façon à mieux aborder les problèmes de la conservation des aliments jusqu'au niveau du village et des ménages. On ne s'intéresse pas aux grandes opérations de traitement commercial des aliments. Quarante-cinq pour cent de toutes les bourses accordées jusqu'ici par le Programme mondial contre la faim l'ont été dans ce sous-programme. La recherche est envisagée surtout comme un moyen de la formation, et les seules propositions de recherche retenues sont celles qui contribuent à cette activité de formation et à l'accroissement des capacités des établissements. On peut en donner comme exemple le projet portant sur les pertes post-culturelles d'aliments entrepris à l'Université del Valle, en Colombie. Le concours de l'Université a été apporté afin d'aider cet établissement à développer sa capacité, en vue de son association avec l'Université, conclue officiellement cette année.

53. On donne également la priorité aux boursiers de l'Université qui ont besoin d'aide pour commencer leurs travaux. C'est le cas du soutien accordé au projet sur la modernisation des techniques traditionnelles de conditionnement des aliments, pour le stockage des grains en Indonésie, organisé par M. F. G. Winarno, qui a été en 1977 boursier spécial de l'Université à Mysore (Inde) a/.

54. L'Institut central de recherche sur les techniques alimentaires de Mysore (Inde) et l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, au Guatemala, ont été jusqu'ici les principaux établissements associés à l'Université pour la recherche et la formation avancée au titre de ce sous-programme. Cependant, au cours de l'année écoulée, des bourses de formation dans le domaine de la conservation post-culturale ont été accordées, dans trois établissements situés dans les pays industrialisés : le Centre de recherches en nutrition de l'Université Laval, à Québec (Canada), l'Institut des produits tropicaux de Londres (Royaume-Uni) et l'Institut national de recherches alimentaires de Tsukuba (Japon). Bien que les liens établis par l'Université avec des institutions existantes l'aient été surtout dans les pays en développement, des liens ont également été noués avec des établissements situés ailleurs, si ceux-ci ont des programmes de recherche appliquée et de formation pratique qui s'appliquent directement aux besoins de projets particuliers.

55. Une collaboration active s'est poursuivie entre l'Université Laval, à Québec, et l'Institut de technologie alimentaire de Dakar (Sénégal) à la faveur de la promotion du projet commun de recherche et d'activité de formation du personnel de l'ITA à Québec. Quand la capacité de formation de l'ITA sera suffisamment développée, un lien d'association sera envisagé.

56. Une des difficultés rencontrées dans ce sous-programme a consisté à adapter les programmes de plusieurs des établissements travaillant dans le domaine de la conservation post-culturale, souvent d'une nature technique très poussée, aux besoins propres des boursiers. On s'efforce de la surmonter par la création de programmes spéciaux de formation dans les établissements associés et par l'étude de possibilités d'association avec d'autres établissements, dans les pays en développement.

57. Quatre séries de journées d'étude ont été organisées au titre du sous-programme au cours de l'année. L'une d'elles a porté sur le rôle des femmes dans la conservation des aliments après les récoltes, en coopération avec le Programme de développement humain et social, à Tokyo, en septembre 1979. On y a élaboré l'organisation de cinq études de cas, actuellement entreprises sur ce thème par les deux programmes. Les autres journées d'étude ont eu lieu à Mysore (Inde), en juillet 1979, à Yaoundé (République-Unie du Cameroun), en novembre 1979, et à Bogor (Indonésie) en décembre.

58. La réunion de Mysore avait pour objet la gestion des établissements de recherche et développement dans le domaine des sciences et techniques alimentaires. La réunion qui a eu lieu au Cameroun et qui a été organisée par l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, avec le concours de l'Université, a rassemblé des participants venus d'universités francophones d'Afrique. On s'y est employé à identifier des priorités de recherche, notamment sur les techniques de conservation des aliments au niveau du village dans ces pays. Les journées d'étude de Bogor portaient sur les aspects pratiques de l'utilisation de la fermentation comme moyen de conserver les aliments dans les pays en développement.

---

a/ Voir par. 72 pour la description du programme de bourses spéciales.

### 3. Les besoins nutritionnels humains et leur satisfaction grâce aux régimes alimentaires locaux

59. On dispose toujours de trop peu d'information sur les besoins nutritionnels, et les données existantes proviennent largement d'études faites sur des étudiants en bonne santé des pays industrialisés. Dans les pays en développement, où la population est soumise quotidiennement à des stress dus à l'environnement, que ne connaissent pas les pays plus avancés, l'information utile sur les besoins nutritionnels est encore très limitée.

60. Le sous-programme a un objectif double : a) aider les pays en développement à rassembler des informations sur les besoins nutritionnels de leur population, par un soutien apporté à leurs établissements de recherche et de formation, et b) compiler l'information nécessaire à l'établissement d'estimations internationales des besoins nutritionnels et d'un niveau de sécurité des allocations alimentaires appropriées, pour les habitants des pays en développement.

61. Les premiers résultats analytiques des recherches de ce sous-programme ont été publiés par l'Université en juillet 1979; ils ont constitué une base utile pour les recherches futures sur cette question, en établissant une méthodologie normalisée pour la détermination des besoins protido-énergétiques. Le rapport a souligné le fait que les recommandations internationales actuelles sont insuffisantes pour les pays tropicaux en développement, car elles ne tiennent pas assez compte des besoins de convalescence et de rattrapage de la croissance faisant suite aux affections aiguës ou chroniques ou dues aux disparités de l'utilisation des éléments nutritifs contenus dans les régimes alimentaires locaux.

62. Pendant l'année écoulée, la poursuite des recherches a permis une connaissance plus approfondie des besoins protido-énergétiques dans les pays en développement. L'Université a également apporté son concours à des études sur la teneur en fer des régimes alimentaires locaux et sur les possibilités d'un enrichissement en fer des aliments de base. L'enjeu est important du fait de l'existence, désormais démontrée, d'une relation entre la carence de fer et la capacité de travail, la résistance à l'infection et l'activité cognitive telle que mesurée. Les études sur la carence de fer sont menées par un réseau constitué de chercheurs latino-américains. Les résultats obtenus jusqu'ici ont été évalués par les membres du réseau, lors de journées d'étude organisées en avril 1980 à Caracas.

63. Treize projets de recherche sont actuellement en cours ou ont été menés à leur terme au cours de la période écoulée, par le réseau de recherches protido-énergétiques, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Guatemala, en Inde, au Mexique, aux Philippines, en République de Corée et en Thaïlande. Il y a également des unités de recherche au Japon, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis [l'une à Berkeley (Californie) l'autre à Cambridge (Massachusetts)] qui constituent des éléments du réseau, mais elles ne reçoivent pas de soutien financier de l'Université.

64. Les résultats des recherches effectuées dans ce réseau constituent une contribution importante qui a permis de tenir trois séries de journées d'étude, dans le cadre de ce sous-programme, au cours de l'année, l'une en septembre 1979 et deux en mai 1980, sous l'égide de l'établissement associé (PIPAN) situé à Cambridge (Etats-Unis). Les deux premières séries ont été organisées par des comités de l'Union internationale des sciences de la nutrition :

- a) Evaluation de la qualité des protéines, septembre 1979.
- b) Besoins protido-énergétiques : signification des résultats récents, mai 1980.
- c) Utilisation des estimations des besoins nutritionnels dans la planification économique et la politique agricole, mai 1980. Cette réunion a été organisée avec également le sous-programme sur la planification des politiques et des programmes alimentaires et nutritionnels. Des économistes et des planificateurs y ont participé afin de formuler des principes directeurs des politiques dans ce domaine.

65. Les travaux de ces trois réunions seront publiés. Ils constitueront une contribution importante aux débats d'une réunion sur les besoins protido-énergétiques, organisée conjointement en 1981 par l'Université, la FAO et l'OMS.

66. La recherche est la principale modalité du fonctionnement de ce sous-programme, et la formation se fait à plus petite échelle que dans les deux autres sous-programmes. Cependant, l'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires du Chili a commencé à dispenser une formation dans ce domaine, et deux nouveaux établissements associés en feront autant à partir du second semestre de 1980 : l'Institut de la nutrition de l'Université Mahidol à Bangkok (Thaïlande) et l'Université del Valle à Cali (Colombie). Ces liens ont été approuvés par le Conseil en décembre 1979. L'accord passé avec l'Université Mahidol entrera en vigueur en juillet 1980, et celui avec l'Université del Valle en avril.

67. La formation, dans ce sous-programme, met l'accent sur l'organisation et la méthodologie de la recherche et l'analyse des données, de façon à élargir les capacités de recherche des chercheurs ainsi formés, pour des travaux dans leur établissement d'origine après leur retour. En mettant en oeuvre des programmes de recherche, les boursiers seront ainsi en mesure d'étendre le réseau d'établissements capables de faire des recherches dans le cadre de ce sous-programme.

#### D. Bourses de recherche

68. Pendant l'année écoulée, 34 boursiers ont terminé leur formation. A la fin de juin 1980, il y avait dans les établissements associés à l'Université au titre du Programme 64 boursiers en cours de formation ou sur le point de commencer. Leur nombre cumulé pour le Programme, se monte à 145 et plus de 200 candidatures sont à l'étude.

69. La répartition géographique des boursiers est la suivante : Afrique, Europe et Moyen-Orient : 31, Asie : 54, Amérique latine et Caraïbes : 60.

70. En 1979, l'Administratrice principale du Programme mondial contre la faim a procédé à un examen du programme de formation, qui a conduit à plusieurs recommandations auxquelles le Comité consultatif du programme a souscrit, en vue d'améliorer le fonctionnement du programme de bourses. Des dispositions particulières ont été conçues de façon à répondre aux besoins propres à l'Afrique, à l'intention des candidats venant de pays manquant de personnes ayant la formation normalement exigée dans le reste du programme de bourses.

71. Pour approfondir ce processus d'évaluation, une réunion d'anciens boursiers de l'Université des Nations Unies est prévue à Cali (Colombie) du 30 juillet au 1er août, afin de discuter les modalités de la formation en Amérique latine, ainsi que des moyens de la modifier ou de l'améliorer.



## E. Bourses spéciales

72. Des bourses spéciales sont accordées à des membres du personnel d'établissements des pays en développement, pour une période de moins de 4 mois, de façon à leur permettre d'acquérir une expérience supplémentaire, ou de partager la leur avec les chercheurs d'un établissement associé, dans des domaines bien précis. Cinquante bourses spéciales ont été accordées jusqu'ici, dont 19 qui sont déjà terminées.

## F. Réunions

73. Une réunion destinée à l'analyse de la base conceptuelle du Programme mondial contre la faim et de ses orientations futures a eu lieu à Bellagio (Italie) à la fin avril et au début mai 1980. Les participants sont convenus qu'il fallait envisager la faim non seulement comme un problème biologique et technique mais aussi comme un problème social, culturel, économique et politique. Le Comité consultatif du programme s'est réuni à Tokyo en janvier 1980 et son comité directeur s'est réuni deux fois, à Vienne en août 1979 et à Tokyo en janvier 1980. Le groupe de travail de chacun des sous-programmes s'est également réuni deux fois au cours de l'année : chacun d'eux aide le conseiller principal à donner au Recteur des conseils pour la mise en oeuvre des activités entreprises au titre de chacun des sous-programmes.

## G. Coopération avec d'autres agences des Nations Unies

74. Le Groupe d'experts qui a aidé à concevoir le Programme mondial contre la faim, à l'automne 1975, comprenait plusieurs personnes très au fait des activités des autres agences du système des Nations Unies dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition. Le programme a ainsi été élaboré avec soin pour compléter les activités des autres agences dans les domaines prioritaires de la lutte contre la faim dans le monde. Les travaux du programme ont été adaptés en fonction du mandat défini par la Charte de l'Université, qui prescrit à celle-ci de consacrer ses activités à la recherche, la formation avancée et la dissémination des connaissances.

75. Dans le domaine de la conservation des aliments après les récoltes, par exemple, plus la FAO peut consacrer de ressources à l'assistance accordée aux pays en développement, plus grand est le besoin de personnel qualifié formé par l'Université dans ces pays, capable de faire le meilleur usage possible de cette assistance. Ou encore, dans le domaine des besoins nutritionnels humains, les travaux de l'Université sont conçus pour compléter et approfondir les recherches que la FAO et l'OMS organisent. Dans le domaine de l'analyse des politiques et des programmes alimentaires et nutritionnels, l'Université est la seule agence des Nations Unies assurant une formation avancée multidisciplinaire au niveau du troisième cycle.

76. Outre la coopération avec la FAO et l'OMS, le Programme mondial contre la faim entretient des relations étroites avec l'UNESCO dans le domaine de l'enseignement de la nutrition. Le Programme mondial contre la faim a organisé pour le sous-comité de la nutrition du Comité administratif de coordination des Nations Unies plusieurs missions en Afrique afin de déterminer les besoins de formation administrative dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition; on lui a également demandé d'organiser des missions similaires dans d'autres pays africains à l'avenir. Le Food and Nutrition Bulletin publié par le Programme est utilisé pour diffuser les rapports de plusieurs groupes de travail du CAC. Deux membres du groupe consultatif sur la nutrition de ce sous-comité sont également membres du Comité consultatif du Programme mondial contre la faim et de son comité directeur, contribuant ainsi à assurer une complémentarité et une spécificité maximales des activités du programme.

## H. Publications

77. Le Food and Nutrition Bulletin, publié chaque trimestre, en est actuellement au second volume. Deux suppléments ont été publiés au cours de l'année, intitulés "Protein-Energy Requirements under Conditions Prevailing in Developing Countries" en juillet 1979, et "Bioconversion of Organic Residues" en novembre 1979. Trois autres suppléments sont prévus au cours du premier semestre de 1980. La liste complète des publications du programme au cours de l'année écoulée est la suivante :

- a) "Protein-Energy Requirements under Conditions Prevailing in Developing Countries : Current Knowledge and Research Needs" (supplément du Food and Nutrition Bulletin)
- b) "Interfaces between Agriculture, Nutrition and Food Science : Proceedings of a Workshop held in Manila, 28 février-2 mars 1977" (co-publication de l'Université des Nations Unies et de l'Institut international de recherches sur le riz de Los Baños, Philippines)
- c) "Bioconversion of Organic Residues for Rural Communities" (en coopération avec le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles)
- d) Food and Nutrition Bulletin (en anglais seulement)

### Volume 1, No 4, août 1979

#### Articles publiés :

- Consommation alimentaire et objectifs nutritionnels, questions alimentaires et nutritionnelles pour la décennie 80
- Accroître la capacité des agences internationales dans le domaine de la formulation des politiques et l'élaboration des programmes ou des projets nutritionnels
- Histoire de l'allaitement maternel au Chili
- Amélioration de la qualité nutritionnelle des légumes
- Résidus lignocellulosiques : procédé de libération de la cellulose
- Pratiques de l'alimentation infantile et extension de la malnutrition dans les régions rurales de la Gambie
- Progrès réalisés dans le domaine de la nutrition à la faveur de nouveaux mécanismes institutionnels
- Conclusions résumées du Sous-Comité de la nutrition du CAC sur le goitre endémique et l'anémie d'origine nutritionnelle
- Séminaire sur les aspects nutritionnels de la santé et de la planification agricole dans le développement national
- Enseignement de la nutrition dans les facultés de médecine, de pharmacie et dans les écoles dentaires
- Bibliographie : Food Climate and Man

Volume 2, No 1, janvier 1980

Articles publiés :

- La biomasse comme instrument du développement rural
- Aspects psycho-sociaux de l'allaitement maternel
- Intégration de priorités nutritionnelles aux programmes d'amélioration des récoltes
- Amélioration de la qualité nutritionnelle du sorgho et du millet
- Progrès dans l'amélioration du contenu nutritif du maïs et du triticale
- La nécessité d'étudier l'utilisation et le traitement des aliments pour compléter les évaluations nutritionnelles
- Effet diététique des fibres sur la digestibilité des protéines
- Interprétation des informations sur les approvisionnements alimentaires et la consommation d'éléments nutritifs
- Carence de vitamine A
- Recommandations pour la production de farine et de granulés de soja comestible, par traitement thermique
- Bibliographie : numéro de Lactation Review à la mémoire de Margaret Meade

Volume 2, No 3, avril 1980

Articles publiés :

- Enseignements tirés de l'utilisation de l'Incaparina au Guatemala
- Histoire de l'allaitement maternel dans les Antilles anglophones au XXe siècle
- Alimentation complémentaire des bébés nourris au sein : date et composition appropriées
- Repenser l'enseignement alimentaire et nutritionnel en fonction de l'évolution socio-économique
- Recommandations pour la production de lait et de fromage de soja au niveau du village

Articles publiés :

- Politiques et programmes en matière d'aide alimentaire : examen des études portant sur l'aide alimentaire
- Difficultés pratiques de l'aide alimentaire au niveau des bénéficiaires
- Conséquences nutritionnelles des projets donnant une priorité élevée à la production d'aliments de base de faible qualité nutritive : le cas du manioc dans les régions tropicales humides d'Afrique occidentale
- Dialogue interdisciplinaire sur la faim dans le monde : un résumé des journées d'étude sur les objectifs, processus et indicateurs de la politique alimentaire et nutritionnelle
- Recommandations de la réunion commune OMS/FISE sur l'alimentation des bébés et des jeunes enfants
- La nutrition et les résultats scolaires : partie 1. Malnutrition et tests de comportement
- Production de méthane à partir de systèmes biologiques intégrés
- Traitement diététique des bébés mal nourris au sein
- Recommandations pour la production de farine de protéines à base de graines de coton comestibles et produits similaires.

### III. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL

#### A. Introduction

78. L'hypothèse sur laquelle repose ce programme est que pour stimuler le développement humain et social, il est nécessaire d'instaurer un forum mondial critique où les chercheurs représentatifs de cultures et d'écoles de pensée et de systèmes sociaux différents puissent dialoguer sur les grands problèmes mondiaux. Le programme prend ainsi pour objet à la fois les grands problèmes structureaux du développement et les moyens spécifiques par lesquels la société et la technique peuvent entrer en interaction pour le bénéfice des habitants pauvres des régions rurales du monde en développement.

79. Le Programme de développement humain et social prend pour point de départ le fait que les stratégies de développement menées dans le passé récent ont donné des résultats décevants, car elles avaient tendance à confondre croissance économique et amélioration globale de la qualité de la vie. Ces stratégies, le plus souvent, ont échoué - notamment dans le cas des villages du tiers monde. Ceux-ci abritent l'essentiel de la population des pays en développement et n'ont guère bénéficié des retombées de la croissance économique nationale. Et le "village global" dont l'avènement est dû au progrès des communications modernes a à la fois avivé les aspirations de leurs habitants et dans le même temps leur a fait prendre plus pleinement conscience de l'injustice dont ils sont victimes.

80. Le programme a ainsi montré qu'il était possible d'organiser un dialogue systématique sur les problèmes du développement entre diverses écoles de pensée, et que cela avait permis de dégager des vues nouvelles et précieuses sur le problème. C'est là une entreprise redoutable, ne conduisant pas nécessairement à un accord entre les différents interlocuteurs, mais l'expérience a montré qu'il y avait souvent un approfondissement des positions de chacun, ouvrant parfois des perspectives tout à fait nouvelles.

81. Cinq projets initiaux ont été mis en route - deux sur la problématique du développement et trois sur les rapports entre technique et développement :

Sous-programme sur la problématique du développement

- a) Objectifs, processus et indicateurs de développement
- b) Alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation

Sous-programme sur la technologie et le développement

- c) Systèmes de recherche-développement en milieu rural
- d) Echange des techniques traditionnelles
- e) L'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie.

82. Ces cinq projets se développent par le biais de réseaux qui regroupent désormais environ 80 unités de recherche, ayant à leur tête les cinq établissements associés suivants :

- El Colegio de Mexico, Mexico (Mexique)
- l'Institut des économies en développement de Tokyo (Japon)
- l'Institut universitaire d'étude du développement de Genève (Suisse)
- l'Institut Marga de Colombo (Sri Lanka)
- la Faculté latino-américaine des sciences sociales, Mexico (Mexique)

#### B. Résumé des activités de l'année

83. Au cours des six premiers mois de l'année écoulée, la phase pilote des cinq projets initiaux s'est terminée. Les activités de recherche se sont poursuivies pendant le second semestre, tandis qu'une évaluation des enseignements tirés de cette phase pilote a été menée à bien par le Comité consultatif du programme en coopération étroite avec les coordonnateurs de projet et des unités de recherche.

84. La phase pilote avait pour objet de produire des résultats préliminaires qui puissent guider les responsables du programme, de façon à s'assurer de la qualité scientifique des recherches et du développement d'une coordination effective entre les réseaux et de façon à lier les projets de recherche initiaux à de nouvelles activités de recherche. Le but d'ensemble était de se faire une idée plus systématique des grands problèmes du développement et du rôle spécifique de la technique au service du développement.

85. Comme prévu, maintenant que la phase pilote a été menée à bien, le programme mettra en route un mécanisme expérimental d'échange de boursiers de l'Université - d'abord au sein de chacun des réseaux, puis entre ceux-ci.

86. Si en effet l'octroi de bourses commence aussi tardivement, c'est en raison d'une préoccupation exprimée aussi bien lors de la réunion initiale des spécialistes qui ont conçu le programme que lors des réunions ultérieures du Comité consultatif du programme et des groupes de travail. On avait en effet émis l'opinion que le Programme de développement humain et social devait d'abord mettre en place ses réseaux de recherche de façon que ceux-ci reflètent les perspectives nouvellement ouvertes sur les diverses conceptions possibles du développement; au moment de la mise en place de ce mécanisme de bourses, on pourrait ainsi éviter de faire double emploi avec des activités de formation plus classiques. On a souligné que les unités de recherche devaient d'abord être créées dans un pays donné, au moyen de chercheurs appartenant à la communauté universitaire du pays. Une fois cette étape franchie, des chercheurs d'autres pays pourraient être admis comme interlocuteurs plutôt que comme spécialistes étrangers venus enseigner ou comme stagiaires étrangers venant recevoir un enseignement.

87. Comme désormais la phase pilote initiale a été menée à bien et que les unités de recherche constituées par les chercheurs nationaux ont été mises en place, des chercheurs de l'UNU seront désignés pour des périodes de trois à six mois passées dans d'autres unités de recherche du même projet. On élabore actuellement les détails de ce mécanisme, qui sera discuté par le Comité consultatif du programme à la réunion du début de 1981. Au départ, tout au moins, un petit nombre de bourses de recherche seront accordées en 1981 à de jeunes chercheurs, de préférence à ceux effectuant des recherches sur le terrain. Si l'expérience est réussie, ces échanges seront étendus à plusieurs projets. On envisage aussi que des jeunes chercheurs n'appartenant pas aux réseaux soient admis pour des travaux dans les diverses unités de recherche.

### C. Perspectives et activités des sous-programmes

88. Les deux sous-programmes, "problématique du développement" et "technique et développement", sont conçus pour se compléter et s'étayer mutuellement. Et, entre eux, l'interaction s'est accrue. On peut en donner comme exemple les journées d'étude tenues à Addis-Abeba en mai sur la technique et le développement, qui ont réuni des chercheurs des trois projets ayant trait à la dimension technique du développement : a) des chercheurs japonais qui étudient les enseignements de la modernisation de leur pays qui pourraient être utiles aux planificateurs du développement d'autres pays, b) des chercheurs venant d'autres pays asiatiques qui se penchent sur le rôle des techniques traditionnelles et leur intérêt potentiel, après transformation, et c) une équipe internationale de chercheurs, venant d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, qui étudient les liens entre les systèmes modernes de recherche-développement dans les pays en développement et les techniques du secteur traditionnel.

#### 1. Problématique du développement

##### a) Objectifs, processus et indicateurs de développement

89. Ce projet a pour but une contribution aux débats en cours sur le développement - en particulier par un approfondissement des débats qui ont lieu au sein du système des Nations Unies et en dehors, sur la question de savoir pourquoi les stratégies de développement mises en oeuvre au cours des deux dernières décennies ont donné des résultats aussi décevants, et quelles autres possibilités devraient être étudiées.

90. L'intérêt pratique du projet est qu'il contribue à dégager des vues nouvelles sur les processus de résolution des problèmes et sur les représentations nouvelles du monde futur. A cette fin, le projet a un triple aspect novateur :

- a) au niveau des concepts - théorie et méthode de la constitution de réseaux;
- b) au niveau de l'organisation - par la pratique du réseau et par la collaboration entre les chercheurs et la population générale, ouvriers, paysans, femmes, etc., qui sont habituellement pris pour cible de la recherche plutôt que comme collaborateurs;
- c) au niveau de la méthodologie - par l'utilisation du dialogue multi-dimensionnel, entre paradigmes, comme méthode de recherche - ce qui est lié à l'élément novateur précédent.

91. Le projet présente trois composantes :

1) La recherche entreprise par chacune des 20 unités du réseau (neuf dans les pays industrialisés, huit dans les pays en développement et trois dans les organisations internationales). Cette recherche a déjà produit un certain nombre de documents, dont 26 ont été publiés au cours de l'année écoulée.

2) Des réunions de sous-projet permettant à des groupes de chercheurs travaillant sur des thèmes voisins de réfléchir en commun - par exemple, sur les perspectives sur des mondes souhaitables, les modes de vie différents, ou les indicateurs de développement. Treize de ces réunions ont eu lieu au cours de l'année.

3) Des réunions annuelles de l'ensemble des membres du réseau constituent un forum où a lieu l'intégration des thèmes ainsi qu'un travail en commun, de façon à tirer parti de nouvelles possibilités "synergistiques".

92. Les principaux "instruments de travail" des projets sont les travaux de recherche. On peut s'en faire une idée par l'échantillon suivant de titres et d'auteurs (ces travaux sont en anglais) :

"Identité culturelle, autonomie  
et besoins fondamentaux"  
Roy Preiswerk

"Besoins humains fondamentaux :  
méthodologie et mobilisation"  
Patrick Healey

"Les théories du développement  
dans le miroir social : quelques  
réflexions des théories au  
'développement'"  
Gilbert Rist

"Modes de vie dominants et  
différents en Pologne"  
Andrzej Sicinski

"Besoins - leur perception et leur  
expression : les enseignements  
de Sri Lanka" E.L. Wijemanne  
et Earl Wanigasekera

"Vers un modèle de la croissance  
humaine" Telma Nudler

"La personnalité africaine"  
Benni A. Khoapa

"La nature et l'avenir du développement  
de la Nouvelle-Zélande"  
David C. Pitt

"La démocratie sociale à l'échelle  
mondiale et le nouvel ordre  
économique international"  
Fawzy Mansour

93. Le Comité consultatif du programme a décidé en janvier 1979 qu'une équipe de quatre personnes, représentant le Comité consultatif, les administrateurs du programme et le réseau, entreprendrait un examen d'ensemble du projet. Des rapports ont été rédigés par des membres de cette équipe et présentés pour examen au Comité consultatif, lors de sa réunion de novembre 1979 à Tokyo.

94. Le projet sur les objectifs, processus et indicateurs de développement est coordonné depuis l'Institut d'études du développement de Genève.



b) Alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation

95. Depuis la seconde guerre mondiale, le développement a pris des formes diverses dans les différentes régions du monde. Ces régions, cependant, sont actuellement confrontées à divers problèmes induits par leurs propres efforts de développement. Il est désormais reconnu, par exemple, que la production et la consommation illimitées, qui ont été jusqu'ici la norme, pour les pays industrialisés, rencontrent des contraintes et des limites. Le monde se trouve désormais à un tournant, et la conception d'une civilisation orientée vers la croissance est remise en question. Il est clair qu'en imposant une solution particulière aux problèmes du développement aux habitants de régions différentes, on néglige le fait que la trajectoire socio-économique de chaque groupe ne peut être dissociée de son histoire et de sa situation géo-politique.

96. A la faveur de ce projet, on cherche à réunir les vues d'esprits originaux sur les alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation. Le principal thème du projet est la créativité intellectuelle endogène, qui est souvent supprimée dans les formes dites "occidentales" du développement.

97. La nature de cette créativité locale a été étudiée lors de deux symposiums régionaux - l'un pour l'Asie, à Kyoto, en novembre 1978, et le second, pour l'Amérique latine, à Mexico, en avril 1979. Les documents publiés à l'issue de ces symposiums ont contribué à la définition de l'orientation scientifique du projet au cours de l'année écoulée.

98. L'organisation de séminaires internationaux sur les grands thèmes de la mutation actuelle du monde constituent un autre élément du sous-projet, conçu pour compléter l'approche régionale. Le premier d'entre eux, sur le thème de "la science et la technique dans la transformation du monde", a eu lieu à Belgrade en octobre 1979 en collaboration avec l'Université de Belgrade. Vingt communications ont été présentées, sur les diverses conditions d'une promotion de la créativité intellectuelle endogène dans le domaine de la science et de la technique.

99. Vingt unités de recherche sont désormais intégrées à un réseau coordonné sous l'égide du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Paris; leurs recherches cherchent à approfondir et à enrichir le dialogue sur les deux sous-projets. Dans chaque unité de recherche, on étudie un thème particulier, soit pour donner suite à une réunion qui a eu lieu, soit pour préparer une réunion à venir.

100. Les travaux des deux symposiums régionaux et du séminaire de Belgrade seront publiés par des maisons d'édition en anglais et dans d'autres langues (en espagnol pour le symposium latino-américain et en japonais pour le symposium asiatique). En outre, l'Université a de son côté publié 20 travaux de recherche du projet au cours de l'année écoulée, dont on peut citer quelques titres (en anglais, ou dans certains cas en français) :

"Religion populaire et salut  
spirituel dans le Japon moderne"  
Yoshio Yasumaru

"Le nouvel universalisme -  
la nouvelle sociabilité"  
Miroslav Pecujlic

"La créativité intellectuelle  
endogène dans la science  
sociale"  
K.J. Ratnam

"La créativité endogène et le  
nouvel ordre économique inter-  
national" Le Thanh Khoi

"Sur la transformation sociale des  
nationalités minoritaires de la  
Chine" Hsiao-tung Fei

"Les grandes traditions intellectuelles  
asiatiques : leurs philosophies et  
leur créativité  
K. Satchidananda Murty

"Tradition et modernité"  
Yves Barel, Christiane Arbaret  
et Jan Dessau

## 2. Technologie et développement

### a) Systèmes de recherche et développement en milieu rural

101. L'objectif de ce projet est d'intégrer les systèmes modernes de recherche-développement dans les pays en développement et l'expérience et le savoir présents dans les sociétés rurales afin de tenter de résoudre les problèmes techniques du développement rural. L'accent est ainsi mis sur l'un des aspects les plus troublants du développement au cours des quelques dernières décennies : la tendance des systèmes modernes de recherche-développement du tiers monde, dont les effectifs sont souvent des élites orientées vers l'Occident, à évoluer indépendamment des besoins réels des masses rurales.

102. Le projet est coordonné par l'Université de l'Etat de Campinas (Brésil) avec la participation d'équipes de recherche des institutions suivantes :

- Commission éthiopienne de la science et de la technologie, Addis-Abeba (Ethiopie)
- Fondation pour le développement économique, Rizal (Philippines)
- Institut d'études du développement rural "Maya A.C.", Mexico (Mexique).

103. La phase pilote du projet est achevée depuis avril 1979 (avec des études sur le terrain en Ethiopie, au Mexique et aux Philippines); on procède actuellement à un examen approfondi des leçons tirées. Une analyse complète des recherches menées jusqu'ici a été faite lors d'une réunion organisée à Manille en novembre 1979, et le Comité consultatif du programme, lors de sa réunion en janvier 1980, a lui aussi procédé à un examen. Lors des deux réunions, on s'est penché surtout sur les méthodes mises à l'épreuve au cours de la phase pilote.

104. La réunion de Manille a abordé cinq considérations : a) "l'espace" technique - ou les limites inhérentes à la situation locale où sont utilisées des techniques données; b) la contribution des communautés rurales à la définition de cet espace; c) l'analyse des techniques locales, de façon à dégager leurs diverses composantes scientifiques et à les mieux comprendre; d) les réactions de la communauté à l'introduction des techniques; e) l'influence des secteurs traditionnels sur les systèmes de recherche-développement nationaux.

## b) Echange des techniques traditionnelles

105. Ce projet comprend des études approfondies des techniques traditionnelles dans 23 villages de sept pays d'Asie. Les équipes de chercheurs analysent les besoins auxquels répondent ces techniques, et l'intérêt potentiel qu'elles présenteraient avec un apport scientifique moderne dans l'amélioration de la qualité de la vie dans les villages. Les activités sont organisées autour de cinq thèmes principaux : l'alimentation, l'énergie, le logement, la pêche et la santé.

106. Après un examen approfondi des résultats des études pilotes menées dans ces villages (à la faveur d'une réunion du réseau du projet à Jogjakarta (Indonésie) au printemps 1979), il a été décidé de remanier le projet de façon à mettre l'accent non plus sur les techniques traditionnelles telles qu'elles ont une aptitude à répondre aux besoins des villages mais sur les techniques appropriées, quelle que soit leur origine. Les études pilotes ont clairement indiqué qu'une méthode plus directe d'aborder le problème consisterait à identifier les techniques locales qui répondraient le mieux aux besoins des habitants des villages par la transformation que permettrait un apport scientifique moderne.

107. Ce point de vue a été développé après que les études pilotes eurent montré que si les techniques modernes n'ont pas, pour l'essentiel, pénétré dans les villages, les techniques traditionnelles, qui sont les seules dont disposent les habitants pauvres, sont peu propres à satisfaire les besoins dans le monde moderne. Si certes les techniques traditionnelles constituent une ressource précieuse, elles doivent être considérées comme base pour la conception de techniques appropriées. Ces dernières, cependant, doivent être appréhendées dans l'ensemble du contexte économique, social et politique. C'est seulement par cet apport que les techniques appropriées peuvent concurrencer les techniques modernes importées, et ainsi avoir un intérêt pratique plus grand.

108. Le projet comprend trois phases initiales : a) l'étude des techniques traditionnelles dans leur contexte social; b) l'évaluation de ces techniques dans leur milieu social, pour déterminer leur caractère approprié, en tant qu'instrument du développement; c) le processus effectif de transformation de ces techniques.

109. Telle qu'elle a été définie lors de la réunion du réseau du projet, la méthode de travail future comprendra les étapes suivantes : a) dissémination des résultats des analyses faites dans le cadre des études de chaque village, dans toutes les unités du réseau; b) l'étude ultérieure, sur le terrain, de l'utilisation de cette information; c) des recommandations d'action fondées sur les données recueillies lors de cette phase; et d) la mise en place d'un système de communications adapté aux besoins du projet, c'est-à-dire le transfert, à chaque village, de l'information qui peut être d'un intérêt direct et pratique.

110. Le projet est coordonné par l'Institut Marga de Sri Lanka. Etabli en 1972, cet institut s'intéresse en particulier aux questions du développement de Sri Lanka, mais a mis en place un réseau de liens efficaces avec des chercheurs s'intéressant aux questions du développement dans d'autres pays d'Asie et du reste du monde. Les villages étudiés dans le cadre de ce projet sont situés, outre à Sri Lanka, en Malaisie, au Népal, en Indonésie, au Japon, aux Philippines et en Thaïlande.

c) L'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie

111. Ce projet présente un caractère unique parmi les projets mis en oeuvre par l'Université des Nations Unies en ce qu'il est centré sur un seul pays : cela est dû au rôle spécial du Japon, comme seule nation non occidentale ayant rejoint les rangs des pays industrialisés, et à l'intérêt que le cas du Japon suscite, pour cette raison, chez ceux qui s'intéressent au développement du tiers monde. Le projet cherche à répondre à la question suivante : qu'est-ce qui peut, dans le succès économique étonnant de cette nation non occidentale, être riche d'enseignements pour les pays en développement?

112. L'une des raisons qui expliquent que l'un des réseaux de l'Université ait ainsi été mis en place dans un seul pays est que la plupart des études faites sur l'expérience japonaise, jusqu'ici, ont choisi de comparer surtout les succès ou les échecs du pays à la performance des pays occidentaux les plus avancés. C'est pourquoi les analyses faites n'avaient qu'un intérêt limité pour les planificateurs des pays en développement. Ainsi, tandis que les données sont collectées et évaluées d'abord au Japon, par un réseau d'unités de recherche dans 36 établissements du pays, elles ont aussi de plus en plus l'an dernier fait l'objet d'une évaluation par des chercheurs non japonais.

113. Dans l'année écoulée, deux réunions ont eu lieu, rassemblant des chercheurs japonais et du monde en développement : l'une à Tokyo en février et la seconde à Addis-abeba en mai (celle-ci à la faveur d'une réunion commune à ce projet et aux projets sur l'échange des techniques traditionnelles et sur les systèmes de recherche-développement en milieu rural). On a procédé à une étude comparative de façon à discerner les aspects de la modernisation du Japon qui auraient été négligés par les études ayant avant tout pour objet de juger la performance du Japon, ses succès et ses échecs, au moyen de normes propres aux pays occidentaux.

114. Les études de la première phase de ce projet sont désormais achevées. Elles mettaient l'accent avant tout sur "les techniques lourdes" dans le développement du Japon à la fin du 19ème et au début du 20ème siècle, comme la création du réseau de chemins de fer ou le développement de l'industrie sidérurgique. Le projet se tourne maintenant vers les "techniques légères"; on examine plus attentivement, à partir de la base de données originelles, le climat social et culturel propice à l'épanouissement d'une solution technique donnée, ou au contraire responsable de son échec.

115. Vingt-quatre documents de recherche ont jusqu'ici été rédigés en japonais; 14 ont été traduits en anglais. Le projet est coordonné par l'Institut des économies en développement de Tokyo.

D. Projets à l'étude

116. Dans le cadre du Programme de développement humain et social, deux autres projets sont à l'étude, et des réunions ont eu lieu l'an dernier pour cela :

- c) Droits de l'homme, Paix et Droit international. Des réunions destinées à un examen des dimensions que devra avoir finalement le projet ont eu lieu à l'automne 1979 à la Haye (Pays Bas) et à Tokyo. Les participants ont souligné la nécessité de considérer les droits de l'homme dans la diversité de leur contexte culturel; en particulier, on a souligné que ce projet devait être défini et réalisé de façon que soit considéré de la façon voulue le rôle des droits de l'homme dans les débats sur le nouvel ordre économique international.
- b) Coopération technique entre pays en développement : perspectives régionales. L'objet de ce projet est de permettre aux chercheurs venant des principales régions du monde de mettre en oeuvre des activités de recherche qui conduiraient à la formulation de divers scénarios pour les mutations à venir des structures internationales. Un groupe de travail constitué dans la région arabe a adopté, comme thème d'ensemble, l'étude des divers futurs possibles; une proposition détaillée de projet sera présentée au Conseil en décembre 1980. Une réunion d'un groupe de travail régional sur l'approche latino-américaine du nouvel ordre économique international s'est tenue à la Havane, du 2 au 6 juin 1980. Le programme étudie la possibilité de tenir des réunions régionales similaires en Afrique et en République populaire de Chine dans un avenir proche.

#### E. Réseau du programme

117. Les unités de recherche du Programme de développement humain et social sont situées dans les établissements suivants :

#### 1. Projet de recherche sur les objectifs, processus et indicateurs de développement

- Institut universitaire d'études du développement, Genève (Suisse)  
(établissement coordonnateur)
- Institut africain de développement économique et de planification, Dakar (Sénégal)
- Fondation Bariloche, San Carlos de Bariloche (Argentine)
- Centre de recherches politiques, Université scientifique de Malaisie, Penang (Malaisie)
- Centre d'étude des sociétés en développement, New Delhi (Inde)
- Chaire de recherches sur les conflits et la paix, Université d'Oslo, Oslo (Norvège)
- Académie des sciences de Pologne, Comité "Pologne, An 2000", Varsovie (Pologne)
- Division des études systémiques, Université de Bucarest, Bucarest (Roumanie)
- El Colegio de Mexico, Mexico (Mexique)
- GAMMA, Université de Montréal, Montréal (Canada)
- Institut des sciences de la Paix, Université de Hiroshima, Hiroshima (Japon)
- Institut des relations internationales, Université des Indes occidentales, Kingston (Jamaïque)
- Institut Marga, Colombo (Sri Lanka)
- Mershon Center, Ohio State University, Columbus, Ohio (Etats-Unis d'Amérique)
- Institut de recherche sur la paix, Göteborg (Suède)

- Groupe du projet "Développement, sous-développement, et économie mondiale"  
Institut Max Planck, Starnberg (République fédérale d'Allemagne)
- Unité de recherche sur les politiques de la science, Université du Sussex,  
Brighton (Royaume-Uni)
- Union des associations internationales, Bruxelles (Belgique)
- Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR),  
Genève (Suisse)
- Fédération des études sur l'avenir du monde, Rome (Italie)

2. Projet de recherche sur les alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation

- Centre national de la recherche scientifique, Paris (France) (établissement coordonnateur)
- Comité de développement et de coopération des Caraïbes, Port of Spain (Trinité-et-Tobago)
- Centre d'études du développement, Université du Venezuela, Caracas (Venezuela)
- Centre d'études de l'Asie orientale, Université McGill, Montréal (Canada)
- Centre de recherches et d'études économiques et sociales, Université de Tunis (Tunisie)
- Centre de recherches avancées, Institut national d'anthropologie et d'histoire, Mexico (Mexique)
- Centre d'études politiques, Faculté des Sciences sociales, Université Jawaharlal Nehru, New Delhi (Inde)
- Centre d'étude des pratiques et des représentations des changements socio-économiques, Université de Grenoble, Grenoble (France)
- Département de bengali, Université de Chittagong, Chittagong (Bangladesh)
- Département d'études politiques et sociales, Université complutensienne de Madrid, Madrid (Espagne)
- Département de sociologie, Université d'Ibadan, Ibadan (Nigéria)
- Bibliothèque d'histoire des sciences en Asie orientale, Université de Cambridge, Cambridge (Royaume-Uni)
- Centre Fernand Braudel pour l'étude des économies, des systèmes historiques et des civilisations, Université d'Etat de New York, Binghamton (Etats-Unis d'Amérique)
- Institut de recherches et d'études arabes, Le Caire (Egypte)
- Institut d'histoire de la science arabe, Université d'Alep, Alep (Syrie)
- Institut de hautes études sur les relations internationales, la paix et le développement en Asie, Université Sophia, Tokyo (Japon)
- Institut national de planification, Le Caire (Egypte)
- Institut d'études du Pacifique, Université du Pacifique Sud, Suva (Fidji)
- Institut de recherche Thaï Khadi, Université Thammasat, Bangkok (Thaïlande)
- Université de Belgrade, Belgrade (Yougoslavie)

3. Projet sur les systèmes de recherche et développement en milieu rural

- Université d'Etat de Campinas, Sao Paulo (Brésil) (établissement coordonnateur)
- Fondation pour le développement économique, Rizal (Philippines)
- Commission de la science et de la technologie, Addis-Abeba (Ethiopie)
- Institut d'étude du développement rural "Maya A.C.", Mexico (Mexique)
- Université d'Etat de Campinas, Sao Paulo (Brésil)

4. Projet sur l'échange des techniques traditionnelles

- Institut Marga, Colombo (Sri Lanka) (établissement coordonnateur)
- Association de consommateurs de Penang, Penang (Malaisie)
- Groupe de consultation et de recherche sur le développement, Kathmandou (Népal)
- Institut Dian Desa, Jogjakarta (Indonésie)
- Université Gakushuin, Tokyo (Japon)
- Institut culturel des Philippines, Quezon City (Philippines)
- Institut de recherche Thai Khadi, Université Thammasat, Bangkok (Thaïlande)

5. Projet sur l'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie

- Institut des économies en développement, Tokyo (Japon) (établissement coordonnateur)
- Institut universitaire féminin de Bunkyo, Tokyo
- Département d'Agronomie de l'Université de Tokyo, Tokyo
- Département de génie civil, Institut de technologie de Tokyo, Tokyo
- Département des Lettres, Université de Tsukuba, Tsukuba
- Département de Droit et d'Economie de l'Université d'Aichi, Toyohashi
- Faculté des Lettres, Université Rikkyo, Tokyo
- Faculté des Lettres, Université Hanzonzo, Kyoto
- Faculté de Commerce et d'Economie, Université Senshu, Tokyo
- Faculté de Commerce, Université Hitotsubashi, Tokyo
- Faculté d'Economie de l'Université Hosei, Tokyo
- Faculté d'Economie, Université d'économie de Kanazawa, Kanazawa
- Faculté d'Economie de l'Université de Tokyo, Tokyo
- Faculté de Pédagogie de l'Université de Niigata, Niigata
- Faculté des Lettres de l'Université d'Ibaragi, Mito
- Faculté de Droit et des Lettres, Université de Kanazawa, Kanazawa
- Faculté des Sciences politiques et d'Economie, Université de Hiroshima, Hiroshima
- Faculté des Sciences sociales et des Lettres, Université métropolitaine de Tokyo, Tokyo
- Faculté de Sociologie, Université Hitotsubashi, Tokyo
- Faculté de Sociologie de l'Université du Kansai, Osaka
- Faculté de Technologie de l'Université de Tokyo, Tokyo
- Institut de recherches économiques, Université Hitotsubashi, Tokyo
- Association japonaise pour la promotion des exportations de l'industrie de la tôle métallique, Tsubame
- Section d'aménagement du territoire, Département de la gestion de l'agriculture et de l'aménagement du territoire, Institut national d'agronomie, Tokyo
- Institut Mitsui de recherches sur l'histoire sociale et économique, Tokyo
- Lycée de Niizu, Niizu
- Lycée de Nuttari, Nuttari
- Bureau de conception des politiques, Administration métropolitaine de Tokyo, Tokyo
- Division de la planification, Bureau de planification et de coordination, Agence nationale du sol, Tokyo
- Bibliothèque municipale de Sanjo, Sanjo
- Lycée No 1 de Sendai, Sendai
- Toei Ironware Co., Ltd., Sanjo
- Université de Tokyo Gakugei, Tokyo
- Lycée de Tsubame, Tsubame
- Lycée industriel de Tsubame, Tsubame
- Université Wako, Tokyo

## F. Réunions et séminaires

118. Au cours de l'année considérée, les réunions et séminaires suivants ont été organisés dans le cadre du Programme de développement humain et social :

### 1. Objectifs, processus et indicateurs de développement

- |                             |   |
|-----------------------------|---|
| a) 8-10 juillet 1979        | Réunion du groupe d'études sur l'alimentation, Genève (Suisse)  |
| b) 1-7 septembre 1979       | Réunion du sous-projet sur le dialogue, Penang (Malaisie)   |
| c) 10-12 octobre 1979       | Quatrième symposium de l'Université de Hiroshima sur les études sur la Paix, Hiroshima (Japon)  |
| 28-29 janvier 1980          | Réunion du sous-projet sur les Droits, Genève (Suisse)  |
| 31 janvier-1er février 1980 | Réunion du sous-projet sur les processus propres au système des Nations Unies, Genève (Suisse)  |
| 22-24 février 1980          | Réunion du sous-projet sur les modes de vie différents, Genève (Suisse)   |
| 25-27 février 1980          | Réunion du sous-projet sur les stratégies et les scénarios différents, Genève (Suisse)  |
| 28-29 février 1980          | Réunion du groupe d'études économiques, Genève (Suisse)   |
| 5-13 avril 1980             | Journée d'étude communes aux sous-projets sur les modes de vie différents, les perspectives sur les sociétés souhaitables, les perspectives sur des mondes souhaitables et sur l'écologie, Alfaz del Pi (Espagne) |
| 9-11 mai 1980               | Réunion du groupe d'études énergétiques, Crottorfschloss (République fédérale d'Allemagne)  |
| 30 mai-1er juin 1980        | Réunion du groupe du dictionnaire, Varsovie (Pologne)   |
| 2-4 juin 1980               | Réunion du sous-projet sur les concepts et théories du développement, Genève (Suisse)   |
| 5-7 juin 1980               | Réunion du sous-projet sur les formes de présentation, Genève (Suisse)  |
| 19-22 juin 1980             | Réunion du sous-projet sur les systèmes non territoriaux, Bruxelles (Belgique)  |



2. Alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation
  - a) 22-26 octobre 1979 Premier séminaire international sur la science et la technique dans la transformation du monde, Belgrade (Yougoslavie)
  - b) 12-13 mars 1980 Séminaire de sous-projet : interprétations techniques de l'essor du capitalisme en Europe et de la nature de la société chinoise traditionnelle : étude historique et sociologique comparée, Cambridge (Royaume-Uni)
  - c) 31 mars-1er avril 1980 Réunion de sous-projet : conditions socio-culturelles, politiques et économiques de la créativité culturelle en Europe du Sud, Madrid (Espagne)
  - d) 30 juin-1er juillet 1980 Deuxième séminaire de sous-projet : les modernités et les espaces spécifiques, Grenoble (France)
3. Systèmes de recherche et développement en milieu rural

12-16 novembre 1979 Réunion du projet à Manille (Philippines)
4. Echange des techniques traditionnelles

17-21 mars 1980 Réunion du réseau, Penang (Malaisie)
5. Droits de l'homme
  - a) 16-18 octobre 1979 Le droit au développement au niveau international, La Haye (Pays-Bas)
  - b) 7-9 novembre 1979 Réunion du groupe de travail sur les droits de l'homme, Tokyo (Japon)
6. Réunions communes à plusieurs projets
  - a) 25-28 février 1980 Colloque sur les problèmes de l'assimilation de la technologie étrangère, Tokyo (Japon)
  - b) 5-9 mai 1980 Réunion commune sur la technique et le développement, Addis-Abeba (Ethiopie)
7. Réunions du Comité consultatif du programme
  - a) 2-6 novembre 1979 Quatrième réunion, Tokyo (Japon)
  - b) 21-25 janvier 1980 Cinquième réunion, Tokyo (Japon)

8. Réunions diverses

- a) 2 juillet 1979 Réunion consultative avec des chercheurs japonais, Tokyo (Japon)
- b) 29-30 janvier 1980 Réunion commune à l'Université et à l'Institut d'études sur la paix, sur le Programme de développement humain et social, Tokyo (Japon)

G. Publications

119. Les travaux de recherche suivants ont été publiés au cours de l'année :

1. Projet sur les objectifs, processus et indicateurs de développement

- a) "On the Decline and Fall of Empires : The Roman Empire and Western Imperialism Compared", Johan Galtung, Tore Heistad et Eric Ruge
- b) "An issues paper contributed by the Food Study Group", Susan George
- c) "Development Theories in the Social Looking-glass : Some Reflections from Theories to 'Development'", Gilbert Rist
- d) "Towards a Model of Human Growth", Telma Nudler
- "Cultural Identity, Self-Reliance, and Basic Needs", Roy Preiswerk
- "Basic Human Needs : Methodology and Mobilization", Patrick Healey
- "Global Militarization and Its Remedy", Hiroharu Seki
- "Global Social Democracy and the New International Economic Order", Fawzy Mansour
- "Notes for an Epistemology of holism", Oscar Nudler
- "Scientific Revolution and Inter-paradigmatic Dialogues", Kinhide Mushakoji
- "Aspects of the Iranian Revolution", M. Taghi Farvar
- "Preliminaries on a Comparative Analysis of the Various Viewpoints on the Quality of Life", M. C. Botez, I. Ionescu Sisesti, A. M. Sandi et A. Vasilescu
- "The Organizational Contexte of Development : Illuminating Paths for Wider Participation", Chadwick F. Alger
- "About Critical Group Size", Yona Friedman
- "Needs - Their Perception and Expression : The Sri Lanka Experience", E. L. Wijemanne et Earl Wanigasekera
- "Representation, Comprehension and Communication of Sets : The Role of Number", Anthony J. N. Judge

"Economic Indicators and the GPID", Kimon Valaskakis et Iris Martin .

"Approaching the Peculiarity of the Caribbean Plight within the Paradox of the Representative State in the Contemporary World-System", Herb Addo

"The African Personality", Bennie A. Khoapa

"Negative and Positive Sides of Norwegian Life Style", Dag Poleszynski

"Attitudes of the Dutch Population on Alternative Life Styles", Peter Ester

"Dominant and Alternative Life Styles in Poland", Andrzej Sicinski

"Austria in the year 1979", Lore Scheer et Fred Prager

"Ways of Life in Finland", Barbara et J. P. Roos

"The Quaternary Sector", Yona Friedman

"The Nature and Future of Development in New Zealand", David C. Pitt

2. Projet sur les alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation

a) "Intellectual Creativity in Endogenous Culture", Takeo Kuwabara

b) "Endogenous Intellectual Creativity in Social Sciences", K. J. Ratnam

c) "On the Social Transformation of China's Minority Nationalities", Hsiao-tung Fei

d) "Endogenous Creativity and the New International Order", Le Thanh Khoi

"Endogenous Intellectual Creativity : The Ethos of the Composite Culture of India", Rasheeduddin Khan

"The Concept of Specificity : Positions", Anouar Abdel-Malek

"Folk Religion and Spiritual Relief in Modernized Japan", Toshio Yasumaru

"The Dialectics between Response to Exogenous and Autochthonous Innovation in India in the 19th and 20th Centuries with Special Reference to Modern Bengal", Barun De

"Socio-cultural Creativity in the Converging and Restructuring Process of the New Emerging World", Takdir S. Alisjahbana

"Tradition et modernité", Yves Barel, Christiane Arbaret et Jan Dessau

"Pour une étude de la transformation des structures familiales en milieu urbain", Bruno Ribes

"Social Aspects of Endogenous Intellectual Creativity : Historical Testimony from the Philippines", Hollisteiner

"Endogenous Intellectual Creativity and the Emerging New International Order", Paul Lin

"Major Asian Intellectual Traditions : Their Philosophy and Creativity", K. Satchidananda Murty

"A Principle of Group Formation in Japan", Keiichi Sakuta

"The Life and Work of Prince Damrong Rajanubhab (1862-1943) as an Historical Testimony of Endogenous Thai Intellectual Creativity", Sulak Sivaraska

"Way of Thinking in Traditional Philosophy - Prospects and Limits", Keiji Yamada

"The New Universalism - The New Sociability", Miroslav Pecujlic

3. Projet sur l'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie

i) Disponible en anglais et en japonais

a) "The Modernization of Metal Mining in Japan", Fumio Yoshiki

b) "Town Organizations in Prewar Tokyo", Hachiro Nakamura

c) "Technology of Traditional Industry and the Role of the Craftsmen", Shogo Koyano

"Development of Local Culture and the Irrigation System of the Azusa Basin", Akira Tamaki

"Irrigation Water Rights Disputes in Japan - as Seen in the Azusa River System", Isao Hatate

"Land Improvement Investment and Farming Operations in Japan - as Seen in the Azusa River System", Naraomi Imamura

"Origin and Development of Iron and Steel Technology in Japan", Kei-ichi Iida

"Japan's Discovery, Import, and Technical Mastery of Railways", Katsumasa Harada

"Railway Construction as Viewed from Local Society", Eiichi Aoki

"The Development of the Eyeglass Industry in Japan", Tatsuzo Ueda

"Technology and Labour in Japanese Coal Mining", Nisaburo Murakushi

"Historical Background of Technology Transfer, Transformation and Development in Japan", Takeshi Hayashi

"The History and Future of Rice Cultivation in Hokkaido", Man'emon Takahashi

"Transformation and Development of Technology in the Japanese Cotton Industry", Takeo Izumi

ii) Disponible en japonais seulement (traduction en français des titres)

"Industrialisation et moyens de transport au Japon", Hirofumi Yamamoto

"Le développement des techniques de construction des routes au Japon", Ichiro Ishii

"Mutations de l'accumulation économique et du changement social", Takashi Tomosugi

"Organisation du système d'irrigation du canal Hata", Kenzo Horii

"Le transfert de technologie dans l'industrie cotonnière japonaise", Kozaburo Kato

"Irrigation et dirigeants locaux dans le système hydraulique Azusagawa",  
Isao Hatate

"Histoire de l'industrie du verre au début de l'ère Meiji", Shigeo Kikuura

"Le développement de Hokkaido et le transfert de technologie", Kiyohide Seki,  
Tatsu Taniuchi et Man'emon Takahashi

H. Coopération avec d'autres organes des Nations Unies

120. Le Programme a continué d'entretenir des liens étroits de coopération avec d'autres organisations des Nations Unies. Un mécanisme de consultation a été établi entre l'Université et le secteur des sciences sociales de l'UNESCO; une première réunion a eu lieu à Paris les 28 et 29 avril 1980. Un séminaire sur le rôle des nouvelles conceptions théoriques sur le processus de développement sera organisé conjointement par l'Université et par l'UNESCO à Oulan Bator (République populaire mongole) du 19 au 23 août.

#### IV. PROGRAMME SUR L'UTILISATION ET LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

##### A. Introduction

121. Les travaux du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles reposent sur l'hypothèse de l'existence de deux conditions d'une utilisation prévoyante et écologiquement équilibrée des ressources aux dimensions finies de la planète : a) la génération de connaissances et de techniques nouvelles ayant trait à l'utilisation des ressources renouvelables, et b) la diffusion et l'application des connaissances existantes à certains problèmes critiques posés par l'utilisation des ressources, notamment dans les pays en développement.

122. Pendant sa troisième année de fonctionnement, le programme a non seulement continué de s'étendre rapidement, mais a commencé à produire les premiers résultats tangibles. Quarante-deux boursiers de l'Université des Nations Unies ont été sélectionnés et placés dans des établissements de recherche, huit ouvrages ont été publiés, 16 séminaires ou réunions ont eu lieu, six unités de recherche et de formation ont commencé à fonctionner. L'accord général de coopération avec l'Académie chinoise des sciences est entré en vigueur au début de juillet 1980.

123. Huit nouveaux pays ont été ajoutés à l'extension géographique du programme - la République populaire de Chine, le Mexique, la Tanzanie, l'Inde, la République de Corée, le Japon, le Népal et la Malaisie. Cette extension et le renforcement des liens entre les établissements commencent à attester l'impact du programme dans plusieurs domaines. Néanmoins, c'est avec prudence qu'on devra déduire du progrès réalisé en termes de recherche et de formation une amélioration de la gestion des ressources et de la qualité de la vie. Les responsables du programme ont une conscience aiguë du fossé qui sépare les hommes de science du monde réel et des efforts sont faits pour s'assurer que chaque projet aura en dernière instance une application pratique et que, conformément aux dispositions de la Charte de l'Université, les connaissances créées sont bien diffusées d'une manière qui maximise leur effet.

##### B. Résumé des activités de l'année

124. Alors qu'au cours des deux premières années, on avait retenu une stratégie plutôt pragmatique, au cours de l'année écoulée, on s'est efforcé d'élaborer la base conceptuelle du programme, dans les divers projets, avant de les mettre en oeuvre. Ceci a déjà conduit à un meilleur équilibre géographique et a accru les possibilités d'échange entre les diverses régions. Pour ces raisons, le nom du sous-programme énergétique a été modifié de systèmes énergétiques ruraux à systèmes énergétiques pour les communautés rurales, et les activités ayant trait au bois combustible y ont été intégrées. Le vif intérêt que suscite le concept de systèmes de ressources dans des pays tels que la Chine et la République de Corée a justifié une expansion du premier sous-programme (base écologique du développement rural) non seulement aux régions tropicales humides mais aux régions subtropicales et même aux régions tempérées.

125. La convergence de divers projets et sous-programmes est peut-être l'aspect le plus remarquable de l'évolution qui s'est produite l'an dernier. Malgré la diversité des neuf principaux thèmes du programme, les liens qu'ils entretiennent sont apparus dans leurs aspects les plus dynamiques. L'Université d'agronomie de Bogor, qui est l'un des établissements associés, ne s'intéresse pas seulement aux systèmes agro-aquatiques mais assure aussi des activités de formation sur les problèmes des zones côtières. De même, l'agro-sylviculture peut être liée aux questions sur le bois combustible et par là aux études énergétiques, ou encore aux aspects physiques des systèmes hautes terres-basses terres.

126. L'organisation de journées d'étude, l'octroi de bourses de l'Université des Nations Unies et l'échange de chercheurs sont les moyens par lesquels ces liens sont mis en place et permettent de tirer parti de la multidisciplinarité des projets de programme. Dans le même temps, on continue à rechercher l'établissement de liens avec les programmes mondial contre la faim et de développement humain et social. Un projet commun au Programme sur les ressources naturelles et au Programme mondial contre la faim sur la conversion microbiologique se développe rapidement, et les travaux d'une premier séminaire sont publiés, tandis que ceux d'un second sont sous presse; deux unités de recherche et de formation fonctionnent déjà. Des projets sont à l'étude en vue de l'organisation de plusieurs séminaires communs au Programme sur les ressources naturelles et au Programme de développement humain et social. Un projet commun aux Philippines prend pour objet d'étude les systèmes existants d'utilisation des ressources afin d'analyser l'incidence de l'introduction de techniques nouvelles, choisies avec soin.

127. La coopération avec d'autres agences des Nations Unies s'est accentuée à mesure de l'expansion du programme. L'UNESCO apporte son concours à un projet ayant trait à la cartographie des risques de catastrophe naturelle en montagne, au Népal; des discussions sur une coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sont en cours; un mémorandum d'accord a été négocié avec le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, et l'Université a organisé, toujours avec l'UNESCO et les Nations Unies, un séminaire sur la gestion des zones côtières dans la région des Antilles.

128. A certains égards, la seule définition exacte du Programme sur les ressources naturelles serait la somme de ses activités. L'individualité ou la nature du programme ne peuvent être définies en une seule phrase, en ce qu'il représente un faisceau de traits spécifiques qui le rendent distinct. Les plus importants sont les caractéristiques de l'Université, que partagent les trois programmes - autonomie et liberté intellectuelle, conception de l'Université comme organisation engendrant des idées nouvelles et comme communauté mondiale de savants, et liens directs avec les universités et autres organismes académiques, plutôt que contacts par des filières gouvernementales. Il faut ajouter à cela des modes propres de fonctionnement, qui mettent l'accent sur la recherche et la formation multidisciplinaires, la mise en place de réseaux, l'échange de chercheurs et une sélection attentive des boursiers de l'Université. La souplesse et la rapidité avec lesquelles le programme peut accomplir ses fonctions sont parmi les avantages les plus importants qui résultent, pratiquement, de ces traits caractéristiques.

129. Certes, de nombreuses agences entreprennent des recherches et des activités de formation sur les problèmes soulevés par l'utilisation des ressources renouvelables. Mais la formation a habituellement lieu dans les pays industrialisés, et peu nombreuses sont les institutions qui donnent une place de choix à la création de réseaux et à l'établissement d'échanges entre centres s'attaquant à des problèmes similaires. Bien que le reproche de faire double emploi soit souvent formulé, il reste que les problèmes sont si vastes que le risque de "chevauchement" potentiel des travaux d'organismes s'attaquant à des carences complexes, au niveau mondial, des connaissances théoriques et pratiques est moins grave que le manque de financement, l'utilisation inefficace de ressources ou une mauvaise planification. A la faveur d'une consultation constante des autres agences, faisant partie ou non du système des Nations Unies, les responsables du programme peuvent tirer le meilleur parti de la souplesse de celui-ci pour faire converger les efforts vers la résolution des problèmes critiques spécifiques de l'utilisation des ressources par ailleurs parfois négligés.

## C. Perspectives et activités des sous-programmes

130. Le programme est actuellement structuré en trois grands sous-programmes: a) la base écologique du développement rural; b) l'évaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides; et c) les systèmes énergétiques pour les communautés rurales.

### 1. La base écologique du développement rural

131. Ce sous-programme aborde le problème de la gestion des ressources renouvelables face à une croissance démographique rapide, au développement des aspirations de la population locale et à la progression de la demande économique. S'il est initialement limité aux régions tropicales humides, sa pertinence et l'intérêt qu'il a suscité ont justifié son extension géographique par l'inclusion de pays comme le Népal, la Chine et la République de Corée.

132. La réalisation est plus ou moins avancée, mais les ébauches d'un réseau apparaissent désormais dans trois domaines de projet : a) les systèmes agrosylvicoles; b) les systèmes agro-aquatiques; et c) les systèmes hautes terres-basses terres. Les travaux menés dans le domaine des ressources des zones côtières prennent également corps, et montrent leur rapport croissant avec les objectifs du sous-programme.

133. Une méthodologie commune est appliquée à chaque projet : les problèmes sont abordés à l'aide du concept de systèmes de ressources. Ces systèmes peuvent être définis, de façon approximative, comme l'ensemble de la chaîne d'événements à la faveur desquels une matière première est rassemblée et transformée en un produit final ou un service. Cette approche s'est révélée utile aussi bien pour la recherche que pour la formation car elle facilite une appréhension large des problèmes ainsi qu'une coopération entre disciplines. Outre cette base méthodologique commune, on a pris de plus en plus clairement conscience des liens entre les projets à mesure qu'ils se sont développés au cours des deux dernières années. C'est là l'un des indices les plus intéressants de la vitalité des travaux du programme; un approfondissement de ces interactions pourraient encore renforcer les réseaux et encourager des perspectives globalistes dans la recherche et dans la formation.

134. En dehors des quatre domaines de projet mentionnés plus haut, le Programme sur les ressources naturelles tente d'appliquer et d'approfondir le concept de systèmes de ressources. Dans l'année écoulée, les travaux des séminaires organisés en 1978 et 1979 sur la théorie et la méthodologie des systèmes de ressources ont été publiés, et une série d'études de cas a été commandée afin de mettre à l'épreuve l'intérêt du concept de systèmes pour certains aspects de la recherche et les problèmes de gestion des ressources. Les premières ont déjà été menées à bien, et on pense que 15 études environ seront effectuées et publiées au cours des deux prochaines années.

135. L'Université accorde également son concours à l'établissement et aux travaux initiaux de l'Institut de gestion des ressources de l'Université Chung-Ang, à Séoul (République de Corée). Des études sont en cours, notamment une enquête sur les systèmes de ressources des zones marginales, une étude détaillée de l'utilisation des ressources dans les ménages de pêcheurs, et la mise en valeur des hautes terres.



136. Enfin, l'Université, en coopération avec l'Académie des sciences de la République populaire de Chine est en train d'établir un institut dans le Nord-Est de la Chine, qui mènera des recherches sur les écosystèmes agricoles. Les négociations sont pratiquement terminées pour en faire un établissement associé; les activités de recherche et de formation devraient commencer à la fin de 1980.

a) Systèmes agro-sylvicoles

137. Dans les régions tropicales humides, le plus souvent, la croissance de la population et la progression de la demande d'aliments et de matières premières pour l'exportation exercent de fortes pressions sur les systèmes traditionnels qui se sont mis en place progressivement pour satisfaire les besoins de subsistance et les échanges locaux. L'intensification résultante de l'agriculture, qui emploie souvent des techniques importées mal adaptées aux conditions des tropiques, conduit presque toujours au cercle vicieux de la détérioration de l'environnement et de l'abaissement de la capacité productive.

138. Les systèmes agro-sylvicoles, qui conjuguent l'arboriculture et l'agriculture, et même parfois l'élevage, constituent l'un des instruments les plus prometteurs de soutien d'une productivité élevée, avec une minimisation des coûts sociaux et mésologiques. L'étude des pratiques traditionnelles d'utilisation des sols pourrait dégager des enseignements précieux pour le développement de techniques agro-sylvicoles adaptées à des conditions géographiques et culturelles variées.

139. Le Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale (CATIE) de Turrialba (Costa Rica), établissement associé à l'Université, sert de base au projet sur les systèmes agro-sylvicoles. Etablissement associé typique, le CATIE entreprend des recherches et une formation avancée, sous les auspices de l'Université, en recevant des boursiers de l'Université des Nations Unies; ceux qui sont déjà au travail ou ont été sélectionnés viennent de Thaïlande, du Kenya, du Nigéria et du Venezuela. Des recherches sont en cours sur les systèmes agro-sylvicoles traditionnels aussi bien que nouveaux, y compris l'utilisation des arbres dans les pâturages, en combinaison avec des cultures de plantes pérennes, servant de haies vives ou de moyens de stabiliser les pentes.

140. Des recherches sont également en cours sur les diverses possibilités de conjuguer les arbres et les cultures à l'Université de Chiang Mai, en Thaïlande; plusieurs boursiers de l'Université des Nations Unies venant de Thaïlande sont également allés faire des stages au CATIE, pour renforcer cette activité. D'autres possibilités de recherche et de formation sont à l'étude au Cameroun et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et on entretient des contacts étroits avec l'Union internationale des organisations de recherche forestière et le Conseil international de la recherche en agro-sylviculture, avec lequel l'organisation d'un séminaire sur les systèmes agro-sylvicoles en Afrique est prévue pour le début de 1981 - le troisième séminaire régional sur ce sujet. Le premier portait sur l'Amérique latine, et les travaux en ont été publiés en anglais et en espagnol, le second a rassemblé, en novembre 1979, des chercheurs de l'Asie du Sud-Est; le compte rendu des travaux de ce dernier est sous presse.

141. Etant donné l'accroissement récent de l'intérêt porté, dans le monde entier, à l'agro-sylviculture, le besoin de chercheurs ayant reçu une formation interdisciplinaire dans ce domaine se fait vivement sentir. Les efforts de formation conçus dans le cadre du projet sont destinés à faire face à ce besoin, mais il n'existe qu'un tout petit nombre d'établissements capables d'assurer cette formation.

Cette lacune signifie également que l'incidence des publications du programme est potentiellement très grande. Ces travaux de recherche paraissent essentiels pour la satisfaction des besoins conjugués de produits agricoles et de bois combustible de la population rurale des pays en développement, mais les moyens limités de financement consacrés à l'agro-sylviculture ne répondent pas aux besoins de recherche et de formation.

b) Systèmes hautes terres-basses terres

142. Dans les régions tropicales, les hautes terres ont généralement un environnement plus sain que les basses terres et ont donc souvent des populations plus denses - mais la base de ressources est relativement fragile. Une pression excessive exercée sur ces ressources des hautes terres entraîne souvent un déboisement trop poussé, avec pour effet la réaction en chaîne de l'érosion, des inondations et du dépôt de sédiments, avec des conséquences parfois graves pour la vie des habitants des plaines comme ceux des montagnes. Outre les interactions physiques, cependant, il existe des liens sociaux et économiques de plus en plus forts entre ces deux zones, qu'il importe de mieux connaître pour une gestion plus efficace de leurs ressources.

143. Les travaux menés à l'Université de Chiang Mai, dans le nord de la Thaïlande, ont d'abord consisté en la création de parcelles pilotes consacrées à l'agro-sylviculture et aux mesures de l'érosion et de la fertilité des sols. Cependant, l'introduction de nouvelles récoltes et la construction de routes, d'écoles et de dispensaires dans la région du projet illustrent les changements importants qui y ont désormais lieu, et l'effet de ces changements est mesuré avec soin à la faveur d'enquêtes socio-économiques.

144. L'année écoulée a vu, dans ce projet, l'exécution de la première phase des travaux sur place de l'effort de cartographie des risques de catastrophe en montagne, au Népal. En adaptant des techniques utilisées dans les Alpes suisses et dans les Rocheuses, une équipe multidisciplinaire de chercheurs tente de représenter sur une carte le degré de risque que posent les processus physiques tels que les glissements de terrain, la formation de rigoles et les inondations dans une zone aménagée en terrasses et cultivée de façon intensive, aux confins de la vallée de Katmandou. Au-delà de l'exercice effectif de cartographie, on entreprend un travail scientifique considérable afin de mieux connaître les processus géomorphiques. Des anthropologues établissent également une classification des risques de catastrophes et le degré de risque tel qu'il est perçu par la population locale, dont la connaissance est essentielle au succès de toutes mesures correctives. Le projet présente donc trois avantages principaux : a) l'établissement du prototype de carte des risques de catastrophe naturelle en montagne, qui devrait être utile à l'aménagement du territoire, la localisation des routes, etc.; b) une compréhension des causes des glissements de terrain et autres catastrophes en montagne et l'élaboration de techniques de gestion destinées à minimiser ces risques; et c) la formation d'un groupe de chercheurs népalais, grâce à des bourses de l'Université des Nations Unies et à une expérience sur le terrain, qui pourront continuer le travail de leur côté. Comme l'Université de Berne (Suisse) a joué un rôle essentiel dans ce projet, on prévoit d'établir un lien formel d'association avec elle en 1980.

c) Systèmes agro-aquatiques

145. En raison des pressions qui résultent du développement lui-même et de l'expansion de la production, d'une part, et des contraintes mésologiques si souvent présentes, de l'autre, un examen des interactions entre l'eau et le sol est essentiel

au développement à venir, notamment dans les zones côtières. Les marais d'eau douce, les rivières, les estuaires constituent une importante source de protéines sur de vastes zones, pour des populations qui sont souvent réduites à un régime alimentaire à peine suffisant. Des modifications du régime des eaux, causées par exemple par la réalisation de projets de développement, ou le déboisement peuvent perturber gravement le système économique et social local et réduire son assise de ressources. Le projet sur les systèmes agro-aquatiques cherche à mieux comprendre le fonctionnement d'une série de systèmes traditionnels, qui allient la production du sol et celle des masses d'eau, en vue d'élaborer des mesures, et de mettre en oeuvre des programmes de formation qui soient propices à une gestion plus efficace.

146. Dans ce réseau, l'établissement associé à l'Université est l'Université d'agronomie de Bogor, en Indonésie, qui s'emploie pour le moment à des travaux menés en Asie. On y entend actuellement une analyse du fonctionnement des mares poissonneuses d'eau saumâtre (tambak). On espère qu'en comprenant les interactions écologiques complexes au sein de ces tambak et avec les pratiques culturelles des hautes terres, on pourra élaborer des politiques de gestion qui s'appliquent à d'autres pays de la région. Le danger est que ces systèmes fragiles soient victimes de mesures imprudentes dans le bassin d'alimentation et dans les zones côtières adjacentes.

147. Une étude similaire a été mise en route dans le delta de la rivière des Perles près de Canton, en République populaire de Chine, où on observe l'existence de systèmes non moins complexes alliant des bassins piscicoles, des digues, la culture de mûriers et la sériculture. En association avec l'Institut de géographie de l'Académie chinoise des sciences, dans une première phase visant la compréhension du système et sa modernisation, on observe attentivement les flux d'éléments nutritifs et les flux énergétiques à l'oeuvre dans des bassins représentatifs.

148. Le Centre international pour les ressources aquatiques vivantes des Philippines et l'Université de Malaisie, à Kuala Lumpur, servent également de cadre à des travaux encouragés par l'Université sur les pêcheries côtières et en eau saumâtre. L'Université de Kagoshima (Japon) assure la formation de boursiers de l'Université des Nations Unies et est également le lieu d'un projet de recherche de petites dimensions sur l'influence des systèmes agricoles sur les pêcheries côtières. On prévoit que l'Université d'agronomie de Bogor jouera un rôle de plus en plus important dans la formation de boursiers de l'Université des Nations Unies à mesure que les résultats du projet de recherche deviendront disponibles.

149. Pour résumer, ce projet permet une compréhension fondamentale de l'impact du développement et des mutations des pratiques culturelles dans les hautes terres sur les divers systèmes de production de poisson en Asie du Sud-Est. En 1981, on étudiera plus avant les possibilités d'étendre le réseau à l'Asie du Sud.

#### d) Systèmes de ressources côtières

150. Etant donné le grand nombre d'agences des Nations Unies qui s'intéressent aux ressources de la mer et les contraintes d'effectifs et de financement de l'Université des Nations Unies, la mise en oeuvre du projet sur les zones côtières a été délibérément ralentie jusqu'au moment de la mise en place des trois premiers sous-programmes. La première réunion du groupe de travail ne s'est tenue qu'en 1978; on a recommandé de s'intéresser surtout aux zones côtières peu profondes, la première étape étant la mise en route d'une série de stages d'un an, dans les pays en développement.

151. Le premier de ces stages a commencé en Indonésie au milieu de 1979; le site choisi pour la formation sur le terrain est un delta voisin du site des études sur les tambak. Six jeunes chercheurs indonésiens reçoivent une formation aux techniques de recherche, d'enquête et d'analyse des problèmes qu'exige une bonne gestion des ressources côtières; ils rencontrent de temps en temps, d'une façon souple, les chercheurs du projet sur les systèmes agro-aquatiques. La période de formation commence et se termine par un séminaire; les travaux du premier de ces séminaires, en indonésien et en anglais, sont sous presse. En poursuivant cet effort, par un accroissement du nombre de stagiaires au cours des prochaines années, on s'efforcera de mettre en place un réseau auto-entretenu de personnes qualifiées dans le domaine de la gestion et de la recherche sur les zones côtières; on aura aussi de cette manière entrepris une série d'études destinées à illustrer certains des aspects de l'impact de l'activité humaine sur les zones côtières. On s'efforce également d'établir des programmes similaires au Moyen-Orient et en Amérique latine.

## 2. Evaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides

152. Un tiers de la surface des terres émergées est constitué de zones arides (y compris les zones hyperarides, et semi-arides). Quatorze pour cent au moins de la population mondiale vivent dans ces zones, le plus souvent dans une très grande pauvreté. Les zones arides les plus étendues se trouvent en Afrique, en Asie et en Australie, mais d'importantes régions de l'Amérique du Nord et du Sud sont également arides. Les projets de développement ne visent que rarement les habitants de ces zones. L'accroissement des pressions exercées sur le sol, en partie en raison de la croissance démographique et de la rupture des systèmes traditionnels d'allocation de ressources ont eu pour effet une réduction des possibilités, quand les précipitations sont insuffisantes. Le surpâturage et la coupe des arbres qui servent de bois combustible et de fourrage réduisent la productivité biologique, conduisant souvent à l'instauration d'un cercle vicieux entraînant une baisse dramatique du niveau de vie des habitants et l'extension des zones frappées d'aridité. Ce processus est appelé désertification, et la nature globale du problème a été soulignée par la Conférence tenue par les Nations Unies en 1977. Or y a dit clairement que les connaissances scientifiques et techniques accumulées au cours des dernières décennies étaient suffisantes, mais n'étaient pas véritablement appliquées à la résolution des problèmes des terres arides.

153. L'hypothèse de base du sous-programme est donc que les connaissances existantes suffiraient à atténuer la gravité des difficultés les plus immédiates si elles pouvaient être effectivement appliquées. En d'autres termes, il est nécessaire de mieux comprendre les processus humains, sociaux, économiques et politiques, car les connaissances strictement techniques négligeant ces facteurs se sont révélées insuffisantes.

154. Le sous-programme a été mis en route par une série d'études destinées à évaluer le flux d'information allant des chercheurs et des établissements d'enseignement aux planificateurs, aux responsables et aux habitants eux-mêmes. Il se poursuit par l'élaboration de propositions en vue d'une réorientation des projets de développement, et par la création d'un cadre plus efficace d'application des connaissances techniques. Le but ultime est d'améliorer la qualité de la vie des habitants des zones arides.

155. Les résultats des études qui ont été organisées sont sur le point d'être publiés, ou seront rapidement mis à la disposition des chercheurs qui travaillent sur les problèmes des terres arides. Cinq études sont déjà publiées, y compris l'une qui expose les difficultés du "développement" dans le Sultanat d'Oman et

dans les Emirats arabes unis; en outre les travaux de deux séminaires ont été publiés. La quatrième étude est un examen de plusieurs projets de développement au Soudan; elle présente des vues précieuses sur les problèmes liés à la planification et à l'exécution des projets de développement dans les zones arides, ainsi que leurs implications pour la recherche et la formation. En raison de son importance, ce rapport a été choisi comme document de base d'un séminaire qui se tiendra en 1981 et qui réunira plusieurs des responsables des projets étudiés. De cette manière, on espère identifier les obstacles qui s'opposent à l'application des connaissances scientifiques et suggérer les moyens d'action possibles, non seulement dans les régions étudiées au Soudan, mais aussi dans d'autres régions arides. Le cinquième rapport est une série d'études sur la manière dont la désertification est perçue. Il y aura là une contribution importante dans un domaine mal connu mais essentiel à l'exécution des projets : la manière dont les habitants des régions affectées perçoivent la désertification et les solutions envisagées.

156. A l'Université de Khartoum (Soudan), premier établissement associé au titre de ce sous-programme, 5 études d'évaluation des problèmes de l'application des connaissances sont près d'être terminées. Elles serviront de document de base pour un séminaire d'évaluation, qui se tiendra à la fin de 1980 ou au début de 1981. En outre, des liens avec l'Université de Swansea (Royaume-Uni) et l'Université de Hambourg contribuent au renforcement des activités de l'Université au Soudan. Un séminaire s'est tenu à Hambourg en octobre 1979 pour une discussion de l'évolution des travaux du sous-programme, un examen des priorités de recherche et de la structure et du fonctionnement du réseau mis en place en Afrique et l'établissement de programmes d'enseignement pour les activités de formation.

157. L'Université des Nouvelles-Galles-du-Sud en Australie est le second établissement associé, dans ce réseau, et constituera de plus en plus un moyen d'assurer la formation des boursiers de l'Université des Nations Unies à mesure de l'expansion du sous-programme. A cet égard, les liens étroits qu'elle entretient avec l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth sont particulièrement précieux, puisque les boursiers de l'Université des Nations Unies recevant une formation à l'Université des Nouvelles-Galles-du-Sud pourront travailler dans le cadre de certaines des divisions de cette organisation.

158. Au cours de l'année écoulée, l'Institut central de recherche sur les zones arides de Jodhpur (Inde) est devenu une unité de recherche et de formation. La recherche porte surtout sur les problèmes de la diffusion des résultats des recherches parmi les petits exploitants, et les premiers boursiers de l'Université des Nations Unies devraient y arriver à la fin de 1980.

159. Des journées d'étude ont eu lieu à Mexico, en février 1980, afin d'examiner les activités en cours en Amérique latine qui présentent un intérêt pour le sous-programme et d'exploiter les possibilités de coopération. A l'issue de ces journées d'étude et des visites sur le terrain qui ont eu lieu peu après, des unités de recherche et de formation sont mises en place dans les facultés d'agronomie de Saltillo (Mexique) et de Lima (Pérou).

### 3. Systèmes énergétiques pour les communautés rurales

160. La prise de conscience croissante, à l'échelle mondiale, de l'importance de l'énergie comme élément déterminant de la qualité de la vie a rendu de plus en plus patent le fait que dans la plupart des régions rurales des pays en développement, les niveaux de consommation d'énergie par habitant ont toujours été très faibles. Comme 60 p. 100 de la population mondiale habitent dans les villages des pays en

en développement, il est justifié de consacrer un sous-programme aux moyens de leur fournir de l'énergie. L'apport d'une quantité substantielle d'énergie à ces communautés ouvre de nombreuses perspectives nouvelles à la société rurale : accroissement de la production agricole et industrielle locale, meilleure conservation des écosystèmes locaux, notamment la végétation, accroissement du temps dont disposent les enfants pour leur travail scolaire et les mères pour les soins du ménage - de façon générale, l'occasion d'élargir les horizons de la société rurale en la mettant en mesure de prendre en main son propre développement technique et culturel.

161. Le sous-programme met l'accent sur les ressources énergétiques qui sont renouvelables et décentralisées, et, par là, adaptées à l'habitat dispersé de la plupart des régions rurales. Le principe retenu est que le problème de l'énergie doit être appréhendé dans le cadre d'un système complet dont les éléments sont fiables et renouvelables, et, dans toute la mesure du possible, prenant son assise sur les ressources humaines et matérielles locales. Des doutes ont récemment été émis sur la possibilité des segments les plus pauvres des communautés rurales d'accéder, en termes économiques, à l'électrification, une fois celle-ci réalisée. Ce facteur, venant s'ajouter au fait que les combustibles fossiles sont généralement trop coûteux pour la majorité de la population, souligne la nécessité de trouver d'autres solutions viables. L'objectif essentiel de ce sous-programme est donc une recherche multidisciplinaire et une formation avancée qui conduisent à l'élaboration d'une méthodologie propice à l'introduction de systèmes énergétiques reposant sur l'utilisation optimale des ressources énergétiques renouvelables comme l'énergie solaire, la conversion microbiologique, l'énergie éolienne, et plus généralement celles qui préservent un équilibre mésologique.

162. Le Programme sur les ressources naturelles comprenait, à l'origine, des études sur la structure et la consommation énergétiques en milieu rural, mettant l'accent sur l'utilisation de bois à brûler dans les pays en développement, dans le cadre d'une étude plus générale de l'environnement dans le tiers monde. Cependant, avec l'élargissement du thème des systèmes énergétiques, il a semblé plus judicieux d'inclure les recherches sur le bois combustible au sous-programme sur l'énergie. On s'emploie actuellement à étendre ce projet de l'Afrique, région initialement choisie, à d'autres zones, notamment l'Asie du Sud-Est.

163. Par le biais d'établissements existants, l'Université renforce la capacité des pays en développement d'entreprendre des recherches et de la formation dans le domaine des systèmes énergétiques. Cette activité a pour composante principale un service de dissémination de l'information aux chercheurs et aux ingénieurs des pays en développement, de façon à leur faire connaître les techniques qui seraient adaptées aux conditions locales, et de nouer des contacts avec des homologues travaillant sur des problèmes similaires dans d'autres pays en développement. On s'efforce également d'informer les chercheurs et les responsables des pays industrialisés du type de recherche dont ont besoin les pays en développement dans l'espoir que les établissements de ces pays souhaiteront entreprendre certaines de ces recherches.

#### a) Projets énergétiques intégrés

164. La principale méthode retenue par l'Université consiste à effectuer des recherches sur l'approvisionnement énergétique des communautés rurales, à la faveur d'études multidisciplinaires des structures traditionnelles de la consommation d'énergie et des besoins, sur les méthodes permettant d'améliorer les techniques traditionnelles et d'adapter les techniques nouvelles aux conditions locales, ainsi que sur les méthodes permettant une introduction effective de ces innovations en milieu rural. Pour cela, une série de projets énergétiques intégrés, à caractère expérimental, sont mis en place.

165. Comme l'Université reconnaît que les divers pays et les différentes communautés ont leur culture, leur priorité et leur motivation propres, et qu'ils sont dotés de ressources naturelles, humaines et économiques différentes, il est nécessaire de mettre en oeuvre ces projets expérimentaux dans des contextes géographiques, culturels et économiques variés. L'objectif de cette activité est d'élaborer une méthodologie de la planification et de la réalisation de systèmes énergétiques qui puisse être appliquée avec succès aux communautés rurales du monde entier. Il faut pour cela une compréhension complète des aspects économiques, socio-culturels, institutionnels, sanitaires et mésologiques locaux, tout comme des problèmes techniques posés. On met l'accent sur l'intégration de toutes les ressources énergétiques renouvelables existantes dans un seul système énergétique et, à son tour, sur l'intégration de celui-ci à la structure de la société locale. Chaque projet pilote comprend une composante de formation sur l'adaptation technique ainsi que sur le processus de sélection, d'intégration et d'introduction des éléments des nouveaux systèmes énergétiques et des systèmes traditionnels améliorés, dans de telles communautés.

166. Le premier projet énergétique intégré a été lancé en septembre 1978, en Algérie, où l'Organisme national de la recherche scientifique, établissement associé à l'Université, entreprend la planification et la réalisation du projet. Un village solaire intégré sera construit à Aïn Haneche, dans la commune d'Ouled-Sid-Brahim de la Wilaya de M'Sila, par le Centre de recherche en architecture et urbanisme de cet organisme.

167. Le projet algérien met en avant surtout l'architecture, les matériaux de construction et l'utilisation d'énergie, y compris l'application de l'énergie solaire à des tâches telles que le pompage, le chauffage et le dessalement de l'eau. Une station météorologique portative a été implantée, sur place, pour collecter des données sur la radiation solaire, les vents et les précipitations.

168. Un second projet est en cours en Tanzanie. On y met l'accent sur l'adaptation des systèmes énergétiques fondés sur les énergies renouvelables dans des villages ou structures traditionnels plutôt que sur la construction d'un nouveau village comme en Algérie. Un centre de recherche énergétique rurale est en cours d'établissement à Dodoma, la nouvelle capitale du pays; en raison de l'afflux de population dans cette nouvelle capitale, les villages de la région risquent d'être privés de leurs ressources énergétiques présentes et le Centre s'emploiera à développer des systèmes énergétiques capables de doter six villages, dans des emplacements différents, de ressources énergétiques non classiques. Le gaz de fermentation, l'énergie éolienne et les techniques solaires voulues seront employés.

169. En dehors de ces activités, une mission d'évaluation s'est rendue en Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est; les discussions se poursuivent sur divers projets possibles dans ces régions, ainsi que dans d'autres parties de l'Afrique.

170. Un séminaire a été organisé, dans le cadre du sous-programme, à Arusha (Tanzanie) en mars 1980; il a été l'occasion d'échanges d'informations entre participants représentant plus de 10 équipes travaillant sur des projets de systèmes énergétiques ruraux, dans le monde entier. On a ainsi rassemblé de précieuses informations techniques et méthodologiques sur ce genre de projet et établi des contacts en vue de l'expansion à venir du réseau du sous-programme.

171. Des discussions sont également en cours en vue de l'établissement d'unités de formation dans le domaine de l'énergie solaire, notamment les techniques applicables au monde rural, en Inde et en France; il est prévu que des stages de formation seront mis en place à la fin de 1980 et au début de 1981.

172. A la fin de mai 1979, à Atlanta (Géorgie, Etats-Unis), l'Université a organisé, en coopération avec le Congrès international sur l'énergie solaire, un séminaire sur les techniques solaires en milieu rural. L'objet de cette réunion était de rassembler des informations sur 12 études de cas d'introduction des techniques énergétiques solaires en milieu rural dans les pays en développement. Les travaux des deux réunions seront publiés; ils constitueront les premières publications complètes consacrées aux résultats obtenus à partir de l'introduction de techniques énergétiques renouvelables en milieu rural.

b) Projet portant sur le bois combustible

173. La principale source d'énergie, pratiquement dans tous les pays en développement, et certainement en milieu rural, reste le bois combustible. Ce fait entraîne un rapide déboisement, et même, dans de nombreuses parties du monde, un processus de désertification. Même si des percées technologiques inattendues se produisaient dans le domaine de l'énergie solaire, le bois resterait, pendant de nombreuses années encore, le combustible le plus commun pour la majorité de la population mondiale. En outre, il est nécessaire de comprendre le fonctionnement des systèmes énergétiques ruraux existants avant de commencer à introduire des innovations techniques. Pour ces raisons, ce projet comporte plusieurs études sur l'utilisation et la consommation de bois combustible à l'échelle locale et à celle du monde entier.

174. A l'Université d'Ife, dans l'Etat du Sud-Ouest du Nigéria, une étude complète de la production, de la distribution, de l'utilisation du bois combustible et des autres formes d'énergie est sur le point d'être achevée. On y étudie les systèmes énergétiques le long d'axes partant des centres urbains d'Ibadan, d'Ife et d'Ogbomoshu vers les régions rurales, et le projet consiste à rassembler une masse de données nécessaires à la formation d'une politique énergétique efficace et l'introduction éventuelle de plantations de bois, pour la combustion, ou celle de l'énergie solaire. Des boursiers de l'Université des Nations Unies venant de pays où les conditions sont similaires travaillent aussi dans ce projet pendant une période allant jusqu'à un an, avant de rentrer dans leur pays pour appliquer l'expérience ainsi nouvellement acquise. La Fondation Ford a accordé son concours à ce projet.

175. Un projet similaire, mais à plus petite échelle, commence juste en Malaisie. L'étude consistera à comparer les systèmes énergétiques sur les côtes occidentale et orientale de la Malaisie, et on envisage des échanges de boursiers de l'Université des Nations Unies avec le projet d'Ife.

176. A l'échelle mondiale, on est sur le point d'achever une étude complète de l'utilisation du bois et du charbon de bois dans les zones en développement de l'hémisphère oriental. La publication qui en résultera devrait faire apparaître clairement l'état de dépendance dans lequel se trouve le monde rural en développement à l'égard du bois, et les conséquences que cela a sur l'environnement. Une étude similaire est envisagée en Amérique latine.



177. Les travaux du séminaire tenu en 1978 à l'Université d'Ife ont été publiés cette année. Un autre séminaire organisé en mai 1980 à Bordeaux (France) a réuni des spécialistes de l'énergie et de l'utilisation du bois dans les communautés rurales, et les travaux de ce séminaire seront également publiés.

c) Energie géothermique

178. En raison de l'intérêt croissant porté à la question de l'énergie dans le monde entier, l'énergie géothermique se présente sous un jour nouveau dans les pays en développement où cette ressource est présente. En raison de cet intérêt nouveau, et du fait que l'énergie géothermique, dans certains pays, peut représenter, d'un point de vue mésologique et économique, un apport énergétique non négligeable, un programme de formation pratique à haut niveau dans ce domaine a été organisé par l'Université en coopération avec l'Agence nationale de l'énergie du Gouvernement de l'Islande, avec l'aide de l'Université de l'Islande.

179. Ce programme consiste en une série de 8 enseignements courts sur des aspects particuliers de la géothermie. A l'ouverture du stage, en 1979, deux boursiers de l'Université des Nations Unies venaient des Philippines et deux boursiers spéciaux de la République populaire de Chine. Dans le stage de 1980, il y a 6 boursiers venus de la République populaire de Chine, d'El Salvador, du Honduras et des Philippines.

180. L'Université a également organisé un comité consultatif permanent sur la formation dans le domaine de l'énergie géothermique qui se réunira tous les deux ans pour passer en revue les programmes internationaux de formation existants. La première réunion de ce comité est prévue pour novembre 1980 à Pise (Italie). Les participants représenteront les agences des Nations Unies intéressées comme le PNUD et l'UNESCO, qui organisent déjà pour les Nations Unies des stages de formation en Italie, au Japon et en Nouvelle-Zélande, ainsi que des responsables de projets de développement de la géothermie dans plusieurs pays en développement.

d) Dissémination de l'information

181. Un programme de dissémination de l'information conçu pour rompre l'isolement dans lequel se trouvent les chercheurs des pays en développement travaillant dans le domaine de l'énergie solaire, de la conversion microbiologique et des techniques de l'énergie éolienne a été lancé par l'Université en janvier 1979, avec la publication d'un mensuel, ASSET : Abstracts of Selected Solar Energy Technology. Quelque 500 chercheurs et ingénieurs de 80 pays en développement participent actuellement au réseau d'échange d'informations d'ASSET; ASSET est distribué gratuitement aux participants et reçoit des exemplaires de leurs propres communications scientifiques, qui sont résumées dans cette publication. Chaque numéro comprend ainsi des résumés bibliographiques d'ouvrages, d'articles, de rapports et de travaux de conférence publiés récemment, et d'intérêt pour les communautés rurales des pays en développement, ainsi que de nombreux articles écrits par des chercheurs du réseau. On étudie actuellement la possibilité de publier une édition française d'ASSET. On cherche aussi, par le biais de la diffusion d'ASSET, à informer les chercheurs et les responsables des pays industrialisés du type de recherche dont les pays en développement ont besoin; on prévoit que des institutions de ces pays souhaiteront entreprendre certaines de ces recherches.

182. Des travaux sont également en cours sur une série de monographies traitant les sources d'énergie renouvelables et leur utilisation possible. Ces monographies donnent des informations à jour sur : a) l'état des travaux concernant ces techniques énergétiques et leur intérêt pour les pays en développement; b) les techniques traditionnelles jusqu'ici négligées, et les principes de leur fonctionnement; et c) les aspects sociaux, culturels, économiques, mésologiques et institutionnels de l'introduction de ces techniques dans les pays en développement. Les premières monographies de la série paraîtront au second semestre de 1981.

183. Il faut aussi mentionner une publication du sous-programme énergétique : Renewable Energy Prospects. Cet ouvrage comprend l'ensemble des travaux d'une conférence organisée à Honolulu (Hawaii, Etats-Unis), en janvier 1979, sous les auspices de l'Université, sur les stratégies énergétiques qui ne reposeraient pas sur les combustibles fossiles ou l'énergie nucléaire. Du fait de la venue d'un grand nombre de chercheurs éminents dans le domaine énergétique, la Conférence a présenté une grande importance, et les travaux contenus dans ce volume (publié par Pergamon Press, à Oxford, Royaume-Uni) devraient avoir un large impact.

#### D. Réseau du programme

184. Le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles a constitué le réseau suivant :

##### 1. Etablissements associés

###### i) Actuels

- a) Université d'agronomie de Bogor, Bogor (Indonésie)
- b) Université de Chiang Mai, Chiang Mai (Thaïlande)
- c) Agence nationale de l'énergie, Reykjavik (Islande)
- d) Organisme national de la recherche scientifique, Alger (Algérie)
- e) Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale, Turrialba (Costa Rica)
- f) Université du Colorado, Boulder, Colorado (Etats-Unis)
- g) Université d'Ife, Ile-Ife (Nigéria)
- h) Université de Khartoum, Khartoum (Soudan)
- i) Université des Nouvelles-Galles-du-Sud, Sydney (Australie)

###### ii) Projetés

- a) Académie chinoise des sciences, Pékin (République populaire de Chine)
- b) Université de Berne, Berne (Suisse)

##### 2. Unités de recherche et de formation

###### i) Actuelles

- a) Institut central de recherches sur les zones arides, Jodhpur (Inde)
- b) Université Chung-Ang, Séoul (République de Corée)
- c) Institut de géographie, Academia Sinica, Canton (République populaire de Chine)
- d) Institut international de recherches aériennes et des sciences de la Terre, Enschede (Pays-Bas)

- e) Université de Kagoshima (Japon)
- f) Institut national d'océanologie de l'Institut indonésien des sciences, Djakarta (Indonésie)
- g) Institut national de la science et de la technologie, Manille (Philippines)
- h) Commission nationale de planification, Katmandou (Népal)
- i) Conseil national tanzanien de la recherche scientifique, Dar es-Salaam (Tanzanie)
- j) Université de Kyushu, Fukuoka (Japon)
- k) Université de Malaisie, Kuala Lumpur (Malaisie)
- l) Université de Paouasie-Nouvelle-Guinée, Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée)
- m) Université de Swansea (Royaume-Uni)

ii) Projetées

- a) Université d'agronomie, La Molina, Lima (Pérou)
- b) Université autonome d'agronomie Antonio Narro, Saltillo (Mexique)
- c) East-West Center, Honolulu (Hawaii, Etats-Unis)
- d) Centre de développement des pêcheries de l'Asie du Sud-Est, Manille (Philippines)
- e) Université de Hambourg (République fédérale d'Allemagne)

E. Réunions et séminaires

185. Au cours de l'année considérée, les réunions et séminaires suivants ont été organisés dans le cadre du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles :

- |    |                              |  |
|----|------------------------------|--|
| a) | 9-11 juillet 1979            | Réunion sur la gestion des zones côtières, Djakarta (Indonésie)  |
| b) | 12-18 septembre 1979         | Séminaire sur la gestion des zones côtières, Djakarta (Indonésie)  |
| c) | 10-30 septembre 1979         | Stage de formation sur la gestion des zones côtières, Djakarta (Indonésie)   |
| d) | 24 septembre-5 octobre 1979  | Séminaire sur le développement et la gestion des zones côtières de la région des Caraïbes, Mexico (en coopération avec la Commission océanographique intergouvernementale) |
| e) | 29 octobre-1er novembre 1979 | Séminaire sur la formation à la gestion des zones arides, Hambourg (République fédérale d'Allemagne)   |
| f) | 3 novembre 1979              | Réunion sur les systèmes de données pour le développement et la gestion des ressources dans les pays en développement, Hambourg (République fédérale d'Allemagne)          |
| g) | 12-16 novembre 1979          | Séminaire sur l'agro-sylviculture au service des communautés rurales, Chiang Mai (Thaïlande)   |

- h) 11-14 décembre 1979                      Journées d'études communes au Programme mondial contre la faim et au Programme sur les ressources naturelles sur la conversion microbiologique des résidus organiques, Bali (Indonésie)
- i) 21-25 janvier 1980                      Réunion commune des comités consultatifs des programmes, Tokyo (Japon)
- j) 25-29 février 1980                      Séminaire sur la gestion des terres arides, Saltillo (Mexique)
- k) 3-7 mars 1980                              Séminaire sur les interactions énergie/ climat, Münster (République fédérale d'Allemagne)
- l) 24-28 mars 1980                            Séminaire sur l'énergie pour les communautés rurales, Arusha (Tanzanie)
- m) 5-10 mai 1980                            Séminaire sur les combustibles et l'énergie pour les communautés rurales dans le tiers monde, Bordeaux (France)
- n) 11-14 mai 1980                            Réunion du Groupe de travail sur la gestion des terres arides en Afrique francophone, Paris (France)

#### F. Publications

186. Pendant l'année écoulée, le Programme a publié les ouvrages suivants :

- a) "Development Projects in the Sudan : An Analysis of Their Reports with Implications for Research and Training in Arid Lands Management", Heinz-Ulrich Thimm
- b) "Workshop on Arid Lands Management in the Sudan", édité par J. A. Mabbutt
- c) "Conservation and Development in Northern Thailand : Proceedings of a Programmatic Workshop on Agro-Forestry and Highland-Lowland Interactive Systems", édité par J. D. Ives, S. Sabhasri et P. Voraurai
- d) "Renewable Energy Prospects : Proceedings of a Conference on Non-Fossil Fuel and Non-Nuclear Fuel Energy Strategies", édité par W. Manshard, S. H. Matthews et H. Brown (publié par Pergamon Press, Oxford et New York)
- e) "Rural Energy Systems in the Humid Tropics", édité par W. B. Morgan et R. P. Moss
- f) "Social and Environmental Aspects of Desertification", édité par J. A. Mabbutt et A. W. Wilson
- g) "Proceedings of Jakarta Workshop on Coastal Resources Management", édité par C. F. Bird et A. Soegiarto

- h) "Bedouins, Wealth and Change : A Study of Rural Development in the United Arab Emirates and the Sultanate of Oman", Rainer Cordes et Fred Scholz
- i) "Séminaire sur l'énergie solaire pour les communautés rurales"
- j) "Spatial Factors in Resource Systems", Dennis A. Rondinelli
- k) "Perception of Desertification", édité par R. L. Heathcote
- l) "ASSET : Abstracts of Selected Solar Energy Technology", volume 1, du numéro 7 (juillet 1979) au volume 2, numéro 6 (juin 1980).

## V. ACTIVITES INTERPROGRAMMES

### A. Introduction

187. D'emblée, les interactions entre les trois programmes ont été encouragées, car c'était là la conséquence logique de la volonté d'aborder les problèmes mondiaux de façon interdisciplinaire. Comme l'Université cherche à trouver des solutions pratiques et non pas seulement à collecter des données détaillées, elle doit combiner des connaissances empruntées à de nombreuses disciplines.

188. Une interdisciplinarité de fait caractérise l'activité quotidienne de l'Université, surtout depuis que des convergences naturelles entre les activités des programmes sont apparues au grand jour, ce qui est le cas pratiquement lors de toutes les réunions réunissant des représentants des trois programmes.

189. La structuration formelle de l'interaction, cependant, est un processus qui prend du temps, et cela est apparu clairement quand l'Université a commencé à mettre en oeuvre les activités communes à plusieurs programmes. Les universités traditionnelles ont souvent elles-mêmes eu du mal à mettre en oeuvre la multidisciplinarité; les problèmes deviennent encore plus redoutables quand on s'efforce d'intégrer le savoir d'hommes de science venant d'horizons culturels et d'écoles de pensée différents.

190. Néanmoins, d'importants progrès ont été faits au cours des cinq premières années. Les trois premières réunions annuelles communes aux comités consultatifs des programmes se sont révélées très fécondes. Elles ont beaucoup aidé l'Université à conceptualiser et à organiser une recherche interdisciplinaire sur les problèmes mondiaux et leurs éventuelles solutions.

### B. Activités

191. L'interaction entre les trois programmes de l'Université s'est concrétisée par : a) une étude du rôle des femmes dans la conservation des aliments après les récoltes, organisée par le Programme mondial contre la faim et par le Programme de développement humain et social, par le biais d'une série de journées d'étude et d'études de cas dans cinq pays, b) une analyse des techniques nécessaires au développement rural, à la faveur d'une série de réunions scientifiques organisées par le Programme de développement humain et social et par le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles, c) une analyse de l'état des travaux dans le domaine de l'éducation au service du développement, au cours d'une réunion organisée en septembre 1979 par les trois programmes, pour servir de base à l'activité de l'Université dans ce domaine, et d) la poursuite des activités de recherche et de formation dans le domaine de la conversion biologique des résidus organiques pour les communautés rurales, organisée conjointement par le Programme mondial contre la faim et par le Programme sur les ressources naturelles.

#### 1. Le rôle des femmes dans la conservation post-culturale

192. Une réunion consultative pour le lancement de ce projet commun au Programme mondial contre la faim et au Programme de développement humain et social a été organisée à Tokyo en septembre 1979. Un document d'introduction sur le rôle et le statut des femmes dans la conservation des aliments après les récoltes est en cours de préparation. Une série d'études de cas seront entreprises au Costa Rica, en Inde,

en Indonésie, à Sri Lanka et en Tanzanie par des équipes de chercheuses, y compris, dans chaque cas, une nutritionniste/technicienne de l'alimentation et une sociologue. L'étude complète sera résumée dans le Food and Nutrition Bulletin et on publiera sous forme de livre une analyse de l'ensemble de la question ainsi que chacune des quatre études de cas.

## 2. La technique au service du développement rural

193. Ce projet, mis en route aux Philippines, repose sur l'hypothèse que des efforts particuliers sont nécessaires à la fois pour le développement, par des efforts endogènes, de nouvelles techniques viables et pour l'adaptation des techniques existantes aux besoins de développement de chaque société rurale.

194. La première phase de ce projet commun a commencé en 1979 avec un stage de formation du Programme sur les ressources naturelles à l'intention de six jeunes chercheurs de l'Institut national philippin de la science et de la technologie. Avec l'aide de spécialistes des sciences exactes et des sciences sociales, les stagiaires rassemblent et analysent des données sur les ressources renouvelables et sur l'utilisation de l'énergie dans un village de la province de Laguna, dans l'île de Luzon. On accorde un intérêt particulier aux pratiques locales d'assolement, aux systèmes traditionnels de culture sur brûlis et à la consommation de bois à brûler. Cette étude de l'état actuel des systèmes traditionnels d'utilisation des ressources dans les villages et des paramètres socio-économiques correspondants sera utilisée pour l'analyse des possibilités d'introduire des innovations techniques.

195. On collecte actuellement des données du même ordre dans un village de Palawan, dans le cadre d'un projet du Programme de développement humain et social sur l'échange des techniques traditionnelles. En comparant les données venant des deux villages et en étudiant les effets de changements introduits prudemment, on comprendra mieux le processus et la diffusion de changements au niveau local.

## 3. L'éducation au service du développement

196. Ce projet repose sur l'hypothèse que l'enseignement est l'un des instruments fondamentaux de la transformation sociale. Il s'agit là d'une activité inter-programme dans laquelle le Programme de développement humain et social jouerait un rôle de coordination avec la participation active des deux autres programmes. En septembre 1979, un groupe de travail s'est réuni à l'Université de Sussex (Royaume-Uni); il comprenait des participants venus de nombreuses régions du monde, y compris des représentants des trois programmes de l'Université, afin d'examiner les structures éducatives existantes et les méthodes de formation, ainsi que les expériences novatrices faites dans le domaine de l'éducation et du processus d'apprentissage. Les journées d'étude du Sussex ont permis d'examiner l'orientation générale que devrait avoir un tel projet, dans le cadre des dispositions de la Charte; on a recommandé que les objectifs potentiels en soient examinés largement au sein de l'Université, puisque, clairement, ils devraient englober le travail accompli dans les trois programmes.

## 4. Conversion microbiologique des résidus organiques pour les communautés rurales

197. La conversion microbiologique représente un dénominateur commun au Programme mondial contre la faim, qui cherche à améliorer la nutrition, et au Programme sur les ressources naturelles, qui se préoccupe d'une meilleure gestion des matières

premières et de l'énergie, et d'une protection de l'environnement. La conversion microbiologique est une question qui touche à celles de la production agricole, de l'alimentation, de la digestibilité et de la sécurité des aliments donnés au bétail, et du traitement des déchets engendrés au cours de la production et de la consommation des aliments par les hommes et par les animaux.

198. Les travaux de la conférence sur l'état de la question de la conversion microbiologique, tenue au Guatemala en 1978, ont été publiés par l'Université au cours de l'année écoulée. Cette publication constitue un examen complet des études faites dans le domaine de la conversion microbiologique et qui s'applique au milieu rural.

199. Un second séminaire, tenu à Bali (Indonésie) en décembre 1979, a abordé la question de la conversion microbiologique des déchets lignocellulosiques et amylacés. On a ainsi attiré l'attention sur les grandes quantités de déchets provenant de l'exportation des bananes, de l'huile de palme, de l'hévéas et de la noix de coco, notamment, en Asie du Sud-Est. Cette réunion, organisée par l'Université en coopération avec les gouvernements indonésien et néerlandais, a aussi abordé la possibilité de mettre en oeuvre un projet dans le domaine de la conversion microbiologique avec le concours des Pays-Bas.

200. L'Université a également apporté son concours au lancement d'un projet d'étude de la conversion microbiologique au niveau du village, à Madras (Inde). Un second projet a également été mis en route au Chili pour étudier la conversion microbiologique en sucres des résidus celluloses. Le réseau d'activités sera étendu en 1981, notamment dans le domaine du gaz de fermentation.

## VI. ACTIVITES DE SOUTIEN DES PROGRAMMES

### A. Services culturels

201. Cette section sert les trois programmes de l'Université en disséminant les connaissances engendrées dans leur cadre ou venant d'autres sources, et en mettant à leur disposition les éléments de documentation nécessaires à leurs activités. Ces fonctions comprennent les publications, la bibliothèque du siège de l'Université des Nations Unies et le service de documentation.

#### 1. Publications

202. Le programme de publications de l'Université a continué de s'étendre au cours de l'année écoulée à mesure du développement des recherches effectuées. Le Food and Nutrition Bulletin, publié chaque trimestre, et ASSET (Abstracts of Selected Solar Energy Technology), mensuel, ont un nombre croissant de lecteurs.

203. Le Food and Nutrition Bulletin publie des articles scientifiques et des informations techniques sur le problème de la faim dans le monde et sur les efforts faits pour lutter contre elle, en donnant une place de choix aux travaux du Programme mondial contre la faim. Publié en collaboration avec le sous-comité de la nutrition du Comité administratif de coordination des Nations Unies, il prend la relève du Bulletin du PAG, publié naguère par le groupe consultatif des Nations Unies sur les protéines et les calories. AESSET contient des résumés des ouvrages, articles, rapports et documents de conférence actuellement disponibles, en mettant l'accent sur l'information qui présente un intérêt pour les communautés rurales des pays en développement;



cette publication constitue la pièce maîtresse d'un réseau d'information réunissant les chercheurs et les ingénieurs des pays en développement dans le domaine de l'énergie solaire, qui sont parfois isolés les uns des autres ou coupés de sources précieuses d'information.

204. Au cours de l'année écoulée, l'Université a également publié 115 ouvrages destinés à informer les chercheurs de l'activité de ses programmes. Les trois programmes ont ainsi enrichi leur série de publications.

205. La série de publications techniques du Programme mondial contre la faim s'est étendue avec la publication de rapports rendant compte des journées d'étude, des conférences et autres réunions organisées par le Programme. La série permet une large dissémination des informations dont il est fait état au cours de telles réunions.

206. Le Programme de développement humain et social a enrichi de plusieurs titres ses trois séries de publications : la série de publications sur le développement, la série de documents de recherche et la série de documents de programme. Les trois séries servent à approfondir le dialogue international et accroître la dissémination de l'information sur les nouvelles conceptions du développement et les méthodes et politiques mises en oeuvre dans ce domaine, telles qu'elles sont discutées et analysées au cours de réunions organisées dans le monde entier.

207. Le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles a étendu sa série de publications techniques et sa série de rapports techniques, dans lesquels sont exposés les résultats des recherches et publiés les rapports des réunions et les rapports sur l'état des questions entrant dans le domaine du Programme. Les publications de ces deux séries sont conçues à l'intention des spécialistes des sciences de l'environnement, des géographes et des agronomes, mais aussi pour les chercheurs en sciences sociales et les spécialistes du développement qui s'intéressent au développement rural.

208. Au cours de l'année écoulée, l'Université a passé des contrats à l'extérieur pour plusieurs de ses publications, avec des organismes publics ou privés afin d'organiser une dissémination optimale des connaissances au moindre coût. Ces maisons d'édition comprennent Oxford University Press, Pergamon Press, l'Institut international de recherche sur le riz et Sijthoff & Noordhoff (Pays-Bas). En outre, l'Université a accru le nombre de ses correcteurs d'épreuves, au siège et en dehors.

209. A mesure de l'accroissement du nombre de publications, l'Université a amélioré son système de distribution, en y incluant les bibliothèques de dépôt et en désignant des distributeurs nationaux officiels. On s'est également employé à améliorer la liste d'adresses pour la diffusion des documents officiels et des travaux des programmes.

## 2. Service de documentation et bibliothèque

210. Le service de documentation se développe régulièrement. La bibliothèque du siège de l'Université comprend un nombre croissant de volumes et le système de recouvrement en liaison directe est maintenant opérationnel. L'ordinateur des services culturels assure également le contrôle du budget et les opérations d'adressage.

## B. Services de l'information

211. Les services de l'information ont pour but de faire mieux connaître et comprendre l'Université à la presse, aux responsables - notamment dans la communauté scientifique, les milieux administratifs et les organisations internationales - afin de tenter d'obtenir leur concours à ses activités et à ses buts.

212. Les principales méthodes utilisées à cette fin au cours de la période écoulée sont le mot imprimé, l'information communiquée aux grands organes de presse et la diffusion d'un film.

213. La Newsletter est publiée chaque trimestre; elle couvre les activités de l'Université dans sa partie consacrée proprement à l'information et dans son supplément "Travaux en cours". On y publie notamment des articles qui expliquent de façon simple et directe le fonctionnement effectif des réseaux de l'Université au niveau des chercheurs.

214. A la fin de l'année écoulée, la Newsletter a commencé à paraître dans une présentation et un format nouveaux. Ce changement était destiné à permettre un traitement plus approfondi des activités de l'Université mais aussi à faciliter la tâche des lecteurs très occupés ne s'intéressant qu'à quelques aspects. Si on a préféré en accroître la taille plutôt que la fréquence des numéros, c'est surtout pour des raisons de coût.

215. La Newsletter est actuellement publiée à 28 000 exemplaires au total, en quatre langues; elle représente ainsi l'organe d'information le plus important de l'Université et, pour cette raison, s'adresse nécessairement à des catégories de lecteurs dont les préoccupations et les points de vue sont très variés.

216. Le nombre d'exemplaires s'est accru d'environ 5 000 au cours de l'année. Dans le même temps, la qualité de la distribution était améliorée. Environ 4 000 adresses dont l'intérêt n'était pas certain ont été retirées. On a vérifié les besoins des centres d'information sur les Nations Unies et de certains bureaux du PNUD et on a ainsi accru considérablement les envois. Des vérifications similaires ont été entreprises avec d'autres organisations. Un système de "nettoyage" des listes d'adresses a été mis en place permettant de s'assurer que les destinataires désiraient bien recevoir le bulletin, au moyen d'un questionnaire utilisable par l'ordinateur; quand ce questionnaire est laissé sans réponse, l'envoi est interrompu. A la fin de l'année ce questionnaire avait été envoyé à la plupart des destinataires européens.

217. L'amélioration de la liste d'adresses de la Newsletter représente une entreprise à long terme, mais un bon départ a été opéré au cours de l'année écoulée.

218. Afin de réduire les coûts de l'affranchissement des envois à partir de Tokyo, une décentralisation a été effectuée. Le Conseil américain pour l'Université des Nations Unies se charge des destinataires de l'Amérique du Nord, le Bureau de liaison de New York assure la distribution aux délégations et aux services des Nations Unies et le Bureau de liaison de l'Université à Londres dessert la plupart des pays européens.

219. La gamme de publications des services de l'information de l'Université est désormais la suivante : Newsletter, rapport annuel illustré, brochure de l'UNU, "L'UNU en quelques mots". Chacune de ces publications a un objet spécifique et

une catégorie de lecteurs donnée. Pour la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, une brochure spéciale a été rédigée et imprimée à bref délai, enrichissant ainsi utilement la série.

220. En raison du succès de la brochure illustrée "Troisième année", une brochure "Quatrième année" a été produite. Des difficultés d'impression en ont retardé la sortie. On estime généralement que ces brochures annuelles illustrées répondent à un besoin important. Bien que le rapport annuel officiel contienne la plupart des informations que le lecteur pourrait souhaiter sur l'Université, elles sont inévitablement présentées sous une forme dense et peu attrayante; et leurs utilisateurs sont, pour l'essentiel, ceux qui s'intéressent déjà à l'Université. La brochure illustrée permet par contre de toucher un plus grand nombre de personnes, de par sa présentation attrayante et l'accès facile aux données factuelles et aux chiffres.

221. Au cours de l'année, l'Université a pris l'importante initiative, approuvée par le Conseil, de devenir coéditeur du périodique des Nations Unies intitulé Development Forum (Forum du développement). L'accord est entré en vigueur le 1er mars 1980, pour une période de deux ans, et il est donc trop tôt pour juger si les objectifs ont été atteints. Ceux-ci sont : d'établir, plus rapidement et plus économiquement que cela ne serait possible par d'autres moyens, une présence facilement reconnaissable, complète et appropriée, de l'Université dans les cercles internationaux qui influent sur l'opinion et sur les décisions, qui intéressent particulièrement l'Université, en premier lieu; de contribuer à la réalisation de la fonction de l'Université telle que définie dans la Charte, la dissémination des connaissances "en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies", en second lieu; et enfin, de contribuer à l'objectif de l'Université de s'affirmer comme "forum" critique sur les questions de développement.

222. Au cours de l'année écoulée, l'Université a continué de rencontrer des succès, modestes, dans la manière dont ses buts et ses activités sont couverts par les grands moyens d'information. Plusieurs articles ont résulté des informations données à la faveur de la tenue de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, notamment dans "New Scientist" qui bénéficie d'une diffusion internationale; en outre, deux articles intéressants sur l'Université ont été publiés par le journal de la CNUSTD lui aussi largement distribué.

223. Un article d'intérêt général sur l'Université écrit par le correspondant aux Nations Unies de Gemini News Agency a été largement utilisé dans des journaux du tiers monde. En outre, un article d'une page a paru dans le Times Higher Educational Supplement, et le Guardian (de Londres) a publié un article sur les projets de l'Université dans le domaine de l'énergie solaire, qui a suscité plus de 60 demandes d'information. La publication japonaise en langue anglaise, de diffusion internationale, PHP, a publié une longue interview du Recteur à propos de l'Université. Le service Third World Media a diffusé deux articles sur l'Université. Le service BBC outre-mer a présenté l'Université, et notamment le Programme de développement humain et social, à la faveur d'une émission de 30 minutes, également reprise dans plusieurs langues. De nombreux articles sont parus dans des publications locales à l'occasion de réunions, de journées d'étude ou de visites sur le terrain de l'Université; en outre, des articles écrits par des membres du personnel du Programme ont paru dans plusieurs publications scientifiques ou spécialisées.

224. En dépit de la publicité qui vient d'être évoquée brièvement, il est apparu clairement, au cours de l'année, qu'à sa phase actuelle de développement, les activités de l'Université ne suscitent qu'un intérêt limité des grands organes de presse. Ses activités n'ont pas une échelle suffisante pour attirer l'attention, et leur qualité ne peut être prouvée que par leurs résultats, qui ne sont pas encore disponibles. La conception de l'Université continue d'être intéressante en soi, mais elle ne peut être présentée qu'une fois par chaque grand journal, ce qui n'a qu'un effet limité et transitoire. Cette difficulté souligne la nécessité d'accroître l'effort que déploient les services de l'information pour extraire en quelque sorte ce qui, dans les activités des programmes, constitue des informations nouvelles de façon à exposer celles-ci de façon aussi efficace que possible.

225. Au Japon, les services de l'information ont obtenu une couverture assez satisfaisante, dans la presse, des événements ou des déclarations. Cependant, la substance même des programmes de l'Université a été moins souvent évoquée.

226. La Fédération nationale des associations pour l'UNESCO et l'Association japonaise pour les Nations Unies publient régulièrement des articles sur l'Université dans leurs bulletins mensuels, diffusés au total à 52 000 exemplaires. La Newsletter et le rapport annuel sont envoyés à 240 associations pour l'UNESCO et à 47 chapitres de l'Association pour les Nations Unies, dans l'ensemble du Japon. Les deux organisations ont contribué à la promotion de la version japonaise du film sur l'Université des Nations Unies et ainsi celui-ci a été projeté 50 fois en divers points du pays. D'autres organisations ont également demandé à projeter le film et un flux régulier, mais relativement peu important, de demandes à cet effet a été reçu (60 au total). La promotion du film et sa distribution sont désormais assurées par deux sociétés qui se spécialisent dans la distribution de films à des fins éducatives, et, ainsi, le film pourra être projeté dans de nombreuses écoles et universités.

227. Pour faire mieux connaître l'Université au Japon et pour démontrer qu'elle représente un moyen d'activer les échanges intellectuels internationaux, les services de l'information ont organisé en coopération avec le Centre d'information sur les Nations Unies ou le FISE trois importantes séminaires sur les Nations Unies ou sur les questions du développement. Ces séminaires ont été utiles, mais il faudrait multiplier leur nombre et accroître leurs dimensions, et leur donner les prolongements voulus. Les services de l'information ont également tenté de donner un retentissement à la venue des membres du Conseil et des comités consultatifs à Tokyo, par l'organisation de "conférences de l'UNU", et Mme Wesley, présidente du Conseil, a été la première conférencière en décembre 1979. MM. Gaudry et Löwbeer ont par la suite donné des conférences, mais le nombre d'invitations n'est pas aussi important que celui des membres du Conseil qui seraient disposés à faire des conférences. Il y a lieu évidemment de poursuivre dans cette direction.

228. Une version profondément refondue du film de l'Université des Nations Unies, intitulé "Les réseaux de la connaissance", a été terminée au cours de l'année; elle inclut des séquences sur chacun des programmes, et dure 30 minutes. Le film est destiné à être projeté devant des spectateurs souhaitant comprendre de façon détaillée les objectifs et les activités de l'Université. Il existe une version arabe, anglaise, française et espagnole et des exemplaires ont été envoyés aux bureaux du PNUD et au Centre d'information sur les Nations Unies dans 90 pays.

229. Les effectifs des services de l'information ne se sont pas accrus au cours de l'année (à l'exception de deux traducteurs et leurs secrétaires venant d'autres sections pour des raisons de réorganisation). Le représentant de l'Université à Londres et le chef du bureau de liaison de New York ont continué à jouer un rôle important dans les activités des services de l'information, tout comme le directeur exécutif du Conseil américain pour l'Université des Nations Unies, pour certaines activités.

### C. Services administratifs

230. La division des services administratifs assure les services administratifs ou de soutien de tous les programmes, divisions et effectifs du centre de l'Université à Tokyo et sur le terrain, dans le domaine de la gestion, des affaires juridiques, des conférences, des questions de personnel et de recrutement, des affaires financières et du budget.

231. L'expansion mondiale des activités de l'Université a fortement alourdi la tâche de toutes les sections de la division des services administratifs. A mesure de la croissance du budget, les crédits vont surtout aux activités au titre des programmes. Le pourcentage des ressources affectées à la division des services administratifs a baissé de 15 p. 100 en 1978 à 13 p. 100 en 1979 et 11 p. 100 en 1980.

232. Les activités des diverses sections de la division, qui sont coordonnées par le directeur de l'administration, ont été les suivantes :

#### 1. Conférences et services généraux

233. Cette section s'occupe des déplacements, dans le monde entier, des membres du Conseil, du personnel et des consultants des nombreuses réunions des programmes de l'Université. Elle est responsable des services essentiels du siège de Tokyo : un service centralisé d'enregistrement des communications reçues et envoyées, des opérations de télex, du téléphone, des salles de conférences et des équipements et services correspondants. Elle s'emploie aussi à assurer une gestion et une utilisation efficaces des locaux et des équipements mis à la disposition du siège de l'Université à Tokyo par le Gouvernement japonais. Comme les effectifs se sont accrus de 10 personnes au cours de l'année, l'affectation de l'espace disponible n'a pas été tâche aisée.

234. La section s'occupe également des contrats passés pour l'impression des rapports, documents et publications de l'Université et les approvisionnements et fournitures d'équipements nécessaires. Ces activités se sont étendues pour englober l'achat ou la fourniture d'équipements au nom d'établissements associés ou d'autres agences des Nations Unies.

235. Au cours de l'année écoulée, la section a assuré le soutien logistique et administratif de trois sessions du Conseil de l'Université, deux à Tokyo et une à Genève, 12 réunions des programmes à Tokyo et un séminaire tenu à Belgrade, par l'organisation des salles de conférence, la distribution des allocations quotidiennes, l'interprétation simultanée et la reproduction des documents.

## 2. Service du personnel

236. Au cours de l'année écoulée, cette section a réaménagé ses travaux, dont la complexité et le volume n'ont cessé de croître; le personnel de cette section a ainsi été réorganisé. Une fois menée à bien la tâche consistant à aligner les dispositions en vigueur à l'Université sur celles applicables au personnel des Nations Unies, la section est désormais devenue un mécanisme permettant d'appliquer efficacement ces dispositions, même dans de nombreux domaines dont un service du personnel ne s'occupe pas d'ordinaire - comme la rédaction de contrats pour des tâches spécifiques dans des établissements associés. Sur les 12 principes catégories de rubriques sur lesquelles les services du personnel établissent des statistiques, entre 6 000 et 8 000 questions auront été traitées par cette section au cours de l'année.

## 3. Service financier

237. Cette section gère le portefeuille d'investissements du Fonds de dotation et effectue les paiements en contrepartie des services assurés dans les diverses parties du monde. L'expansion des activités de l'Université, l'accroissement du nombre de réunions au siège et en d'autres lieux et l'accroissement des effectifs de l'Université se sont traduits par une forte progression du nombre d'engagements financiers et de paiements.

## 4. Budget

238. Cette section, créée en 1979, a élaboré des principes directeurs pour la préparation et l'application du budget, et a mis en place de nouvelles techniques de contrôle financier. L'Université a dépensé environ 90 p. 100 des crédits inscrits au budget de 1979 et chaque unité a été en mesure de rester dans la limite des crédits approuvés pour elle pendant la période écoulée.

## 5. Service juridique

239. Le conseiller juridique donne des avis d'ordre juridique à toutes les unités de l'Université, notamment pour la préparation de textes ou de mémoranda d'accords; il a coopéré avec un consultant à l'élaboration du projet de statuts pour l'Université. En outre, le conseiller juridique participe aux discussions qui ont lieu au Siège des Nations Unies à New York en ce qui concerne diverses questions administratives complexes ne pouvant pas être résolues par correspondance.

## 6. Bureau de liaison de l'Université des Nations Unies au Siège des Nations Unies à New York

240. L'Université entretient à New York un service responsable de la liaison avec tous les autres éléments du Siège des Nations Unies, avec les Etats Membres et avec les organisations non gouvernementales. Outre ces responsabilités, pendant la période écoulée, le bureau de liaison a actuellement contribué à l'activité de diffusion de l'information.

## VII. APPELS DE FONDS, FINANCEMENT ET BUDGET

### A. Appels de fonds

241. Entre juillet 1979 et juin 1980, des contributions équivalant à 15,6 millions de dollars ont été annoncées ou versées à l'Université, par 18 pays. Pour l'essentiel, ces contributions représentent des versements sur des annonces de contribution faites antérieurement, ou la poursuite de contributions annuelles. Le Gouvernement de l'Autriche a accru de 50 p. 100 son apport annuel. Trois pays, l'Ethiopie, l'Indonésie et Sri Lanka ont annoncé de nouvelles contributions au Fonds des opérations courantes de l'Université. Les promesses de contribution au Fonds de dotation ou au Fonds d'opérations courantes, émanant de 29 pays, se montent désormais à 142 070 978 dollars; sur ce total, 107 877 856 dollars ont été versés. Plusieurs autres pays examinent avec attention la possibilité d'annoncer ou de verser leur contribution au travail de l'Université.
242. Des contributions à des projets spécifiques ont également été effectuées par des organes non gouvernementaux ou d'autres sources, pour un total de 378 980 dollars.
243. Les autorités de plusieurs pays et plusieurs institutions, notamment, ont effectué des contributions indirectes, en espèces ou en nature, pour la tenue de réunions, de journées d'étude et de séminaires. Il est aussi à noter que les concours qu'apporte l'Université aux établissements associés, aux unités de recherche et autres participants aux réseaux de l'Université, ont à leur tour suscité des apports complémentaires aux activités de ces établissements, venant des autorités du pays ou d'autres sources.
244. Le Recteur et le Vice-Recteur chargé de la planification et du développement se sont rendus dans 21 pays au cours de l'année écoulée, et des membres de la Division de la planification et du développement se sont rendus dans 25 pays pour collecter des fonds.
245. Le représentant de l'Université à Londres a également entrepris plusieurs visites préparatoires dans des pays européens. Le bureau de liaison de l'Université à New York est en contact étroit avec les missions permanentes auprès des Nations Unies. La Division de la planification et du développement entretient également des contacts avec les ambassades des Etats membres à Tokyo pour tenter d'obtenir leur coopération et leur concours aux travaux de l'Université.
246. Il a été admis de façon constante que l'appel de fonds est très étroitement lié au développement des activités de l'Université au titre de ses programmes. Dans les premières années, l'appel de fonds était largement motivé par les espoirs qui devaient être exaucés au cours des années ultérieures. L'Université fonctionne désormais depuis près de 5 ans et les autorités nationales et autres donateurs potentiels demandent maintenant des preuves des progrès réalisés par l'Université et souhaitent savoir quels sont ses plans à long terme.
247. Deux faits qui ont eu lieu au second semestre de 1979 doivent être à cet égard mentionnés. Conformément au paragraphe 4 de la résolution 33/108 adoptée lors de la trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies,

le 18 décembre 1978, les priant "de rechercher les moyens de susciter une plus grande prise de conscience et une meilleure compréhension des programmes et des activités de l'Université, de façon à créer une situation financière plus stable et à renforcer ainsi l'Université"; le Secrétaire général des Nations Unies et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ont invité deux consultants, M. G. Davidson, ancien secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, et M. M. Dayal, conseiller auprès du Ministère indien de la science et de la technologie, à entreprendre l'étude correspondante et à préparer un rapport. Cette étude a été menée à bien en août et septembre 1979.

248. Le rapport expose de façon très claire, entre autres choses, le caractère unique des problèmes que posent la constitution progressive de cette institution mondiale d'un type nouveau, l'affirmation de son identité et l'explication de cet état de choses aux autorités administratives et universitaires, dans le monde entier, dans la perspective de leur concours financier au Fonds de dotation. Le Conseil, le Recteur et ses collaborateurs ont accueilli avec faveur le jour nouveau que cette étude jette sur ces problèmes, dont ils étaient conscients depuis la création de l'Université, et ont apprécié les précieuses recommandations et suggestions que le rapport contient à propos d'autres possibilités de collecte de fonds et des moyens de faire mieux connaître et comprendre la nature de l'Université et celle de ses programmes. La suite voulue a été donnée à ces recommandations.

249. En octobre 1979, les Gouvernements suédois et norvégien ont envoyé une délégation de trois personnes au siège de l'Université, à Tokyo, afin d'étudier directement l'évolution de ses travaux. Cette délégation comprenait M. Karl Eric Knutson, directeur de l'agence suédoise de la coopération avec les pays en développement dans le domaine de la recherche, M. Torbjørn Sirevag, directeur général du département de la recherche du Ministère norvégien de l'éducation et de M. Uno Svedin du Conseil suédois de la planification et de la coordination de la recherche. Leur rapport devrait constituer la base d'un réexamen, par les Gouvernements suédois et norvégien, et, on espère, des autres pays nordiques, de la nature et du niveau de leur concours actuel ou de contributions nouvelles aux travaux de l'Université.

250. Plusieurs autres gouvernements, notamment en Europe et au Moyen-Orient, étudient actuellement avec soin la possibilité d'effectuer des contributions au Fonds de dotation et au Fonds d'opérations courantes de l'Université. Les autorités de ces pays procèdent, selon des modalités diverses, à leurs propres évaluations indépendantes des progrès de l'Université avant d'annoncer leur concours. On espère qu'au cours du second semestre de 1980 plusieurs pays annonceront leur contribution au Fonds de dotation de l'Université.

251. La participation de l'Université à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement à Vienne, en août, a constitué un développement important. La présence de l'Université a ainsi aidé à attirer l'attention des autorités nationales et des organisations non gouvernementales sur l'existence de l'Université, comme instrument déjà existant dans le système des Nations Unies et disposant de capacités prouvées, au plan institutionnel et de l'organisation, d'apporter une contribution à la réalisation des objectifs de la Conférence. L'Université contribue activement aux prolongements donnés à celle-ci.

/...



Elle entretient des liens étroits de coopération avec le PNUD et avec l'Office du Directeur général des Nations Unies pour le développement et la coopération économique internationale, et a participé à des réunions interagences, organisées par le PNUD à propos du Fonds intérimaire pour la science et la technique au service du développement, créé par l'Assemblée générale à la recommandation de la Conférence. L'Université espère participer directement à ce fonds intérimaire, et la Division de la planification et du développement, en relation étroite avec les programmes, prépare le texte d'une première proposition de l'Université ayant trait à l'obtention de concours auprès de ce fonds intérimaire; la proposition porte avant tout sur des bourses et les fonctions institutionnelles et de coordination correspondantes.

252. La Division a également entrepris des discussions avec un nombre croissant d'organes intergouvernementaux et non gouvernementaux, y compris des fondations, en vue d'obtenir des concours financiers.

253. L'exercice d'appel de fonds de l'Université reste axé surtout sur le Fonds de dotation, et l'objectif à long terme reste fixé à 500 millions de dollars, dont la moitié environ au milieu des années 80. Cependant, l'Université a désormais atteint un point où les programmes se développent rapidement et nécessitent par conséquent des ressources plus importantes que ce que représente le revenu du Fonds de dotation. La Division de la planification et du développement a, pour cette raison, lancé une campagne d'appel de fonds, pour le soutien des projets, auprès de sources privées, notamment les fondations. Une première mission a déjà été effectuée auprès de plusieurs fondations européennes, et par la suite on rendra visite aux fondations d'autres parties du monde.

254. Contrairement à la plupart des agences des Nations Unies, l'Université n'est pas financée par des crédits annuels votés par l'Assemblée générale ou fournis par les Etats membres. Ses ressources proviennent principalement du revenu du Fonds de dotation, mécanisme de financement dont le principe garantit une certaine stabilité dans la planification et l'exécution des activités au titre des programmes, contribue à assurer l'objectivité de la recherche faite par l'Université et la protège des diverses pressions qui pourraient accompagner d'autres formes de financement.

255. Le Fonds de dotation, alimenté par des contributions volontaires des Etats membres, comprend deux parties : l'une pour toutes les activités de l'Université, l'autre affectée aux activités menées dans les pays en développement.

256. La Charte de l'Université garantit son autonomie dans le cadre des Nations Unies, y compris toute latitude d'affecter ses ressources comme elle l'entend aux activités au titre des programmes. Sa gestion financière répond aux dispositions et règles appliquées par les Nations Unies, et ses comptes sont vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies.

257. Au 30 juin 1980, le Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies a/ avait la composition suivante :

	<u>Annoncées</u>		<u>Reçues</u>
Japon	100 000 000 (septembre 1973)	(sur 5 ans)	90 000 000
Venezuela	10 000 000 (août 1975)	(sur 5 ans)	4 000 000
Royaume-Uni	9 784 736 (décembre 1978) <sup>b/</sup>	(sur 5 ans)	4 260 799
Arabie saoudite	5 000 000 (mars 1977)	(sur 5 ans)	3 070 000
Soudan	5 000 000 (décembre 1976)	(sur 5 ans)	-
Allemagne (République fédérale)	4 324 324 (avril 1979)	(sur 4 ans)	1 085 482
Ghana	2 500 000 (mai 1976)	(sur 5 ans)	1 500 000
Sénégal	1 028 807 (août 1977)	(sur 5 ans)	226 193
Inde	750 000 (février 1977)	(sur 5 ans)	412 500
Thaïlande	500 000 (mars 1979)	(sur 5 ans)	200 000
Suède	231 215 (août 1975)		231 215
Saint-Siège	50 000 (février 1977)		50 000
TOTAL :	139 169 082	( en dollars des Etats-Unis)	105 036 189

a/ Les montants annoncés le sont parfois en devises; le taux de conversion en dollars est le taux officiel des Nations Unies au moment de l'annonce; les montants versés peuvent donc différer, en raison de la fluctuation de ce taux officiel de change.

b/ Affecté à la Section spéciale du Fonds de dotation pour les activités menées dans les pays en développement.

258. Les contributions des Etats aux opérations courantes ou à des projets particuliers, annoncées ou versées au 30 juin 1980, sont les suivantes :

Autriche	238 800	janvier 1977
	61 600	octobre 1977
	72 000	septembre et novembre 1978
	65 430	juin 1979
	47 040	septembre 1979
Suède	208 877	novembre 1977
	114 155	février 1979
Norvège	180 018	avril 1976
	189 251	mai 1977
	194 780	février 1978
	196 715	novembre 1979
	202 799	janvier 1980
Suisse <sup>x</sup>	171 717	annoncées : février 1978; versées : 185 305
Pays-Bas	100 000	juillet 1976
	100 000	juillet 1977
	100 000	décembre 1978
Zaïre	100 000	juillet 1977
Jamahiriya arabe libyenne	50 000	décembre 1976
	50 000	février 1977
	50 000	annoncées : août 1977
	25 000	janvier 1980
	25 000	mars 1980
Philippines	50 000	annoncées : juin 1978; versées : 30 000
Nigéria	50 000	annoncées : décembre 1978; versées : 20 000
Grèce	35 000	juin 1980
	30 000	juin 1979
	25 000	juillet 1978
	20 000	janvier 1976
	20 000	décembre 1977
Sénégal	22 087	janvier 1975
	24 005	juillet 1978

<sup>x</sup> Contribution à un projet particulier.

République-Unie de Tanzanie	20 000	mai 1980
Ghana	14 790	novembre 1975
	14 790	juin 1977
	14 750	mai 1975
Malaisie	10 000	juillet 1978
	10 000	mars 1979
Tunisie	10 000	annoncées : novembre 1977; versées : 5 183
Indonésie	10 000	juin 1980
Chili	5 000	mars 1979
Sri Lanka	5 000	annoncées novembre 1979; versées : 1 000
Ethiopie	2 000	juillet 1978
Chypre	1 292	juin 1978
<b>TOTAL :</b>	<b>2 936 896</b>	<b>(en dollars des Etats-Unis)</b>

## B. Financement et budget

### 1. Revenu

259. Au cours de la période de 12 mois se terminant au 31 décembre 1979, les ressources totales courantes se sont montées à 9 167 369 dollars, chiffre qui comprend 8 608 665 dollars représentant l'intérêt versé sur le Fonds de dotation.

260. Au 31 décembre 1979, les avoirs de l'Université des Nations Unies (Dotation et autres) se montaient à 146 236 014 dollars, chiffre qui comprend 48 295 130 dollars de contributions au Fonds de dotation annoncées mais non encore versées par les autorités nationales. Les ressources inscrites au budget de 1980 se répartissent comme suit :

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
Intérêts versés sur le Fonds de dotation et autres fonds déjà reçus	9 243 000
Intérêts versés sur les contributions au Fonds de dotation annoncées en 1980 et confirmées par écrit	300 000
Contributions aux opérations courantes	450 000
Contributions aux programmes	100 000
Report de l'exercice précédent	4 000 000
	<hr/>
Total	14 093 000

261. Les contributions courantes et aux programmes sont celles qui, selon la volonté des donateurs, sont affectées aux dépenses au titre des opérations courantes et non à titre de contributions au Fonds de dotation.

262. Le report de l'exercice précédent résulte de l'excès du revenu sur les dépenses au cours de l'exercice précédent. Jusqu'au moment où ils sont dépensés, ces fonds sont porteurs d'intérêt.

## 2. Dépenses

263. Pendant les 12 mois se terminant le 31 décembre 1979, les engagements contractés au titre des activités de l'Université ont représenté au total 9 281 660 dollars, dont 1 809 214 n'étaient pas réglés au 31 décembre 1979. Les dépenses effectives en 1979, et les dépenses prévues en 1980 sont données dans les tableaux ci-après.

### a) 1979, dépenses effectives

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>	<u>Pourcentage</u>
Division des programmes	6 871 721	74,0
Services administratifs	1 307 443	14,1
Cabinet du Recteur	445 324	4,8
Planification et développement	367 510	4,0
Conseil	289 662	3,1
	<hr/>	
	9 281 660	100,0

### b) 1980, dépenses prévues

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>	<u>Pourcentage</u>
Division des programmes	10 786 000	78,0
Services administratifs	1 560 000	11,3
Planification et développement	556 000	4,0
Cabinet du Recteur	579 000	4,2
Conseil	280 000	2,0
Fonds pour imprévus	70 000	0,5
	<hr/>	
	13 831 000	100,0

264. Les divers éléments des dépenses autorisées en 1980 dans la Division des programmes sont les suivants :

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>	<u>Pourcentage</u>
Programmes (dépenses externes) <sup>a/</sup>	7 766 000	72,0
Programmes (dépenses internes) <sup>b/</sup>	1 260 000	11,7
Services de l'information	1 113 000	10,3
Services culturels	647 000	6,0
	<hr/>	
	10 786 000	100,0

a/ Toutes les activités au titre des programmes, à l'exception des salaires du personnel et des coûts communs de personnel.

b/ Salaires du personnel et coûts communs de personnel au titre des trois programmes.

265. La répartition entre les trois programmes et, pour 1980, est la suivante :

Dollars des Etats-Unis

	<u>Dépenses externes</u>	<u>Dépenses internes</u>
Programme mondial contre la faim	2 722 000	379 000
Programme de développement humain et social	2 511 000	461 000
Utilisation et gestion des ressources naturelles	2 533 000	420 000
	<u>7 766 000</u>	<u>1 260 000</u>

ANNEXE III

Membres des comités consultatifs des programmes, coordonnateurs  
des programmes et projets et membres du personnel de l'Université  
des Nations Unies

(au 30 juin 1980)

A. Membres des comités consultatifs des programmes et coordonnateurs  
des sous-programmes et des projets de l'Université des Nations Unies

1. Programme mondial contre la faim

a) Membres du Comité consultatif

\*M. Guillermo Arroyave, coordonnateur interrégional pour l'Amérique et  
coordonnateur résident de l'Université des Nations Unies

M. Moisés Behar, chef du Service de nutrition de l'Organisation mondiale de  
la santé, Genève (Suisse)

M. Sol H. Chafkin, Division des affaires nationales et du développement  
social, Fondation Ford, New York (Etats-Unis)

Mme Freda Chale, administratrice (nutritionniste), Division des politiques  
alimentaires et nutritionnelles, Organisation des Nations Unies pour  
l'alimentation et l'agriculture, Rome (Italie)

Mme Wenche Barth Eide, Institut de recherche nutritionnelle de l'Ecole de  
médecine de l'Université d'Oslo, Oslo (Norvège)

M. Yujiro Hayami, Faculté d'économie de l'Université métropolitaine de  
Tokyo, Tokyo (Japon)

M. Hou Hsiang-chuan, professeur et conseiller, Département de la nutrition  
et de la santé publique, Shanghai (République populaire de Chine)

M. Morgens Jul, professeur de conservation des aliments, Université royale  
de sciences vétérinaires et d'agronomie, Copenhague (Danemark)

M. Paul Lunven, chef du Service des évaluations alimentaires et nutritionnelles  
de la Division des politiques alimentaires et de la nutrition, Organisation  
des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome (Italie)

M. H.A.B. Parpia, conseiller principal, Conférence des Nations Unies sur  
la science et la technique au service du développement, Centre de recherche  
sur le développement, Département de l'agriculture, Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome (Italie)

M. D. Picou, Réseau médical des Petites Antilles, Hôpital général de l'Université  
des Indes occidentales, Trinité-et-Tobago

\* Membre de droit.

\*M. Fred T. Sai, coordonnateur interrégional pour l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe

M. Tasho A. Tashev, professeur à l'Institut de nutrition de Sofia (Bulgarie)

M. Roger G. Whitehead, directeur, Laboratoire de nutrition Dunn, Université de Cambridge et Conseil de la recherche médicale, Cambridge (Royaume-Uni)

b) Coordonnateurs

M. Guillermo Arroyave, coordonnateur résident de l'UNU, coordonnateur interrégional du Programme mondial contre la faim pour l'Amérique, Institut de la nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, Guatemala (Guatemala)

M. J.C. Dillon, coordonnateur résident de l'UNU, Centre de recherches en nutrition, Université Laval, Québec (Canada)

M. Luis Fajardo, coordonnateur résident de l'UNU, Université del Valle, Cali (Colombie)

M. Rodolfo Florentino, coordonnateur résident de l'UNU, Centre philippin de la nutrition, Makati (Philippines)

M. Miguel Layrisse, coordonnateur résident de l'UNU, Institut vénézuélien de la recherche scientifique, Caracas (Venezuela)

M. Shinji Matsuura, coordonnateur résident de l'UNU, Institut national de recherche alimentaire, Tsukuba (Japon)

M. C.P. Natarajan, coordonnateur résident de l'UNU, Institut central de recherches sur les techniques alimentaires, Mysore (Inde)

M. R. Orraca-Tetteh, coordonnateur résident de l'UNU, Département de la nutrition et des sciences alimentaires, Université du Ghana, Legon (Ghana)

M. Fred T. Sai, coordonnateur interrégional du Programme mondial contre la faim pour l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe, Institut de recherches statistiques, sociales et économiques, Université du Ghana, Legon (Ghana)

M. E.M. Thain, coordonnateur résident de l'UNU, Institut des produits tropicaux, Londres (Royaume-Uni)

M. Ricardo Uauy, coordonnateur résident de l'UNU, Institut de nutrition et de technologie alimentaire, Université du Chili, Santiago (Chili)

Mme Barbara Underwood, coordonnatrice résidente de l'UNU, administratrice adjointe du Programme mondial contre la faim, Programme international sur les politiques alimentaires et nutritionnelles, Massachusetts Institute of Technology et Harvard School of Public Health, Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis)

M. Aree Valyasevi, coordonnateur résident de l'UNU, Institut de nutrition, Université Mahidol, Bangkok (Thaïlande)



2. Programme de développement humain et social

a) Membres du Comité consultatif

\*M. Anouar Abdel-Malek, coordonnateur de projet

M. Samir Amin, directeur de l'Institut africain du développement et de la planification économiques, Dakar (Sénégal)

Mme Elise Boulding, Dartmouth College, Hanover, New Hampshire (Etats-Unis)

M. Celso Furtado, professeur de développement économique à l'Université de Paris (France)

\*M. Johan Galtung, coordonnateur de projet

M. Hab. J.W. Golebiowski, directeur de l'Institut d'études du travail, Université de Varsovie (Pologne)

M. Manuel Perez Guerrero, ministre d'Etat chargé des affaires économiques internationales, Caracas (Venezuela) (jusqu'à janvier 1980)

\*M. Takeshi Hayashi, coordonnateur de projet

\*M. Amilcar Herrera, coordonnateur de projet

M. J. Ki-Zerbo, ancien directeur de l'éducation, Ministère national de l'éducation, Ouagadougou (Haute-Volta)

M. Rajni Kothari, président du Conseil indien de la recherche en science sociale, New Delhi (Inde)

M. Michio Nagai, professeur au Collège international de l'Université Sophia, et ancien ministre de l'éducation, Tokyo (Japon)

M. K. Soedjatmoko, conseiller, Agence de planification du développement national, République d'Indonésie, Djakarta (Indonésie)

\*M. Chandra Soysa, coordonnateur de projet

M. Rodolfo Stavenhagen, El Colegio de Mexico, Mexico (Mexique)

M. Alain Touraine, Maison des sciences de l'homme, Centre national de la recherche scientifique, Paris (France) (jusqu'à novembre 1979)

---

\* Membre de droit.

b) Coordonnateurs

M. Anouar Abdel-Malek, coordonnateur du projet sur les alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation, Maison des sciences de l'homme, Centre national de la recherche scientifique, Paris (France)

M. Johan Galtung, coordonnateur du projet sur les objectifs, processus et indicateurs de développement, services de l'UNITAR à Genève (Suisse)

M. Takeshi Hayashi, coordonnateur du projet sur l'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie, Bureau de planification de la recherche de l'Institut des économies en développement, Tokyo (Japon)

M. Amilcar Herrera, coordonnateur du projet sur les systèmes de recherche et de développement en milieu rural, Université d'Etat de Campinas, Etat de Sao Paulo (Brésil)

M. Chandra Soysa, coordonnateur du projet sur l'échange des techniques traditionnelles, Institut Marga, Colombo (Sri Lanka)

3. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

a) Membres du Comité consultatif

\* M. Eric Bird, coordonnateur de projet

Mme Margaret Biswas, Institut international d'analyse appliquée des systèmes, Laxenburg (Autriche)

M. Gerardo Budowski, coordonnateur de projet

M. James M. Harrison, conseiller et consultant, ancien vice-ministre adjoint, Ministère de l'énergie et des ressources minières du Canada, et ancien directeur général adjoint du Programme sur la science et la technologie de l'UNESCO, Ottawa (Canada)

M. Carl-Göran Héden, Fédération internationale des instituts de hautes études, Solna (Suède)

\* M. Jack D. Ives, coordonnateur de projet

M. I. Kobori, professeur, Faculté des sciences de l'Université de Tokyo (Japon)

M. F.O. Kwami, doyen de la Faculté de technologie, Université scientifique et technologique de Kumasi (Ghana)

\* M. Maurice Lévy, coordonnateur de projet

\* M. Jack A. Mabbutt, coordonnateur de projet

\* M. G.J. Afolabi Ojo, coordonnateur de projet

\* M. Kenneth Ruddle, coordonnateur de projet

M. Sanga Sabhasri, secrétaire général du Conseil national de la recherche de Thaïlande, Bangkok (Thaïlande)

M. Didin S. Sastrapradja, vice-président pour les ressources naturelles, Institut indonésien des sciences, Djakarta (Indonésie)

M. Gilbert F. White, ancien directeur de l'Institut des sciences du comportement, Université du Colorado, Boulder, Colorado (Etats-Unis)

M. Michael J. Wise, professeur à la "London School of Economics and Political Sciences", Londres (Royaume-Uni)

---

\* Membre de droit.

b) Coordonnateurs

M. Eric Bird, coordonnateur du projet sur la gestion des zones côtières, Département de géographie de l'Université de Melbourne, Parkville, Victoria (Australie)

M. Gerardo Budowski, coordonnateur du projet sur les systèmes agro-sylvicoles, chef du programme sur les ressources naturelles renouvelables, Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale, Turrialba (Costa Rica)

M. Jack D. Ives, coordonnateur du projet sur les systèmes d'interaction entre hautes et basses terres, directeur de l'Institut de recherches arctiques et alpines de l'Université du Colorado, Boulder (Etats-Unis)

M. Maurice Lévy, coordonnateur du projet sur l'énergie pour les communautés rurales, laboratoire de physique théorique et des hautes énergies, Université Pierre et Marie Curie, Paris (France)

M. Jack A. Mabbutt, coordonnateur du projet sur l'évaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides, Université des Nouvelles-Galles-du-Sud, Sydney (Australie)

M. G.J. Afolabi Ojo, coordonnateur du projet sur les systèmes énergétiques ruraux, Département de géographie, Université d'Ife, Ile-Ife (Nigéria)

M. Kenneth Ruddle, coordonnateur du projet sur les systèmes agro-aquatiques, consultant et chercheur associé, Musée national d'ethnologie d'Osaka (Japon)

## B. Personnel de l'Université des Nations Unies

### Cabinet du Recteur

- M. James M. Hester, Recteur
- M. Michio Nagai, conseiller principal du Recteur
- M. Jose V. Abueva, secrétaire de l'Université
- M. Jose Mata, assistant du secrétaire de l'Université

### Planification et développement

- M. Alexander A. Kwabong, Vice-Recteur
- M. S. Chidambaranathan, fonctionnaire principal chargé des relations avec les gouvernements et les institutions
- M. Vagn Kjellberg, fonctionnaire chargé des relations avec les gouvernements et les institutions

### Programme mondial contre la faim

- M. Nevin S. Scrimshaw, conseiller principal du Recteur
- Mme Maria A. Tagle, administratrice principale de programme
- M. Urban Jonsson, administrateur de programme
- Mme Rozanne Chorlton, administratrice adjointe de programme

### Programme de développement humain et social

- M. Kinhide Mushakoji, Vice-Recteur
- M. Pedro Henriquez, administrateur de programme
- M. Hossam Issa, administrateur de programme

### Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

- M. Walther Manshard, conseiller principal du Recteur
- M. Anton C.J. Burgers, administrateur principal de programme
- M. Richard S. Odingo, administrateur principal de programme
- M. Walter C. Shearer, administrateur de programme
- M. Lee H. MacDonald, administrateur de programme

### Services culturels

- M. Shigeo Minowa, chef
- Mlle Yasuko Tashiro, traductrice
- M. James E. Ricketson, correcteur d'épreuves
- M. Michael Gautrey, correcteur d'épreuves

### Services de l'information

M. R.A. Fleming, directeur  
M. John M. Fenton, chercheur-rédacteur  
M. Amadio A. Arboleda, fonctionnaire chargé du contrôle des publications  
M. George Y. Somekawa, fonctionnaire de l'information (Japon)  
M. Gérard Jacquemier, traducteur

### Division des services administratifs

M. Douglas T. Manson, directeur de l'administration  
M. Zdenek Seiner, conseiller juridique  
M. Leslie Schenk, chef du service du personnel  
M. Rabinder N. Malik, chef, conférences et services généraux  
M. Akio Komatsuki, chef du service financier et fonctionnaire de liaison  
avec le Gouvernement japonais  
M. Wayne Ching, chef, service budgétaire  
M. Barry de Coummere, fonctionnaire financier

### Bureau de liaison de New York

M. Hironobu Shibuya, chef, Bureau de liaison, Siège de l'ONU  
M. Edgardo Moguillansky, administrateur

### Bureau d'information en Europe

M. C.T. Isolani, représentant, Centre d'information sur les Nations Unies, Londres.

ANNEXE IV

Réseaux des programmes de l'Université des Nations Unies

(30 juin 1980)

A. Programme mondial contre la faim

1. Planification des programmes et des politiques de l'alimentation et de la nutrition

Objectifs de l'alimentation et de la nutrition dans la planification du développement national : institutions associées au Canada, au Chili, en Colombie, au Ghana, au Guatemala, aux Philippines et aux Etats-Unis, avec des liens avec des établissements indien et philippin

2. Conservation des aliments après les récoltes

Conservation des aliments après les récoltes : institutions associées au Canada, en Colombie, au Guatemala, au Ghana, en Inde et au Royaume-Uni, avec des liens avec une unité de recherche au Japon et des établissements situés en Indonésie et au Sénégal

3. Les besoins nutritionnels et leur satisfaction grâce aux régimes alimentaires locaux

Les besoins de protéines et d'énergie alimentaire dans les pays en développement : institutions associées au Chili, en Colombie, aux Etats-Unis, au Guatemala, en Thaïlande et au Venezuela, avec des liens avec des établissements situés au Brésil, en Egypte, aux Etats-Unis, en Inde, au Japon, au Mexique, aux Philippines, en République de Corée, et au Royaume-Uni

L'anémie ferriprive et sa prévention : liens avec des institutions associées au Chili, au Guatemala et au Venezuela

B. Programme de développement humain et social

1. Problématique du développement

Objectifs, processus et indicateurs de développement : coordination assurée par une institution associée, en Suisse, avec des liens avec des établissements situés en Argentine, en Belgique, au Canada, aux Etats-Unis, en Inde, en Italie, en Jamaïque, au Japon, en Malaisie, au Mexique, en Norvège, en Pologne, en République fédérale d'Allemagne, en Roumanie, au Royaume-Uni, au Sénégal, à Sri Lanka, en Suède et en Suisse

Alternatives socioculturelles du développement dans un monde en mutation : coordination assurée par un établissement situé en France, avec des liens avec des établissements du Bangladesh, du Canada, de l'Egypte (2), de l'Espagne, des Etats-Unis, de Fidji, de la France, de l'Inde, du Japon, du Mexique, du Nigéria, du Royaume-Uni, de la Syrie, de la Thaïlande, de la Trinité-et-Tobago, de la Tunisie, du Venezuela et de la Yougoslavie

## 2. Technologie et développement

Echange des techniques traditionnelles : coordination assurée par une institution associée située à Sri Lanka, avec des liens avec des établissements en Indonésie, au Japon, en Malaisie, au Népal, aux Philippines et en Thaïlande

Systèmes de recherche et développement en milieu rural : coordination assurée par une institution associée située au Mexique, avec des liens avec des établissements au Brésil, en Ethiopie, au Mexique et aux Philippines

L'expérience japonaise en matière de transfert, transformation et développement de la technologie : coordination assurée par une institution associée située au Japon, avec des liens avec 35 autres établissements japonais

### C. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

#### 1. Systèmes énergétiques pour les communautés rurales

Projets énergétiques intégrés : établissement associé en Algérie; liens avec un établissement tanzanien; liens projetés avec des établissements situés en Inde, en République populaire de Chine et en Haute-Volta

Information sur les énergies renouvelables : ASSET, Siège de l'Université au Japon

Energie géothermique : établissement associé en Islande, et liens avec un établissement japonais

Bois combustibles : établissement associé au Nigéria et liens avec un établissement malais

#### 2. Evaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides

Terres arides : établissements associés au Soudan et en Australie; liens avec des établissements indien et britannique; liens projetés avec des établissements en République fédérale d'Allemagne, au Moyen-Orient, au Pakistan et au Pérou

#### 3. Base écologique du développement rural dans les régions tropicales humides

Systèmes agro-sylvicoles : établissements associés au Costa-Rica et en Thaïlande et liens projetés avec un établissement camerounais

Systèmes hautes terres-basses terres : établissements associés en Thaïlande et aux Etats-Unis et liens avec des établissements situés au Népal et en Papouasie-Nouvelle-Guinée; liens projetés avec un établissement suisse

Systèmes agro-aquatiques : établissement associé en Indonésie et liens avec des établissements situés au Japon, en Malaisie et en République populaire de Chine; liens projetés avec des établissements autrichien et philippin



Systèmes de ressources côtières : unité de recherche et de formation à Djakarta, et liens projetés à Fidji et à Nouméa

4. Théorie et méthodologie des systèmes de ressources

Réseau de recherche et de formation avancée réunissant des travaux entrepris dans les sous-programmes du Programme sur les ressources naturelles. Activités aux Pays-Bas et en République de Corée; activités projetées en République populaire de Chine, en France et aux Etats-Unis

---

## كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استلم منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

### 如何购买联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---